





L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ DE LA POPULATION.

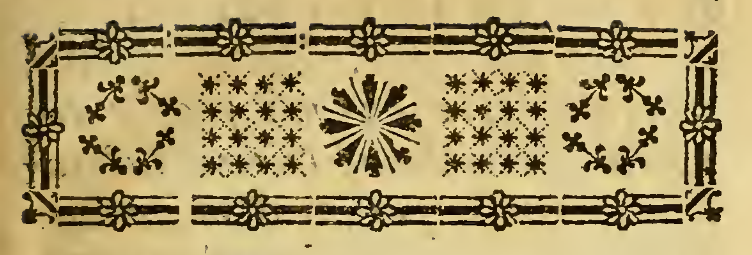
NOUVELLE EDITION,

Augmentée d'une quatriéme Partie & de Sommaires.

PREMIERE PARTIE.



MIL SEPT CENT CINQUANTE-NEUF.



AVERTISSEMENT.

J'ENTREPRENDS de traiter ici le plus utile & le plus intéressant de tous les objets d'ici-bas pour l'humanité, la Population. *Presqu'autant de gens pensent en connoître les principes moraux ; qu'il y en a qui en emploient les ressorts physiques ; & cependant j'annonce que mes principes, que je crois vrais, sont ainsi que mes conséquences, diamétralement opposés à presque toutes les idées que j'ai trouvées dans le monde sur ce Chapitre.*

Toutes les fois que dans les conversations j'ai hazardé d'avancer quelques-unes de mes idées à cet égard, j'ai vû d'abord qu'elles étoient regardées comme le plus

étrange paradoxe. Quand enſuite mes auditeurs ou ma propre vivacité m'ont donné le temps d'établir mes principes, & d'en motiver les conſéquences, j'ai vû très-promptement l'effet de la démonſtration dans ceux qui m'écoutoient ; mais ce n'eſt point ainſi que les idées générales peuvent être déracinées : je le ſçais, & en conſéquence n'ayant jamais conſacré mon loiſir qu'à l'utilité, je crois pouvoir mettre au nombre des ouvrages qui ſont ſortis de ma plume inconnue, & qui m'ont donné le ſecret plaiſir de les voir quelquefois réuſſir, un Traité ſur cette matière, où mes idées ſoient en quelque ſorte développées. C'eſt ici qu'on pourra me juger. Qui m'aura lû juſqu'au bout me lira peut-être enſuite par parcelles ; qui ne me lira point, me met au nombre de tant de bons Ecrivains, que je l'en remercie d'avance.

La Population eſt-elle utile ou non ? *Il ſemble au premier co*

d'œil que cette queſtion ſoit l'équivalent de celle-ci : Le ſoleil éclaire-t-il ou non ? *Mais on verra que j'arriverai d'inductions en inductions juſqu'à une Morale ſi auſtère, que je révolterai bien des gens. Je vais créer une infinité d'hommes ; que d'embarras pour les gouverner ! Je vais les rendre laborieux & riches ; combien de gens m'ont dit ſagement qu'il ne falloit pas que le peuple connût une aiſance qui le rendoit inſolent ! Je vais diminuer le nombre des chevaux & des équipages, & mettre leur augmentation au niveau de l'incendie & du parricide ; je vais prouver enfin, ouï, démontrer que le luxe eſt, proportion gardée, l'abyme d'un grand Etat plutôt encore que d'un petit. En ſuppoſant donc que mes principes ſoient avoués, qu'ils ſe trouvent exactement liés les uns aux autres, & que les conſéquences en ſortent naturellement, combien de gens en qui la corruption du cœur n'a pas offuſqué les lumières de l'eſprit, voudroient peut-être*

revenir en arrière, & ſoûtenir; attendu qu'ils tiennent dans l'Etat actuel le haut bout, que l'homme eſt plus heureux étant au large, comme on eſt aujourd'hui, que s'il ſe trouvoit ſerré par ma nouvelle peuplade! Mes très-chers & très-doux Epicuriens, vous êtes plus dangereux en France, que par-tout ailleurs, où la molleſſe abrutit; ici elle rend l'eſprit faux & délicat, & c'en eſt aſſez pour être prophete parmi nous.

C'eſt à vous donc que je parle; & je dis qu'il eſt bon d'être pluſieurs enſemble. 1°. *de peur d'être mangés des loups:* 2°. *afin que les bons cuiſiniers ſoient moins rares.* 3°. *Que de belles voix, & de jolies filles naîtront parmi cette colonie que j'annonce! Voilà tout ce qu'il vous faut, je vous le promets; ſoyez tranquilles, & nous laiſſez ſpéculer, nous qui ne valons pas la peine de nous aimer nous-mêmes, mais qui aimons nos freres & leurs neveux, qui aimons l'homme*

comme le plus utile, le plus aimable & le plus reconnoiſſant des animaux, & le plus propre à tout genre de plaiſirs, de travail, d'embelliſſement & d'utilité.

*La voix de l'humanité qui reclame ſes droits, demandoit un plus digne organe, je l'ai ſenti; mais mes idées ne ſont point celles d'un autre : la vérité eſt infinie. Je ne penſe pas avoir ouvert la carrière; je me flatte encore moins de la fermer. Le dirai-je ? l'*incognito *que je garde, me facilite une ſorte de relâchement. C'eſt avouer que la charité eſt moins active que l'amour-propre. Oh! Mes Semblables, ſondez ſur cet article votre propre cœur, avant de me jetter la pierre.*

De tout temps je me ſuis preſcrit de ne rien donner au public qui pût n'avoir trait qu'à moi, c'eſt-à-dire, à la ſorte de conſidération, qu'il eſt naturel qu'un Auteur eſpere retirer de ſon travail. En cela j'ai plus conſulté la pru-

dence & ma pareſſe, que la modération. Habitué à écrire très-incorrectement, les ſoins néceſſaires pour retravailler un ſtyle quelquefois original, mais toujours louche & défectueux, ſeroient une fatigue pour moi, qui ſuis ſur-tout ennemi de la peine. Ce vice de l'eſprit, qui porte ſur toutes ſes opérations, doit naturellement ſe faire ſentir plus déſavantageuſement encore que par-tout ailleurs, dans un ouvrage de longue haleine, & qui roule ſur des queſtions de raiſonnement autant que ſur des points de fait. Le ſtyle de ce Traité fourmille de ce genre de défectuoſités, je le ſens autant que mes Lecteurs; mais mes affaires & mes amis ont beſoin de moi, & le peu de temps qu'on me laiſſe, eſt mieux employé à compoſer, qu'à m'appeſantir ſur des réviſions de ſtyle. Parmi tous les défauts de celui-ci on trouve des traits & des vérités. Celles-ci qui font le fonds de cet Ouvrage, ſont d'une importance trop abſolue pour l'humanité, pour

que mon amour-propre ſe ſoit cru autoriſé à les enſevelir dans l'oubli.

Ce n'eſt pas que je regarde le plan entier que je ſemble préſenter, comme un ſyſtême abſolument pratiquable dans toutes ſes parties; je ſuis peut-être le moins imaginaire de tous les hommes dans le fait. Je penſe que tous les principes établis dans cet Ouvrage ſont vrais, & je ſerois fort aiſe d'avoir à les défendre; mais il eſt ſur-tout des points principaux, dont la néceſſité eſt urgente & abſolue.

Je n'offre pas ici une lecture d'amuſement. Indépendamment du ſérieux du ſujet, il demeure dans la façon dont il eſt traité, un air de déſordre que je n'ai pas eu la force de corriger. Outre ce que mon naturel y a apporté de ce genre d'imperfection, il eſt dû encore aux variations ſurvenues dans la contexture du plan. Je l'entrepris d'abord dans la forme d'un Commen

taire libre ſur un Ouvrage excellent que je poſſédois alors en manuſcrit, & que je voulois donner au Public. Cet Ouvrage parut, avant que j'euſſe entrepris la troiſiéme Partie; cela me détermina à changer la forme de mon Ouvrage, & à raſſembler ſous des titres à moi des morceaux épars & négligés que j'avois laiſſé couler de ma plume. La premiére Partie ſe ſent ſur-tout beaucoup de cette réfaction, & je crains que la ſorte de déſordre, qui y regne, ne rebute mes Lecteurs. C'eſt pour eux plutôt que pour moi que je les prie d'aller juſqu'au bout, & d'attendre du moins à la troiſiéme Partie à me juger définitivement.



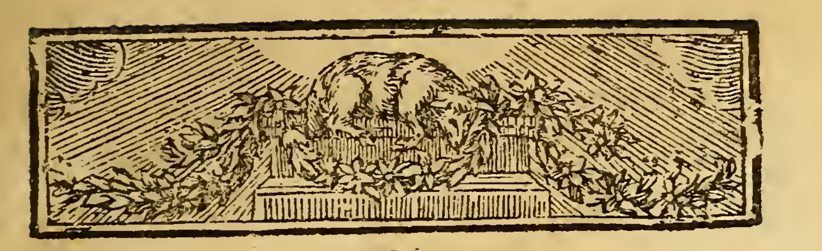
TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans cette première Partie,

Avec les Sommaires des matières qui y sont traitées.

Fin de la Table de la I. P.



L'AMI DES HOMMES,

OU TRAITÉ

DE LA POPULATION.

CHAPITRE I.

Société, Richesses.

CECI n'est qu'une introduction, où j'établirai quelques principes fondamentaux très-abrégés, attendu qu'ils sont presque tous rebattus, mais indispensables avant que d'entrer sérieusement en matière.

Si l'homme pouvoit voler, je dirois qu'il est la plénitude du régne animal. Le plus vivace des animaux, il est encore le plus courageux, le plus fort, le plus

adroit, le plus abſtinent, & celui de tous, qui fait le plus aiſément pâture de tout.

Animaux ſauvages, Animaux domeſtiques.

On diviſe communément le régne animal, pour parler le langage des Phyſiciens, en deux genres principaux; *animaux ſauvages* & *animaux domeſtiques*. Cette diviſion eſt défectueuſe, en ce qu'il eſt peu d'animaux domeſtiques, qui ne puiſſent devenir ſauvages: mais en les conſidérant d'un autre ſens, on les peut diviſer en deux claſſes; *animaux ſolitaires*, *animaux ſociables*. L'homme eſt aſſurément de ces derniers. Il n'y a pas de vérité mieux démontrée que celle qui l'eſt par les faits. Par-tout où l'on a vû deux hommes ſeulement, on les a aſſurément trouvés enſemble en même gîte ou repaire.

L'inſtinct de l'animal ſolitaire lui montre ſon avantage à être ſeul. L'inſtinct de l'animal ſociable le porte à faire nombre avec ſes ſemblables. Juſques-là l'homme n'eſt qu'animal; mais tout animal eſt avide, & c'eſt en cela que l'inſtinct

de l'homme commence à se distinguer & à s'étendre jusques à l'intellect. L'animal est avide du présent & du présent momentané; l'homme est avide du présent & sans bornes : il l'est du passé, dans lequel il se cherche des titres de possession, des ayeux, des annales; il l'est encore du futur, qu'il ambitionne au-delà de son éxistence. Il est avide de tout, & tandis que la nature d'une part le force à se réunir à son semblable, l'intellect lui fait d'autre part sentir qu'il s'appuie sur son rival, sur l'ennemi naturel de toutes ses prétentions.

Ce n'est pas ici le lieu de considérer cet intellect comme un présent de la Divinité, destiné primitivement à des fonctions toutes nobles & dignes de son origine. La trace de cette institution premiére se montre à la réflexion, plus encore qu'à la foi. L'homme le plus barbare, démêlé par des yeux perçans, laisse voir au spectateur le germe de vertus qui ne

tiennent rien de la nature animale. La générosité, la constance, le respect pour les vieillards, l'amour filial, & tant d'autres sont des plantes étrangeres sur un sol passager nécessité à un entretien journalier, & qui marche à chaque instant vers la destruction; mais c'est l'homme brute que nous considérons uniquement en cet instant.

Il ne seroit pas étonnant que le meurtre se fût trouvé entre les deux premiers hommes égaux en âge & en dignité; en effet, les plus anciennes annales de l'humanité nous l'annoncent comme le premier des crimes contre la société.

Il résulte de ces deux principes contraires, & tous les deux dans la nature, desquels l'un rapproche l'homme de son semblable, l'autre le lui fait regarder comme ennemi, que les loix concernant le partage des biens, ont dû être les premieres de toutes & les plus indispensables.

On en trouve en effet la trace dans toutes sociétés présentes & passées, même les plus informes. Dans les sociétés errantes, comme les hardes de Tartares, les camps d'Indiens, &c. qui transmigrent avec leurs familles & leurs bestiaux, le Chef qui les conduit regle les limites de chacun autour du camp. Les Conquérans partagerent le territoire de leur conquête, les Fondateurs celui de leur ville. En un mot, le partage des biens est la premiére loi de la société, & le tronc, pour ainsi dire, de toutes les autres loix : qu'on ne m'oppose pas l'exemple des Sauvages qui vivent en commun de la chasse & de la pêche. Ces peuples doivent être regardés comme une seule & même famille qui jouit d'un territoire immense, & qui en dispute les limites par des guerres cruelles avec des familles voisines. On pourroit même assurer que les Sauvages les plus brutes ont des propriétés reconnues entr'eux, des arcs, des fléches, des cabanes, &c.

La petiteſſe de ces ſortes d'objets proportionnés au peu de beſoins de ces peuples, les a dérobés aux yeux de ceux qui en ont parlé autrement.

La propriété une fois établie a ſes abus, comme tout ici bas, & l'inégalité des fortunes en eſt une ſuite indiſpenſable. La force, l'induſtrie, le bonheur, l'économie groſſiſſent un héritage, & les défauts contraires diminuent l'autre. C'eſt ainſi que le territoire entier de la ſociété paſſe dans les mains d'un petit nombre, & que tout le reſte vit dans une ſorte de dépendance de ce petit nombre, ſoit à ſes gages, ſoit comme entrepreneur du maniement des fonds & de leur produit.

Telle eſt la ſociété naiſſante & croiſſante. Voyons-la maintenant s'étendre & prendre la forme d'Etat. Les Incas, ſeuls Souverains qui ſe ſoient fait un grand Empire au profit inconteſtable de l'humanité, réunirent pluſieurs de ces familles errantes & ſauvages, dont nous

parlions tout-à-l'heure ; donnerent à chaque canton des loix utiles ; leur enſeignerent l'agriculture ; les raſſemblerent en un mot, & firent un corps immenſe. Mais vainement voudroit-on maintenir un corps ſans alimens. La nourriture de l'homme ne ſe peut tirer que de la terre ; la terre ne produit que peu ou rien, qui nous ſoit propre, ſans le travail de l'homme. La population & l'agriculture ſont donc intimement & néceſſairement liées, & forment enſemble l'objet principal d'utilité premiére, d'où naiſſent tous les autres. Conſidérons d'abord la population ſous ſon premier point de vuë.

Les hamaux & les villages ſont l'habitation des cultivateurs des champs, & de ceux d'entre les propriétaires qui ſont obligés de les faire valoir eux-mêmes. Les bourgs ſont d'une part des villages, dont le territoire eſt plus conſidérable ; de l'autre, ils ſont le ſéjour des petits propriétaires qui peuvent s'écarter de leurs fonds, & qui en

ont aſſez pour que la rente que leur en fait l'entrepreneur ou fermier, les faſſe ſubſiſter dans le voiſinage; comme ils ſont auſſi l'entrepôt du troc intérieur du canton, & de l'échange du ſuperflu avec le néceſſaire, qui eſt l'ame de la ſociété. Les villes ſont de gros bourgs, ſéjour de l'eſpèce des propriétaires qui ſont encore plus dans l'indépendance que les premiers, qui ſe raſſemblent pour le plaiſir ou pour les affaires. Les villes ſont auſſi le ſéjour des Tribunaux de Juſtice, & de tous les entrepreneurs de détail, qui ſont employés à fournir les néceſſités & commodités aux habitans & aux étrangers que de ſemblables motifs plus paſſagers attirent à cette eſpèce de rendés-vous. Les Capitales enfin ſont le ſéjour du Prince, des grands propriétaires qu'attirent la faveur & les emplois dans le gouvernement. Elles le ſont des grands Tribunaux, des arts, de la magnificence, du ſuperflu.

Tel eſt le tableau extérieur de la

population. C'est ainsi que tout ici-bas va par hiérarchies & par échelons, comme les marches d'un escalier, qui toutes sont également nécessaires à la perfection, mais dont les plus basses, indépendamment de l'utilité commune, sont destinées à supporter tout le faix & l'ensemble, & conséquemment, méritent plus d'attention, à proportion de ce qu'elles se rapprochent de la base.

Après avoir considéré la société dans le physique, éxaminons-la maintenant dans le moral.

La réunion forcée des deux mêmes principes antipatiques que j'ai notés ci-dessus, sçavoir la sociabilité d'une part, & la cupidité de l'autre, cause ici-bas les mêmes contradictions. Ce sont deux troncs qui se ramifient à l'infini; l'un porte les vertus, & l'autre les vices.

La sociabilité a inventé & placé par ordre l'attachement à ses proches, à ses amis, au public, à la patrie, au gouvernement, & toutes les vertus de détail qui illustrent la

Cupidité & Sociabilité.

vie privée, & rendent l'héroïſme aimable.

La cupidité vomit au contraire l'envie, l'orgueil, la violence, la fraude, la cruauté, & tous les vices qui déshonorent l'humanité, & la rendent plus profondément incompréhenſible encore en mal qu'en bien. On verra dans la ſuite que loin de proſcrire entiérement la cupidité, projet idéal ſans doute, puiſque rien de ce qui eſt dans la nature ne peut être détruit, je lui trouve une direction utile à la ſociété. En effet, l'Etre ſuprême n'a rien mis en nous d'entiérement mauvais; mais dans la ſpéculation préſente je ne conſidere la cupidité que telle qu'elle ſe montre à nous par ſes effets les plus ordinaires.

Ce point de vuë nous meneroit à l'idée du bon & du mauvais principe; erreur pardonnable à l'ancienne Philoſophie, qui n'avoit pas comme nous l'avantage d'être guidée dans ſes recherches à travers le cahos de la nature humaine par un trait perçant de lumiére

révélée. Nous sçavons aujourd'hui que ces deux principes du bien & du mal si distants en apparence, partent néanmoins de la même souche, sçavoir d'un arrêt de dégradation forcée, qui nous laissant toute l'étenduë & tout le ressort d'une ame préparée pour une destination tout autrement noble & pure, & y ajoûtant encore l'inquiétude proportionnée au déplacement actuel, nous a livrés d'autre part à l'épaississement, aux besoins, aux erreurs de la matière; de sorte que l'illusion est toujours en présence de nos desirs à côté de la vérité. De ces deux objets le second mene au bien, l'autre au mal; ainsi notre ardeur à courir dans des routes si diverses part du même principe dirigé par la vérité, ou égaré par l'illusion, c'est-à-dire, de l'immensité de l'ame.

C'est ce qui a fait penser avec quelque raison que le scélérat & le héros étoient en quelque sorte de la même étoffe, & que l'excès dans chacun de ces genres si op-

posés, supposoit une égale force de ressorts, de la direction desquels un rien a souvent décidé.

Cette vérité de spéculation est de toutes les connoissances la plus utile dans la pratique. D'une part, elle nous rend dans la société compatissants pour les vicieux; moins austeres, moins durs, plus humains, moins présomptueux, moins susceptibles d'orgueil : de l'autre, elle nous fait sentir dans les places que les soins & les travaux du courant ne sont qu'un bas détail en comparaison du premier des soins, qui est le maintien des mœurs.

En effet, dès que le Souverain (que je ne cite ici que comme la plénitude de la puissance, comprenant sous son nom tout ce qui a de l'autorité parmi les hommes) dès que le Souverain, dis-je, sera persuadé que la sociabilité & la cupidité existent & se combattent comme deux élémens contraires dans tous les hommes; qu'il aura compris encore que les mœurs, usages & opinions décident en gé-

néral l'inquiétude humaine vers celle de ces deux affections rivales qui ſe trouvent en vogue dans la ſociété; que marchant par gradation, il aura ſenti que c'eſt lui qui peut enchaîner celui de ces deux élémens qu'il voudra, & donner carrière à l'autre, certainement le réſultat de cette ſpéculation auſſi ſimple que ſérieuſe ſera de ne ſe connoître qu'un devoir, qui eſt de marcher en tout & par-tout & juſques dans ſes moindres actions vers la ſociabilité, & de ſe détourner même avec affectation, s'il eſt poſſible de la cupidité. Celle-ci n'eſt jamais riche de ce qu'elle poſſede, elle eſt toujours pauvre de ce qu'elle deſire. Dans les vuës de la ſociabilité au contraire, comme il n'eſt queſtion que de ſe réunir, chacun apporte tranquillement ſon contingent à la maſſe; riche de ce qu'il y fournit, il n'eſt pauvre que de ce qui manque à ſon confrere; & comme malgré toute habitude de confraternité, nos beſoins ſitués en la perſonne d'autrui ſont

toujours très-bornés, il ne faut pour nous satisfaire sur cet article que la vie & le vêtement. Il n'est qu'un moyen d'enrichir un peuple, c'est de le tourner vers la sociabilité. Ouvrez les annales de l'humanité, vous y verrez que de tous les peuples & dans tous les temps, aucuns n'ont vécu plus durement, n'ont cependant été plus attachés à leur façon d'être, & ne se sont en conséquence estimés plus riches, que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Seul moyen d'enricher le peuple.

Ce n'est pas assez sans doute de poser des principes, il faut sur-tout les démontrer. Celui qui attribue à la cupidité tous les maux qui ravagent la société, trouve à chaque instant sa preuve dans les faits. En effet, si l'on excepte quelques passions brutales (& encore dans celles-ci certain point d'abrutissement) on verra que tout le reste vient de la cupidité, du desir de s'approprier les biens de goût ou d'opinion.

La suite de cet Ouvrage, dont

l'objet n'est point du tout de faire un traité de morale, me donnera occasion de prouver cette vérité dans toutes ses branches. Mais j'attaque en ce moment la cupidité dans son fort, & je vais démontrer qu'elle nous égare, même dans la recherche de ceux des avantages physiques dont elle fait le plus de cas, je veux dire, de la richesse. Il résultera de cet examen une définition précise de ce que c'est que richesse pour un Etat, ce qui remplira en entier l'objet de ce Chapitre.

Qu'est-ce que la richesse ? Ce devroit être la possession des biens d'ici-bas. Si c'est cela, la sociabilité est toujours riche, & la cupidité jamais.

Nécessaire, Abondance, & Superflu.

Le nécessaire, l'abondance & le superflu sont, en fait de biens, ce que sont, en style de grammaire, le positif, le comparatif, & le superlatif. Le premier est la base des deux autres qui sans lui portent en l'air. Examinez les calculs de la cupidité, ils prennent l'échelle à

rebours. Ces trois ordres de biens ſont de telle nature qu'on ne les voit que du bas en haut. C'eſt dans les entraves de la néceſſité, que le néceſſaire eſt un objet d'ambition. Le néceſſaire deſire l'abondance, & l'abondance le ſuperflu; mais ce dernier, d'autant moins ſatisfait qu'il devroit l'être davantage, voit & deſire au-delà de ce qu'il poſſede, ſans avoir jamais ſenti ni l'abondance ni le néceſſaire. Quel eſt le riche, interrogé ſur ce qu'il lui faut, qui répondra : le pain, le vin à ſuffiſance, un habit de laine l'hiver, & de toile l'été. S'il s'en trouve un qui réponde de la ſorte, examinez ſes actions, & ne l'en croyez ſur ſa parole, que quand vous aurez vû de près que tout ce qu'il poſſede au-delà, eſt aux ſiens, à ſes amis, à la Société plutôt qu'à lui; que loin de ſonger à accroître ſon bien, il eſt prêt à le ſacrifier au beſoin d'autrui. Ce riche-là, s'il en eſt, jouit véritablement de ce qu'il poſſede, puiſqu'il connoît le néceſſaire, l'abon-

dance & le ſuperflu; mais l'exemple eſt trop rare pour faire régle.

Sortons de la thèſe particuliére, & portons nos ſpéculations ſur le corps entier de la Société, ſur ce qu'on appelle l'Etat. Les trois ordres de biens établis ci-deſſus ſont & ſeront, de l'aveu de tout homme ſenſé, l'agriculture, le commerce, les threſors. L'on y trouve les mêmes qualités de proportion & de progreſſion que j'ai notées dans leur emblême, le néceſſaire, l'abondance & le ſuperflu.

Cette vérité une fois poſée; écoutons les leçons de tous les prôneurs de l'interêt; éxaminons le détail des ſoins des différents gouvernemens. Vous y verrez précisément ce que je diſois tout-à-l'heure? l'échelle priſe à rebours. L'argent, l'argent, diront-ils; le commerce utile eſt celui qui appore de l'argent; le commerce ruineux eſt celui qui ſe ſolde en argent. A les entendre, l'Etat le plus riche ſeroit celui qui auroit trouvé une mine inépuiſable d'or; & s'ils pouvoient

à leur gré gouverner les élémens pour s'épargner le travail de la mine, ils obligeroient l'air & le feu de le mettre en fusion & de le vomir, comme le Vezuve pousse des matières enflammées, jusqu'à ce que la lave eût couvert & endurci toute la surface du territoire de la patrie, & qu'ils fussent parvenus au sort du Roi Midas.

Mais, diront-ils, votre comparaison péche précisément dans le point le plus essentiel. Vous avez dit tout-à-l'heure que le possesseur du superflu ne regardoit jamais en arrière, & méconnoissoit l'abondance & le nécessaire ; & il faut avouer que cette imputation a quelque vérité. Si votre figure étoit juste, il faudroit que ceux qui, en matière d'interêt d'Etat, en calculent la puissance d'après la quotité de son argent, n'eussent aucunes vuës relatives au commerce & à l'agriculture. Or, c'est précisément ici le contraire. Nous ne voulons de l'argent que parce qu'il est le suc nourricier du com-

merce, le repréſentatif des facilités du troc. Le commerce vivifie l'agriculture, en donnant un prix & des débouchés à ſes productions. Ainſi la comparaiſon de votre échelle renverſée cloche à tous égards. L'argent eſt la ſéve de l'induſtrie & de l'agriculture, loin d'en être le ſuperflu.

Tout eſt-il dit, Meſſieurs ? Eſt-ce bien là votre ſyſtême ? Fixons-le, afin de ne point varier. Voici maintenant le mien à moi. L'argent n'eſt rien du tout de ſa nature. Il eſt ſeulement devenu ſigne de convention repréſentatif des biens de la vie. Loin que la multiplication du ſigne donne des facilités pour le troc & pour la production de la choſe ſignifiée, il ne fait qu'embarraſſer l'un & l'autre : un plus gros volume du ſigne en repréſente un moindre de la choſe ſignifiée ; c'eſt d'abord une incommodité. L'inconvénient ſeroit peu conſidérable juſques-là, mais voici des maux réels.

La commodité du ſigne une fois

établi comme nature de biens dans l'Etat, fait tomber toutes les autres. Les biens naturels de l'agriculture & du commerce, à sçavoir les denrées & les marchandises, sont pénibles à acquerir, sujets au dépérissement, difficiles & embarrassants à garder, n'ont de prix que pour celui qui en a besoin. Votre signe au contraire se trouve dans des mines, s'acquiert en volant & en tendant la main, arts de facile exercice ; il ne dépérit même point, un coffre fort suffit pour rassembler la plus grosse fortune : le débit en est assuré à l'instant, & il prend au gré du possesseur toutes sortes de formes. Il est donc dans la plus exacte raison que le signe prenne dans l'estime humaine le pas à tous égards sur la chose signifiée, & que la banque fasse négliger le commerce & l'agriculture.

Ce n'est pas ici le lieu de démontrer tous les inconvéniens tant moraux que physiques de cette nature de biens ; combien elle échap-

pe au régime des loix ; dans quelle impossibilité elle met le Prince, les loix, la police, & enfin tous les moyens humains d'empêcher le monopole & la vénalité de la loi même & de la conscience ; quelles secousses elle peut donner à l'Etat en sauvant les grands coupables, ou leur donnant du moins la facilité d'associer leur fortune à leur proscription ; combien elle est peu capable de tenir lieu des autres biens dont elle usurpe la place ; combien elle détruit la dépendance où le riche est du travail du pauvre, seul palliatif du mal véritable de l'inégalité des fortunes ; combien elle rend fautif & ruineux le tarif de la subvention réciproque entre le gouvernement & les sujets, tarif qui fait la principale artère de la circulation dans un Etat ; combien enfin elle rompt tous les liens de sociabilité entre les citoyens, & établit la dureté, l'interêt & la bassesse. Toutes ces choses viendront naturellement &

d'elles-mêmes dans la ſuite de mon ouvrage.

Il me ſuffit maintenant d'avoir fait douter un inſtant du principe de mes antagoniſtes; je lui donnerai encore une attaque ſeulement en établiſſant ſur des notions même triviales, ce que c'eſt que la vraie richeſſe.

Ce que c'eſt que la Richeſſe.

La nourriture, les commodités & les douceurs de la vie ſont la richeſſe. La terre la produit, & le travail de l'homme lui donne la forme. Le fonds & la forme ſont la terre & l'homme. Qu'y a-t'il par-delà? Par-tout la forme eſt néceſſaire au fonds, ici plus qu'ailleurs. *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre*, dit un proverbe bien ſenſé. Si l'homme eſt nul, la terre l'eſt auſſi. Avec des hommes on double la terre qu'on poſſéde, on en défriche, on en acquiert. Dieu ſeul a ſçû de la terre tirer un homme; en tous tems & en tous lieux on a ſçû avec des hommes avoir de la terre, ou du moins le produit, ce qui revient au

même. Il s'ensuit de-là que le premier des biens, c'est d'avoir des hommes, & le second, de la terre.

La multiplication des hommes s'appelle *Population.* L'augmentation du produit de la terre s'appelle *Agriculture.* Ces deux principes de richesses sont intimement liés l'un à l'autre. Je l'ai dit, je le prouverai dans le Chapitre suivant.

On peut résumer de celui-ci que la base des loix positives est le partage des biens & avantages de la société, & le maintien des droits de chaque individu à cet égard ; & que la base des loix spéculatives est la direction de l'inquiétude & de l'avidité humaine vers la sociabilité & la vérité, & le soin continuel de les détourner de la cupidité & de l'illusion.

Princes, quelques-uns d'entre vous ont aimé qu'on leur dît qu'ils étoient les maîtres absolus des biens de leurs sujets ; si jamais quelqu'autre qu'un Charlatan découvre réel-

lement ce ſecret-là, faites pendre le démonſtrateur, comme l'on fit autrefois celui qui avoit rendu le verre malléable.

Mais il eſt une autre ſorte de bien qui vous appartient, & qui vous aſſure tous les autres, ce ſont les hommes; vous aurez tout, ſi vous ſçavez tirer parti de ce bien: l'art de le gouverner, étendu dans le détail, eſt très-borné dans le principe. Animez la ſociabilité, opprimez la cupidité; l'une eſt la corne d'abondance, l'autre eſt la boëte de Pandore. Il ne tient qu'à vous de verſer ou d'ouvrir.



CHAPITRE II.

La meſure de la Subſiſtance eſt celle de la Population.

LA Population une fois reconnue pour le premier des biens de la ſociété, il eſt queſtion de ſçavoir d'où on la tire, & les moyens de ſe procurer cette ſorte de richeſſe.

Dieu créa au même tems tous les germes, & leur donna la faculté de ſe reproduire & de ſe multiplier; mais il les rendit tous dépendans des moyens de ſubſiſtance; c'eſt une vérité phyſique, & dont la démonſtration eſt répandue ſur toute la ſurface de l'univers. Tout germe ſe deſſéche & meurt, ſi les ſucs alimentaires, qui lui ſont propres, n'entourent & n'échauffent les organes de ſa croiſſance, & ne fourniſſent à ſa ſubſiſtance.

C'eſt de ce principe ſimple & vrai qu'il faut partir pour calculer juſte ſur la Population, ſur le

moyens de l'étendre, sur les vices qui la restreignent & la font languir.

Il est singulier combien de tout tems on a raisonné peu conséquemment sur cet article. Toutes les fois qu'un grand Etat est tombé dans la corruption des mœurs, on s'est plaint de la dépopulation. Les spéculateurs ont cherché le remede, les Législateurs l'ont ordonné, & toujours inutilement. Pourquoi? c'est qu'on vouloit traiter le mal sans en connoître le principe. On ordonnoit des mariages, on récompensoit la paternité, on flétrissoit le célibat: c'est fumer, c'est arroser son champ sans le semer, & en attendre la récolte.

Demandez encore aujourd'hui à nos spéculateurs, pourquoi la plûpart des Etats de l'Europe se dépeuplent visiblement; les uns nieront le fait, ce qui est la méthode la plus courte en tout genre de dispute & la moins digne de réplique: le plus grand nombre convenant du fait trop visible pour

être contesté de bonne-foi, en accusera le célibat des Moines & des Religieuses, la guerre, le grand nombre de troupes réglées, la navigation, les transmigrations dans le nouveau monde, & autres prétendus vices de constitution, dont la plûpart sont au contraire de nouvelles racines de la Population, comme j'espere le démontrer.

Quelle est donc selon vous, me dira-t-on, la vraie cause de la dépopulation? La voici. C'est la décadence de l'agriculture d'une part, de l'autre le luxe & le trop de consommation d'un petit nombre d'habitans, qui séche dans la racine le germe de nouveaux citoyens.

Je sçais combien de préjugés établis cette opinion choque diamétralement. Que de citoyens entendus en espaliers & qui dépensent en serres chaudes, croient l'agriculture aussi moderne en Europe que la Philosophie des Dames, & perfectionnée de nos jours plus que jamais! Combien de calculateurs élégans démontrent que la consom-

mation même de la prodigalité & ce qu'on appelle luxe fait la prospérité d'un grand Etat ! Ce n'est pas encore ici le lieu de combattre toutes ces illusions de détail ; leur tour viendra. Maintenant il est question de démontrer mon principe, à sçavoir, *que la mesure de la Subsistance est celle de la Population.*

La multiplication d'une espèce ne dépend pas de sa fécondité.

Si la multiplication d'une espece dépendoit de sa fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups que de moutons. Les portées des louves sont très-nombreuses, & aussi fréquentes que celles des brebis qui n'en portent qu'un. L'homme condamne au célibat des armées de moutons ; & je n'ai pas ouï dire qu'il fît aux loups cette espece d'injustice. Il tue beaucoup plus de moutons que de loups, & cependant la terre est couverte de la race des premiers, tandis que celle des autres est très-rare. Pourquoi cela ? C'est que l'herbe est fort

courte pour les loups, & très-étendue pour les moutons.

Les Sauvages d'Amérique qui ne vivent que de la chasse, sont réduits à la condition & presqu'à la population des loups. Un très-petit peuple de ces Sauvages occupe un territoire qui bien cultivé fourniroit à la subsistance d'un peuple immense, & ces foibles nations se font encore souvent entre elles de cruelles guerres pour les limites; mais leur Population qui n'est gênée ni par le célibat ni par aucune régle de continence, se proportionne naturellement aux seuls moyens de subsistance qu'ils sçavent se procurer. Un ancien Romain, toujours prêt à retourner & labourer son champ, vivoit lui & sa famille du produit d'un arpent de terre. Un Sauvage qui ne seme ni ne laboure, consomme seul le gibier que cinquante arpens de terre peuvent nourrir: conséquemment *Tullus Hostilius* avec mille arpens de terre pouvoit avoir cinq mille sujets, tandis qu'un Chef de Sauvages,

tels que je les ai représentés, borné au même territoire auroit à peine vingt hommes.

Telle est la disproportion immense que l'agriculture peut établir dans la Population. C'en sont ici les deux extrémités. Un Etat se dépeuple en proportion de ce qu'il s'éloigne de l'une & se rapproche de l'autre : en proportion de ce qu'on y cultive les terres, & qu'on les emploie à produire ce qui est de la nourriture essentielle de l'homme, l'espèce augmente en nombre. En proportion de ce qu'on les laisse en friche, ou qu'on les emploie en inutilités ou productions de consommation précaire, l'espèce diminue invinciblement malgré tous Edits & Loix d'encouragement ou de rigueur en faveur des mariages.

Il suit de-là, que les consommations en superfluités sont un crime contre la société qui tient au meurtre & à l'homicide ; d'autant que ce qui est luxe en naissant, devient usage & décence dans

la suite. D'où naît que la principale attention du Gouvernement doit être de porter par l'aiguillon de l'honneur & par la force de l'exemple, l'orgueil humain vers la frugalité & une sorte de modestie relative à chaque profession. Mais il n'est pas tems encore d'entamer ces matières.

M. David Hume Auteur Anglois, l'un des plus respectables Ecrivains politiques que nous connoissions tant par son érudition également saine & profonde que par la sagesse de ses raisonnemens & une modestie bien rare en ce temsci, a fait un Traité complet sur la question de la Population ancienne comparée à celle de notre tems. Ce seroit dommage que nous n'eussions pas ce morceau également sçavant & raisonné ; & je lui rends toute justice sur le mérite d'homme de lettres & de citoyen qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître à un point éminent dans l'auteur ; mais en convenant de plusieurs des principes renfer-

més dans ce Traité, je ne suis pas de son avis sur les conséquences en général. On pourroit le suivre dans les détails, & lui en disputer un grand nombre; mais on le feroit avec désavantage : de fait, en ce qu'il est bien difficile d'en sçavoir plus que lui; de droit, en ce que cette sorte de controverse seroit au moins fade, & peut-être odieuse. Mais d'après les principes établis ci-dessus dont un homme d'aussi bon esprit que M. Hume conviendroit sans doute, principes qui abrègent la question autant qu'ils la fixent, elle se réduit à sçavoir si la consommation actuelle de chaque individu, & sur tout celle des riches, est plus considérable qu'elle n'étoit autrefois.

Le faste des anciens Asiatiques, & l'étenduë excessive de l'Empire du Grand Roi, devoient sans contredit avoir fort dépeuplé cette partie du monde; mais la barbarie du gouvernement Turc & Persan l'ont extrêmement dévastée, & sur les ruines de tant de villes célèbres

de l'antiquité l'on ne trouve plus que de vastes déserts à peine praticables pour les caravanes. On en peut dire autant de la partie de l'Afrique jadis célèbre sous les Carthaginois, les Rois Numides, &c. & qui sous le bas Empire même contenoit jusqu'à quatre cents villes Episcopales ayant chacune son district, contrées arides aujourd'hui & disputées aux lions & aux tigres par des hommes plus féroces qu'eux. Les pays connus sous le nom de Grece, tant ceux du continent que les isles & terres adjacentes, ne sont aujourd'hui que des roches désertes ; & ces isles autrefois si célèbres par des Temples fameux, des Ecoles, des hommes illustres, & une peuplade immense, ne sont que des écueils. J'excepte de mes calculs toute cette partie de la dévastation générale, comme relative à des causes morales ; & nous ne traitons ici que du physique. Il faut pareillement en retrancher l'Amérique. Si d'une part l'invasion de la partie méridionale de

l'Amérique par les Espagnols, & l'abus qu'ils firent de leur victoire, a fait rentrer dans la terre des peuplades immenses d'hommes, si la mollesse & le gouvernement tyrannique des nouveaux colons a tenu ces fertiles contrées dans cet état de dévastation, on peut dire que les différentes colonies des autres nations de l'Europe dans tout le reste de cette partie du monde ont compensé cette perte pour l'humanité, si c'est compenser, que de mettre un à la place de vingt-cinq. Mais cette partie du monde n'existant pas pour nous dans les temps que nous prenons ici en comparaison, il est inutile d'en faire mention. C'est donc l'Europe uniquement qui peut à cet égard entrer en question. Nous pourrions encore en excepter l'Italie, qui notoirement nourrissoit vingt-six millions d'ames dans ses temps de splendeur par le moyen des bleds d'Egypte qui ne nourrissent plus personne. L'Italie qui en nourrissoit peut-être le double de son propre

produit dans les premiers âges de Rome, à en juger du moins par la multiplication de différents peuples qu'on voit sans cesse en armes contre les Romains dans ces temps belliqueux, l'Italie, dis-je, contient à peine aujourd'hui cinq millions d'habitans. Mais sans entrer dans les spéculations historiques, examinons seulement si les hommes dans les premiers temps consommoient autant de produit de terre, qu'ils en consomment aujourd'hui; & pour ne point sortir des portions de consommation ausquelles je me suis borné dans ce Chapitre, brûloit-on autant de bois que de nos jours? J'en doute, puisque depuis moins de dix ans la consommation de Paris, seulement à cet égard, a augmenté de deux cents mille voies, ce qui constitue presqu'un tiers de cruë. Je ne crois pas qu'on prétende que le nombre des habitans ait augmenté de cela. Chacun sçait que les recherches du luxe, de la mollesse, & la vanité mal entendue sont la cause de cet excès,

Telle maison n'avoit, il y a dix ans, du feu que dans les chambres & antichambres de chaque appartement, qui a des poëles aujourd'hui dans tous les cabinets, garde-robes & escaliers. Les femmes suivantes de cette maison ont toutes en particulier leur chambre, leur feu, leur lumière. En un mot, tout a doublé de la sorte. Il faut cependant du terrein employé à ne porter que du bois pour fournir à cette consommation. Le bois devenant la marchandise du meilleur débit, chacun se hâte d'en planter, & de dérober ainsi une portion de son héritage à la nourriture des hommes. Y avoit-il chez les anciens autant de voitures qu'aujourd'hui ? Il faut du bois aussi pour leur entretien. Les cuirs, les graisses, tout ce qu'on tire des bestiaux se consommant au double & presque toujours en pure perte, le pâturage a pris le dessus sur le labourage, & depuis long-temps le proverbe est établi qui dit ; *qui change son champ en pré augmente son*

bien de moitié. Le pré cependant ne porte en général qu'une bonne récolte par an, & ce n'est que du second bond qu'il sert à la nourriture des hommes, autre soustraction faite à l'humanité. Je sçais qu'on peut me dire que les forêts étoient immenses alors, mais mal gouvernées, au moyen de quoi elles dévastoient plus, & servoient moins; que les prairies n'étoient que des marais qui ne fournissoient qu'un médiocre entretien aux bestiaux, &c. S'il étoit dans mon plan de prendre la contrepartie du systême que propose M. Hume sur ce point, ce seroit à moi à me retourner sur ces objections, & à démontrer que les prétendus déserts en question n'existoient que chez des peuples barbares encore, & tels à peu-près que l'étoient les habitans de l'Amérique Septentrionale, quand nous l'avons découverte; que par conséquent ces contrées doivent encore être exceptées, comme celles ci-dessus, du point de comparaison dont il s'agit. Je

devrois établir enfin que l'agriculture étoit chez les nations policées portée pour le moins au point où elle l'est de nos jours, donc..... Mais mon but principal ici n'étant que de recommander cet art & cette science mere de l'humanité, il me suffiroit d'avoir amené mon antagoniste à raisonner en conséquence, pour que mon dessein fût rempli. Somme toute, convenons que les anciens connoissoient aussi-bien l'agriculture que nous, & l'honoroient davantage, M. Hume prouveroit cela mieux que moi. Ils consommoient moins en général & en particulier, il le démontreroit encore; donc ils étoient en plus grand nombre.

Ce n'est pas encore ici le lieu de considérer la Population relative au travail, nous y viendrons dans le temps, & dirons en quel sens le travail second peut être utile à la Population. Suivons encore quelques considérations qui résultent de la partie actuelle de notre sujet.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de subsister. C'est un axiome que je n'ai pas inventé, & qu'il est temps qu'on prenne pour base de tout calcul en ce genre. En ce sens, le mot de M. le Prince, après la boucherie de Senef, qui parut barbare à ses officiers étonnés, & qui n'étoit peut-être chez lui qu'un effet de cette audace militaire qui naquit & mourut avec lui, *une nuit de Paris remplacera cela*, ce mot dis-je, pouvoit être un axiome politique bien raisonné.

Moyens de subsister, mesure de la multiplication.

A moins qu'il ne survienne quelqu'augmentation de subsistance étrangère & nouvelle dans l'Etat, il ne sçauroit s'élever une seule plante de plus dans ce jardin garni de toutes ses parties, qu'une autre ne lui fasse place. En vain travaille-t-on à Paris toutes les nuits, si les maladies, la guerre, la mer &c. ne font des places vacantes.

Les batailles & les massacres ne nuisent point à la Population, si d'ailleurs elles ne nuisent à l'agri-

culture ; & l'on remarque avec étonnement qu'après des temps de troubles & de calamités, un Etat est tout aussi peuplé qu'il l'étoit auparavant, tandis que les édifices, les chemins, tout enfin ce qui designe la prospérité apparente, se ressent visiblement de l'interruption de l'ordre & de la police. Pourquoi cela ? C'est que l'homme n'a qu'une seule & véritable racine qui, comme toute autre, se nourrit du suc de la terre.

Ce n'est pas cependant que les temps de guerre, & plus encore ceux de trouble, n'interrompent & ne détruisent l'agriculture dans certains cantons ; mais elles la vivifient dans d'autres, en accélérant le débit de ses productions. On voit d'ailleurs que ce ne sont pas les calamités dont le laboureur voit le principe en réalité & la fin en espérance, qui rebutent sa précieuse activité. Le fermier en Flandres séme de nouveau derrière l'armée qui vient de fourager son champ. En troisième lieu, si la guerre

dévaste quelques provinces, elle les fume en même temps; & d'autre part, ses nécessités & ses dépenses mettent peu-à-peu tout le monde dans le cas de retrancher de sa dépense particuliére, & conséquemment de sa consommation. Cette diminution de luxe profite plus à la Population que le gouffre dévorant de la guerre ne lui nuit, pourvu toutefois que cela dure. Remarquez à ce sujet que jusques au siècle de Louis XIV. la nation a toujours été en guerre, soit étrangère qu'elle alloit chercher ailleurs quand elle ne l'avoit pas chez elle; soit interne par les guerres des gentilshommes, dont les derniers soupirs ont été les duels. Ces guerres ne dépeuploient pas, parce qu'elles tenoient le reste de la nation en nécessité; & comme nous fûmes, sommes, & serons toujours glorieux, nous en faisions vertu. Le Roi du siécle passé a le premier mis sur pied les armées exorbitantes, en a nécessité la mode, & conséquemment la briéveté des

guerres qui dès-lors dépeuplent beaucoup, & ne peuplent pas, en ce qu'elles n'affaissent le luxe que pour un temps, & le labourage pour toujours.

En général donc & dans le principe, ce ne sont ni les guerres, ni les épidémies qui dépeuplent un Etat; mais si vous mettez un cheval de plus dans l'Etat, toutes autres choses demeurant égales, vous êtes certain d'y tuer quatre hommes au moins. Mais, me dira-t-on, les bestiaux fument, & cet engrais vivifie d'autres portions de terre qui sans cela seroient incultes. J'en conviens. Aussi ai-je dit, *toutes autres choses demeurant égales*. J'ajoûte que l'entretien des bestiaux qu'autrefois on appelloit *planturage*, est un des principaux arcs-boutans d'une florissante agriculture. Mais prenez garde que je n'attaque ici que la sorte d'animal, dont le luxe peut faire abus, & qui, bien que d'une utilité singuliére, est le moins rapportant de tous les animaux domestiques à la

campagne. Le nombre en augmente chaque jour à la Ville, où les fumiers ſont ſi abondans qu'ils ne valent preſque pas la peine d'être enlevés, & où la conſommation que font ces animaux monte au double & au triple de ce qu'elle ſeroit, s'ils étoient entretenus ſur les lieux, parce qu'elle néceſſite l'entretien de l'énorme quantité de chevaux de trait néceſſaires pour voiturer leur nourriture à Paris.

Revenons au grand & unique axiome en cette matière, *la meſure de la Subſiſtance eſt celle de la Population.* En ce ſens il eſt vrai de dire que plus il y a de conſommation dans un Etat, plus cet Etat eſt puiſſant; mais il faut bien entendre ce principe. Si vous entendez par-là que la vraie puiſſance d'un Etat conſiſte à avoir beaucoup de conſommateurs, je ſuis de votre avis; mais par la même raiſon, beaucoup de conſommation faite par un petit nombre de conſommateurs eſt une corroſion conti-

nuelle & toujours croissante du nerf de la Population.

Cessons de nous égarer sur ce principe. Ce n'est ni le célibat, ni la guerre, ni la navigation qui dépeuplent un Etat; au contraire. Je vais entreprendre la démonstration de ce paradoxe sur celui de ces trois ordres de choses qu'on abandonne le plus aisément en ce genre à une sorte d'anathême public.

Maisons religieuses ne sont principe de dépopulation.

Les Auteurs politiques Protestans (il faut avouer que ce sont les meilleurs) ont tous attribué au Monachisme la dépopulation de l'Espagne, de l'Italie, & des autres parties de l'Europe qui suivent le Rite Romain; & pour répéter ici les paroles d'un des plus habiles hommes & des plus profonds Ecrivains * en ce genre: *les Moines*, dit-il, *ne sont d'aucune utilité ni ornement en paix, ni en guerre, en deçà du Paradis, comme l'on dit .... L'expérience fait*

* Essai sur la nature du Commerce par M. Cantillon.

voir que les Etats qui ont embrassé le Protestantisme en sont devenus visiblement plus puissants. Nos Politiques ont non-seulement pris condamnation sur cet article, mais ils ont encore quelquefois enchéri; il s'en faut bien que je ne sois de cet avis.

J'ai habité dans le voisinage d'une Abbaye à la campagne. L'Abbé qui partageoit avec les Moines, en tiroit 6000 livres. Je veux bien que la portion conventuelle fût plus forte, mais de peu de choses, car Messieurs les Commendataires ne sont pas dupes. Sur les 6000 livres de rente restantes, ils étoient trente-cinq; à sçavoir quinze de la maison, & vingt jeunes Novices étudiants, attendu qu'il y avoit un Cours dans cette maison. Ces trente-cinq maîtres avoient en comparaison peu de domestiques, mais ils en avoient au moins quatre. Or je demande si un gentilhomme vivant dans sa terre de 6000 liv. de rente en auroit eu davantage, Ainsi entre lui, sa femme & quel-

ques enfans, à peine auroient-ils vécu dix sur ce territoire, & en voilà quarante d'arrangés en vertu d'une institution particuliére. En conséquence donc du principe établi, qu'il ne sçauroit s'élever de nouveaux habitans dans un Etat qu'à proportion des moyens de subsistance, que plus cette subsistance est volontairement resserrée par ceux qui occupent le terrein, plus il en reste pour fournir à une nouvelle peuplade, il seroit impossible de nier que toutes autres choses mises à part, les établissemens des maisons Religieuses ne soient très-utiles à la nombreuse Population. Que ce soit de par le Roi, de par S. Benoît ou S. Dominique, qu'un grand nombre d'individus s'engagent volontairement à ne consommer que cinq sols par jour, toujours est-il vrai que ces sortes d'institutions aident fort à la Population, simplement en donnant de la marge & laissant du terrein à d'autres plançons. Que tous les Moines vivent ainsi, que

toutes les Communautés soient nombreuses en proportion de leurs revenus, c'est ce que je n'ai garde de soûtenir, & ce qui est étranger à la question. Je m'ingererai moins encore à dire les moyens de maintenir dans leur vigueur les institutions dont je parlois tout-à-l'heure, & dont le relâchement est au moins une lepre dans l'Etat. Je dis seulement que selon le maintien de la maison que j'ai citée, & de plusieurs autres en ce genre que j'ai connues, loin de nuire à la Population, elles y servent, toutes plaisanteries cessantes; car je ne les aime ni folles ni triviales.

A l'égard de l'objection, qu'un Seigneur est utile dans l'Etat, ou du moins y sert d'un grand ornement, au-lieu que les Moines n'y sont ni l'un ni l'autre; l'Auteur que j'ai cité, quoique Protestant, met du moins à son axiome le correctif *en deçà du Paradis.* Il fait en cela la critique de certains miserables libelles gauchement plâtrés

d'un vernis de dissertation sur le droit public, & cependant bien accueillis chez nous depuis quelques années, où l'on ose avancer que les Ministres de la Religion ne sont d'aucune utilité dans l'Etat. L'Auteur ne parle ici que des Moines, ce qui fait encore une différence bien grande ; & à vrai dire, n'étant que calculateur, il lui est permis de mettre tout au même poids & mesure, ce qui est au contraire un délire pour un Politique. Mais je puis répondre encore à cette double objection sans rien forcer. Examinons d'abord l'article de l'utilité, je serai court ; ensuite celui de l'ornement, je le serai plus encore.

Les Moines de fait étudient, prêchent, instruisent, travaillent, dessèrvent les Paroisses de campagne. En outre, ils ont tous ou la plûpart dans leur institution quelqu'objet d'utilité ; je dis plus, de nécessité. S'ils ne le remplissent pas, c'est l'affaire du Législateur & de la Police. Eh quoi ! je suppose que la

la Milice fût relâchée & tombée dans la mollesse, la Magistrature dissipée, la Noblesse sans mœurs & sans délicatesse; faudroit-il pour cela supprimer le Militaire, les Magistrats, & les distinctions héréditaires? L'invention de supprimer & de détruire est le contraire absolu de l'art de gouverner; c'est la magnanimité du suicide. Un chirurgien ignorant sçait couper la jambe; Esculape l'eût traitée & guérie. Quatre traitemens comme celui du premier, il ne reste plus que le tronc. Je n'ai rien à dire de plus sur l'utilité morale. Je n'aime pas à m'étendre sur des points étrangers à mon sujet. Passons à l'utilité physique.

Chacun sçait que la plûpart de ces grands établissemens Monastiques si riches aujourd'hui n'étoient autrefois que des déserts, & que nous devons aux premiers Cénobites le défrichement de plus de la moitié de l'intérieur de nos terres. Mais sans nous prévaloir de l'authenticité du titre, article si

ſacré en ſaine politique & ſi hors de mode aujourd'hui, conſidérons les choſes dans l'état préſent. On n'ignore pas, & il eſt paſſé en proverbe que les Bénédictins, par exemple, mettent cent ſur leur territoire pour lui faire produire un. Je connois dans leurs biens telle chauſſée d'étang ou contre des rivières, tel autre ouvrage enfin utile ou néceſſaire, qui a certainement coûté trois fois le fonds de l'Abbaye entiére ſur lequel la conſtruction eſt faite. Ces travaux longs & diſpendieux qui ſont une ſorte d'ambition & de joie pour des corps qui ſe regardent comme perpétuels, toujours mineurs pour aliéner, toujours majeurs pour conſerver, ſont au-deſſus des forces des particuliers. L'Etat ne peut enviſager que les objets généraux, & quand ſes ſecours deſcendroient quelquefois juſques aux détails, il faut encore une adminiſtration puiſſante & toujours préſente pour l'entretien. Ou le Seigneur poſſeſſeur du fonds eſt riche & grand

propriétaire, en ce cas il ne consomme pas sur les lieux qui sont négligés, & se ruinent petit-à-petit; ou s'il est obligé d'y résider, il est foible, accablé de faux frais, de dettes antérieures : son administration est intermittente, & tout languit sous son fils, si ce n'est sous lui. Or il n'est pas contesté que ces travaux ne soient un bien particulier qui ressortit au bien général, & qui l'établit. Il en est de même des bâtimens; même solidité, même entretien. Une des Eglises de l'Abbaye dont j'ai parlé d'abord, est connue dans notre Histoire par une époque fameuse depuis 700 ans. Elle est absolument au même état où elle étoit alors. Quels sont les bâtimens des particuliers qui ont une pierre de ce temps-là?

Quant à l'ornement, avouons que le Seigneur de 6000 livres de rente que nous avons établi remplaçant les 40 Moines cités dans notre premier exemple, ne seroit pas d'un lustre bien fameux dans

son château. Nous prenons, il est vrai, sur ce domaine la portion du Commendataire qui partage avec eux, comme feroit un Seigneur avec son fermier général. Or si le brillant & le faste étoient de mon sujet, je demanderois si les Cardinaux de Rohan & de Polignac à Rome, & tant d'autres ailleurs, n'ont pas fait autant de ce genre d'honneur à la nation, qu'eussent pû faire des Seigneurs laïques. S'il est vrai de plus, comme le dit le même Auteur, que *le point qui semble déterminer la grandeur comparative des Etats, est le corps de réserve qu'ils ont*, quelles richesses en vaisselle & ornemens d'Eglise, tableaux, manuscrits, bibliotheques, bâtimens même, ces sortes maisons religieuses ne tiennent-elles pas en magazin, dont on ne trouveroit pas trace dans les pays Protestans ?

A l'égard des mendians, je serois parfaitement de l'avis du même Auteur, s'ils étoient aujourd'hui tels dans la force du mot. Ce n'est

point à moi à examiner si la mendicité a jamais été permise à aucune Société Religieuse autrement que comme moyen de subsistance au milieu des travaux, dont le fruit est totalement destiné aux vuës de la charité ; mais il est de fait qu'attendu que le métier ne vaut plus ce qu'il valoit autrefois, tous ou peu s'en faut, prévoyant, & comme Joseph, les années de stérilité, ont fait provision de revenus & qu'au moyen d'un leger arrangement de police de la part du Gouvernement, on ne verroit plus de besaces. C'est tant-pis, s'écrie-t-on, car ils se feroient des revenus aux dépens des sujets de l'Etat..... eh ! point du tout pour une grande partie. La moitié des maisons du fauxbourg S. Germain & de plusieurs autres quartiers de la ville de Paris, par exemple, appartiennent à des Corps ; les ont-ils achetées ? Non, & à cet égard on a grande raison de leur lier la bourse. Mais ils ont bâti des places vagues qui leur furent données

dans le temps, n'étant de presqu'aucune valeur. Aujourd'hui cela fait une magnifique cité, & un revenu considérable pour l'Etat comme pour eux, qu'ils ont tiré de la terre. Que les Carmes Deschaux aient, comme l'on dit, cent mille livres de rente, ils ne les ont prises à personne, & pourvû qu'ils vivent toujours selon leur observance, il faudra bien aujourd'hui qu'ils n'ont plus de terrein à bâtir à Paris, que leur excédent aille bâtir ailleurs, ou entretenir d'autres Carmes vivans tout aussi pauvrement, mais toujours individus réels dans l'Etat.

Si les Etats Protestans sont plus peuplés & plus florissans que ceux où la discipline ecclésiastique de la Communion Romaine est aussi exactement observée & réglée qu'elle l'est en France : (fait, à tout prendre, dont je voudrois d'autres preuves que des allégations,) je crois qu'il seroit aisé d'en donner d'autres raisons que la suppression des Moines. 1°. La prétendue

Réforme fit universellement des révolutions dans tous les Etats ; & il est certain qu'il est des secousses qui avivent les esprits politiques, & régénerent les ressorts du Gouvernement & de l'industrie. La Suéde changea entiérement son gouvernement en embrassant la prétendue réforme ; mais qui l'eût considérée après les régnes durs & absolus de Charles XI. & de Charles XII. eût été bien étonné d'y voir si peu de Moines, & tant de dépopulation & de misere. Ce n'est pas le rétablissement des Moines qui a fait tomber de moitié le commerce & la richesse de la Hollande depuis le commencement de ce siècle ; mais le luxe y a enfin engrainé, la consommation y a doublé, & le commerce diminué. Ces célèbres Danois d'autrefois, qui ont fait trembler toute l'Europe, sont morts : mais depuis deux cents ans qu'ils ont chassé les Moines, il seroit temps de voir cette antique pépinière se repeupler de heros. Henri IV. & Louis XIV. ensuite,

trouverent le moyen de rétablir leur Royaume sans rien changer à la Religion établie. Je vois que le judicieux David Hume & plusieurs autres Anglois se plaignent que leur patrie se dépeuple : ils en cherchent des raisons de détail, faute d'avoir touché au vrai point qui est que l'Angleterre est devenue riche, que la richesse augmente la consommation, & diminue en conséquence d'autant la Population.

Quand je suis devenu l'apologiste des institutions monastiques, article sur lequel je me suis étendu sans doute avec trop de détail en suivant seulement l'excellent Auteur que j'ai cité ci-dessus, on s'attend bien que je serai & plus abondant & plus fort en raisons sur l'article des troupes soudoyées, des gens employés à la navigation, &c. Somme totale, multipliez la subsistance, vous multiplierez les hommes sans que tant de gens s'en mêlent, à beaucoup près.

Mais, direz-vous, tous ceux de l'ordre des célibataires qui ne sont

rien pour gagner leur vie, diminuent d'autant le travail dans un Etat, & comme le travail est le seul moyen d'étendre la subsistance, vous la retrécissez précisément par la sorte d'emploi que vous tolérez à ceux qui jouissent des fruits de la terre, & qui devroient travailler à les multiplier. Ceci sort de la question. C'est seulement dans l'ordre des maîtres & propriétaires que j'ai consideré les Communautés Religieuses. On verra dans la suite de ce traité qu'il s'en faut bien que je ne prêche l'inaction. J'ai voulu seulement dire dans ce Chapitre que la subsistance est la mesure de la Population; qu'en conséquence, tous ordres de gens qui se vouent à vivre d'un petit produit de terre, favorisent la Population, loin de lui nuire, en ce qu'ils se resserrent volontairement, & font place à d'autres. S'agit-il ensuite de décider quelle est de toutes les professions qui composent la société, celle qui mérite la préférence

d'estime & de protection; c'est ce que nous verrons dans le Chapitre suivant. Finissons celui-ci par où nous l'avons commencé.

Augmentation de subsistance, accroissement de Population; nous allons voir comment accroissement de Population doit faire augmentation de subsistance.

CHAPITRE III.

L'Agriculture qui peut seule multiplier les subsistances est le premier des Arts.

QUelques hommes assez follement présomptueux, d'autres inquiets & impatients de toute espece de joug, pensant échapper à la vuë toujours présente de la Divinité, cherchent à se perdre dans la foule des brutes, & ne reconnoissent dans l'homme de supériorité sur les animaux que celle que nous donne une construction

mieux organiſée. De tous les délires de l'eſprit humain, c'eſt là, je crois, celui qui mérite le moins d'être attaqué ; puiſque ſi ſur cent de ſes partiſans il en eſt un de bonne-foi, du moins eſt-on certain qu'aucun de ſes prôneurs n'a réfléchi ſur les conſéquences de l'adoption de ſon ſyſtême. Bien eſt-il qu'entre les preuves de fait dont on peut l'accabler, aucune ne me paroît auſſi forte que l'art de l'agriculture.

Après avoir dit que l'homme imbécile & né tel eſt encore l'animal de tous le mieux organiſé, l'on paſſe de ce point de fait à l'énumération de tout ce que l'homme a inventé & acquis par-delà au phyſique, de tout ce qu'il conçoit, craint, eſpere au moral, pour en compoſer le territoire d'une ame intellectuelle, ſoumiſe d'une part à procurer à la machine la pénible jouiſſance des biens d'ici-bas, tendante de l'autre vers un bonheur, dont elle ne connoît autre choſe ſinon que la matière eſt

insuffisante pour le lui procurer, & dont elle n'a d'autre sentiment qu'un attrait inhérent à sa substance, qui dégénere en inquiétude & lui prohibe le repos.

Dans la premiére de ces deux portions d'un territoire pour lequel l'homme seul est privilégié, l'invention de l'agriculture me paroît celle de toutes qui porte le plus ce titre exclusif.

J'ai dit que l'homme étoit de tous les animaux celui qui faisoit le plus aisément pâture de tout. En effet, il n'est rien ou bien peu de chose dont aucune sorte d'animal se nourrisse, qui ne puisse au besoin lui servir de nourriture. Mais l'instinct des animaux les plus forts & les plus adroits s'est borné à chercher & reconnoître sa proie, à lui tendre des piéges pour la surprendre & l'attirer quand la force & la vélocité ne suffisoient pas; l'homme seul a cherché, appris & imité le secret de la nature, & par un travail assidu il est venu à bout de multiplier celles de ses produc-

tions qui lui étoient nécessaires ou utiles. C'est à cette multiplication qu'il doit celle de sa propre espece qui, comme nous l'avons dit, est le premier des biens.

Si donc un art est estimable en partie à proportion de la beauté de l'invention, il n'en est aucun qui doive flatter l'amour propre de l'homme plus que l'Agriculture, & qui mérite plus son estime. Mais cet avantage n'est rien en comparaison de son utilité : nous l'avons déja démontré, supposé que la chose eût besoin de démonstration.

Une façon sûre pour le Gouvernement d'apprécier les différents travaux des hommes, c'est de regarder chaque classe d'hommes relativement à la dépendance où elle est des autres classes. Ce coup d'œil fera sentir au Prince que les derniers doivent être les premiers dans sa bienfaisante attention. Le Chevalier Temple compare un Gouvernement éclairé à ces pyramides, dont la base est fort large

& occupe un grand terrein, & dit que l'autorité, venant à ſe terminer au pouvoir d'un ſeul homme fait alors la pointe la plus parfaite de la pyramide, & forme ainſi la figure la plus ferme & la plus aſſurée qu'il puiſſe y avoir. Si le Prince au contraire, ou le Gouvernement protegent & laiſſent étendre les rangs plus élevés privativement aux plus bas, inſenſiblement la pyramide devient tour, & puis cone renverſé qui ne ſe ſoûtient plus que par miracle.

Il eſt à conſidérer encore que chaque rang ſupportant plus de faix à meſure qu'il eſt plus près de la baſe, chaque pierre de notre bâtiment politique voudroit quitter l'état le plus pénible, aimant mieux courir le riſque d'être expoſée aux coups de la tempête & de l'orage, que de ſouffrir l'affaiſſement continuel que lui preſente ſa poſition. C'eſt donc cette portion de l'Etat qui doit être le plus ſoûtenue par les reſſorts de la protection & de

l'encouragement : nous en détaillerons dans le temps les moyens.

Nous l'avons dit ailleurs : chez les Sauvages le plus vil chaſſeur peut conſommer le produit de cinquante arpens de terre. Voilà où nous en ſommes, quand nous négligeons l'agriculture. Diſtribuez enſuite le terrein du Royaume, & voyez ce que nous devenons, quand nous abandonnons une portion du territoire de l'Etat. Plus au contraire nous tendons à exciter cet art utile & à multiplier la production, plus nous nous éloignons de cet état de décadence & d'affoibliſſement.

Il eſt indifférent à la terre de nourrir des chevres ou des hommes, diſoit ſouvent l'Auteur d'un excellent Traité en ce genre, dont j'ai adopté tous les principes ; mais elle veut être honorée & ſoignée comme une bonne mere. En effet, la terre n'eſt marâtre nulle part, du moins dans nos climats. Le ſable ici nous preſente une ſurface deſſéchée, mais tranſporté dans des

terres humides il les féconde en tempérant leur acreté : ailleurs il ſe couvrira de bois ſemés & fumés avec ſoin, & l'herbe croîtra ſous ces bois : plus près, à force d'engrais & de terreau il devient d'un grand rapport, & par-tout il aide aux bâtimens, à la ſolidité des pavés, &c. La terre n'offre ici que de la mouſſe, vous trouverez dans ſon ſein de la marne, qui répandue ſur ſa ſurface la féconde ; des carrières, des mineraux : plus loin du grais, dont l'aſpect eſt la teinte de la ſtérilité, & qui caſſé, devient le plus utile des matériaux pour la ſolidité & la facilité des communications. Ces marais ſteriles qui infectent l'air, peuvent devenir des rivières, fournir de la tourbe, ou deſſéchés être changés en poſſeſſions les plus abondantes. En un mot, tout a ſon utilité ; je le répete, tout terrein peut produire au moyen du travail ; *labor omnia vincit improbus*. La ſtérilité ne ſe montre nulle part que par la faute des hommes.

Un arpent de terre en friche n'occupe perſonne, tout au plus un berger y ménera-t-il ſon troupeau deux fois dans l'année, & ce troupeau n'en retirera preſque rien. Si cet arpent eſt en bois, il faut le clorre, le garder, & tous les vingt ans on vient le couper, y faire les fagots, l'écorce & le charbon; mais s'il eſt en prés, on l'étaupe, on le fume, on l'arroſe & on le fauche, & tout cela emploie du monde, quoique en petite quantité & ſeulement en deux ſaiſons de l'année. Un champ occupe plus de monde, on le laboure à pluſieurs repriſes, on le fume, on le ſéme, on le herſe, on le ſarcle, on le moiſſonne enfin. Où il y a des champs, il y a des hommes, fuſſent-ils ſous la terre. Où les champs rapportent le plus, il y a plus d'hommes. Mettez cet arpent en jardins appellés marais à Paris, vous y verrez dans toutes les ſaiſons de l'année continuité de travail & de récolte tout, eſt mis en valeur; à peine un ſentier d'un pied

de largeur permet-il la communication d'une portion à l'autre de ce fécond domaine : on éleve des murs & des ados pour les productions qui rampent moins que les autres ; & le cultivateur ſe procure un terrein perpendiculaire pour étendre ſon terrein horizontal, & par conſéquent ſon Royaume. Il acquiert une Province à dix pieds de terre, qu'aucune puiſſance n'a droit de lui diſputer.

Par une liaiſon de conſéquences plus il y a d'hommes, plus auſſi la terre rapporte. L'induſtrie tire du roc le ſuc nourricier des meilleures plantes. Voyez de loin le terroir de Marſeille, vous n'appercevrez que des montagnes griſes d'un eſcarpement affreux. Approchez, vous trouverez la fécondité dans ſon Royaume, & dix mille huttes ou maiſons plus ou moins grandes qui ont chargé ces rochers de verdure, d'herbe & de fruits. Vous y verrez creuſer dans le roc vif des tranchées de ſix pieds de profondeur, les remplir de couches de terre &

de pots caſſés, & planter enſuite dans ces foſſes des vignes, qu'on ne renouvelle que tous les cent ans.

Mais ceci nous méneroit à des matières qui reſſortiſſent à d'autres Chapitres. Revenons au principe fondamental qui ne peut être nié : *plus vous faites rapporter à la terre, & plus vous la peuplez.*

Plus vous faites rapporter à la terre, plus vous la peuplez.

L'Agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut ſe paſſer de tous les autres tandis qu'aucun d'eux ne ſçauroit exiſter ſans lui, l'Agriculture, dis-je, eſt encore dans ſon enfance. Les premiers hommes de chaque ſociété l'ont tous honorée : les ſeconds ſe ſont, pour ainſi dire, hâté de la négliger. La fable du chien qui laiſſe le corps pour courir après l'ombre, a toujours dépeint l'humanité en général ; eh ! quel art mérita jamais d'être étudié & perfectionné avec plus de ſoin ?

S'il n'y a jamais que la même étenduë de terre labourée & cultivée dans un village, il n'y aura

jamais que le même nombre de laboureurs & de cultivateurs, toutes autres choſes étant égales. Il ſemble donc que la Population de ce village, & par conſéquent celle de l'Etat entier pris village par village, ait des bornes que toutes l'attention & la protection poſſible ne peuvent étendre.

Il n'eſt pas temps encore de traiter des moyens d'augmenter la Population, qui ne tiennent que de l'induſtrie : moyens plus importans à pratiquer pour les petits lieux & éloignés des voies naturelles du commerce, qu'ils ne le ſont pour les lieux où l'induſtrie naît d'elle-même, & a de toutes autres facilités. Nous ne traitons maintenant que de l'Agriculture iſolée & priſe purement en ſoi.

En ſuppoſant tout le territoire de ce village cultivé, je demande ſi le plus ou moins d'expérience dans l'agriculture n'eſt pas capable de l'étendre. Il y a un proverbe commun dans le labourage, qui eſt que les bonnes terres rapportent à

proportion de la quantité de labours qu'on leur donne. *Donnez-lui deux raies*, disent-ils, *elle vous rendra pour deux raies ; donnez-lui en quatre, elle vous rendra pour quatre.*

Peut-être la fructification de cette bonne terre s'étendroit-elle plus loin encore, à proportion du travail ; mais en la laissant au point ci-dessus démontré par l'expérience, voilà toute la bonne portion de votre territoire doublée par le travail ; & au-lieu de deux lieues de terrein, nous en avons quatre dans le fait, sorte de conquête dont il ne sera parlé dans aucun Congrès. Ce double rapport nourrira le double d'hommes ; augmentation de Population, & conséquemment de travail.

Cependant combien les plus simples détails de cet art ne sont-ils pas inconnus aux gens même les plus intéressés à s'en instruire ? Combien d'hommes aujourd'hui très-éclairés, combien peut-être d'entre mes Lecteurs pensent, quand

on leur parle d'une terre qui rend vingt fois la ſemence, & d'une autre qui n'en rend que cinq, que la premiére porte vingt charges de bled à la récolte, tandis que l'autre n'en rapporte que cinq! Ils ignorent que, communément parlant, toute la différence entre ces deux terres conſiſte en la quantité de ſemence; de ſorte que celui qui poſſéde la premiére de ces terres ne ſéme ſur ſon champ qu'un ſeptier de grain qui lui en rapporte vingt, & qui ne lui rendroit rien s'il en ſemoit davantage, attendu que tout monteroit en herbe : le poſſeſſeur de l'autre champ eſt obligé de ſemer quatre ſeptiers pour en recueillir vingt; en ſorte que tout l'avantage du premier ne conſiſte qu'en la ſemence. J'ai rapporté cet exemple, comme ayant vû ſouvent des gens inſtruits ſe tromper ſur cet article, & croire de bonne-foi que les terres Léontines & celles d'Afrique, que les Anciens citent comme rendant cent & cent-vingt fois la ſemence, rapportoient vingt fois plus de grain

réel que nos terres communes qui donnent environ, à prendre l'une dans l'autre, ſix fois la ſemence.

D'autre part, les terres médiocres, par exemple, ne rapportent que du ſeigle; & les propriétaires riches ſur-tout ne ſe déterminent à les ſemer de cette ſorte de grains, que quand ils y ſont forcés, & que leurs terres ſe refuſent au froment. La raiſon de cette répugnance eſt que le ſeigle eſt toujours évalué d'un quart au-deſſous du froment; mais un peu de lumières, d'expérience & de calcul leur apprendroit que le ſeigle bien moins ſujet par lui-même à la nielle & aux autres accidens que ne l'eſt le froment, rend par la groſſeur de ſes épis un tiers plus de grain que le froment. Or, trois meſures de ſeigle à 15 livres valent mieux que deux de froment à 20 livres. Le calcul eſt court & clair.

Je ne donne pas cette derniére induction comme une certitude, & comme un principe propre à tous les pays. Je m'ens ſers ſeule-

ment comme d'un exemple qui démontre, ainsi que bien d'autres, que l'Agriculture, quoique de tous les arts le plus anciennement & le plus continuellement exercé, est peut-être de tous celui qui est le plus offusqué de préjugés & d'ignorance. Pourquoi cela? C'est que les lumières naissent de l'aisance & d'une honnête liberté.

Les premiers hommes, dont l'Histoire tant sacrée que profane nous conserve la connoissance, étoient plus habiles que nous sur cet article. Cette assertion est prouvée par ce qui nous reste des annales des anciens Egyptiens. Les Patriarches passoient leur vie à la tête de leurs troupeaux qu'ils faisoient multiplier à l'infini. Jacob sçavoit varier par un artifice naturel la couleur & la laine de ses agneaux. Bien peu de pâtres de nos jours seroient capables de ce genre d'attention.

L'esprit de conquête, & l'oppression qui en est la suite, bannirent bientôt les vertus & les soins pacifiques.

ſiques. Les arts paſſerent de l'Aſie dans la Grece, pays ſec de ſa nature & de peu de rapport. Les Grecs, peuple ingénieux & porté à tout ce qui eſt du reſſort de l'imagination, négligerent bientôt l'eſſentiel pour s'attacher aux ſubtilités de l'eſprit. Ils devinrent Légiſlateurs, Philoſophes, Poëtes, Orateurs, Médecins &c. & l'Agriculture qui leur étoit moins néceſſaire qu'à tout autre peuple, fut abandonnée aux eſclaves. Ces Atheniens dont la politeſſe a paſſé en proverbe ſous le nom d'Atticiſme, & dont les progrès dans les beaux arts font depuis tant de ſiécles l'admiration de la poſtérité, paſſoient leur vie au théatre, ou dans la place publique à guetter les fautes de grammaire de leurs Rheteurs; & leurs Magiſtrats étoient chargés du ſoin de leur faire venir des vivres par la mer. Les Lacedemoniens, dont on vante la vertu ſauvage & cynique, laiſſoient aux Illotes qu'ils traitoient en eſclaves ou plutôt comme des bêtes de

ſomme, le ſoin de les nourrir. Les premiers Romains forcés par la néceſſité, cultivoient avec ſoin leur territoire, & ne furent jamais plus véritablement grands que quand ils ſçurent ſe contenter de leurs propres légumes, & mêler les ſoins du labourage à ceux de la Magiſtrature & du Généralat. Mais l'eſprit de conquête qui ne les abandonna jamais, leur fit bientôt négliger les mœurs auſtères de leurs ancêtres. Les campagnes d'Italie furent livrées à des eſclaves, & les Ecrivains de cette nation en ont fait paſſer les plaintes juſqu'à nous. Affligés de tous les maux inſéparables d'une proſpérité ſuivie, & de la grandeur démeſurée, ils ne gouvernerent leur vaſte Empire que pour le ravager, & l'Agriculture & le commerce furent également bannis du monde connu.

Des barbares, ou pour ainſi dire, une nouvelle création d'hommes, dévaſterent cet Empire affoibli, & formerent de nouvelles puiſſances. Ces conquérants ne firent attention

aux arts, que pour en éteindre juſqu'au ſouvenir, en établiſſant le gouvernement militaire, & par conſéquent l'oppreſſion. L'eſclavage & de droit & de fait fut le partage en Europe de la plus utile portion de l'humanité.

Ce n'eſt point ici le lieu de remarquer ce qu'il eſt ſorti de loix utiles & de principes fondamentaux du ſein de cette barbarie; (car le propre des choſes humaines eſt d'être un mêlange continuel de bien & de mal.) Les loix féodales, les aſſemblées de la nation dominante pour y traiter des principaux objets du gouvernement, & autres uſages que les nations les plus policées regrettent encore, ſont & ſeront toujours des preuves que les plus ſaines lumières de l'eſprit humain & de la loi naturelle percent à travers les plus épais nuages de l'ignorance & de la barbarie. Les principes d'honneur de l'ancienne Chevalerie ne laiſſent pas même à la Philoſophie moderne l'avantage d'en être le maſque.

Mais on nie pas que l'Agriculture & le commerce ne fuſſent l'objet de leur mépris. Il s'en faut bien cependant que ce ne fût au même degré. Ces braves nations ne connoiſſoient guères de vertus dont la valeur ne fût le principe & le poin central ; la généroſité, la franchiſe la bonne-foi, l'hoſpitalité, la noblеſſe, vertus ſi précieuſes à ce anciens preux, prenoient leur ſource dans la force de l'ame & d corps, & dans l'indépendance d l'eſprit. Il regardoient le commerc comme propre à abatardir l'une & l'autre, & n'attribuoient pas le mêmes effets à l'Agriculture, dor ils ſentoient d'ailleurs l'indiſpenſable néceſſité. Auſſi voit-on qu'i exceptèrent, des points nombreu de dérogeance établis parmi eux l'Agriculture exercée ſur ſon propre champ : mais enfin tout ce qu n'avoit pas trait à l'exercice de armes leur paroiſſoit un acte c renonciation à la gloire & à tou prééminence ; & cet injuſte préjug s'eſt ſoûtenu bien plus long-temp

que n'a duré la trace de leurs vertus. Depuis près de cent ans, le Gouvernement en France a eu grande attention à établir & encourager le commerce; mais il n'a encore rien fait de direct pour l'Agriculture. Je ſçais que l'un de ces objets tient à l'autre, nous le dirons aſſez dans la ſuite de ceci; mais l'Agriculture eſt la racine, & cela ſe ſent.

Je n'ai pas prétendu, par l'énumération vague que je viens de faire, démontrer que l'Agriculture eſt un art naiſſant; la choſe parle aſſez de ſoi. J'ai voulu dire ſeulement, que ſi parmi nous l'autorité tournoit ſa protection ſur cette partie intéreſſante, elle trouveroit la carrière neuve encore.

Indépendamment des bonnes terres & des médiocres qui pourroient être extrêmement bonifiées par une culture plus aſſidue & plus éclairée, il n'en eſt aucune dans ce qu'on met au rang des mauvaiſes, qui ne pût être miſe en rapport par l'induſtrie & la patience

de l'homme. La nature nous démontre par ſes ſeuls efforts qu'on peut tirer parti de tout. Il eſt peu de terreins ſabloneux qui ne ſoient couverts de brandes, & où il ne croiſſe des pins & autres arbres. Les montagnes les plus élevées, du moins dans nos climats tempérés, ſe couvrent d'elles-mêmes d'arbres & de verdure, & mille exemples nous montrent que les roches les plus arides peuvent être fertiliſées par le travail.

Le Maltois attaché à un gouvernement doux & uniforme va chercher en Sicile de la terre dont il charge ſes bâtimens, pour en couvrir un rocher brûlé du ſoleil d'Afrique qu'il change en jardins.

L'Agriculture eſt non-ſeulement de tous les arts le plus admirable, le plus néceſſaire dans l'état primitif de la ſociété, il eſt encore, dans la forme la plus compliquée que cette même ſociété puiſſe recevoir, le plus profitable & le plus rapportant : c'eſt le genre de travail

qui rend le plus à l'induſtrie humaine avec uſure ce qu'il en reçoit.

La mer attend tout de la terre & de celui qui la fait valoir : il eſt inutile de le répéter ; mais je ſoûtiens que les profits de l'Agriculture ſont plus ſûrs & plus conſidérables que le commerce maritime, même que la recherche de l'or.

Quant à ce dernier, la ſuite de cet Ouvrage démontrera que l'or n'eſt richeſſe, que de proportion ; que ſemblable au vif-argent il s'échappe des mains qui le poſſedent, & entraîne avec lui tout ce qui a pû l'arrêter au paſſage : on ne peut le fixer qu'en l'enſeveliſſant, uſage pour lequel ce n'étoit pas la peine de l'arracher des entrailles de la terre.

A l'égard du commerce maritime, je mets en fait qu'en ſuppoſant qu'un propriétaire de terres ſe donnât la même peine pour faire valoir ſes fonds ſur ſon propre ſol où ſur celui d'autrui, par les ſoins de l'Agriculture, que s'en donne un négociant pour bien conduire

ſon commerce; que ce propriétaire prenant pour baſe de ſa conduite perſonnelle la même économie, ſans laquelle il n'y a point de commerçant aſſuré, eût d'ailleurs autant d'attention journaliére à ne pas perdre un inſtant, à ne rien laiſſer arriérer, à ſpéculer pour fournir de nouvelles branches de production relativement aux changemens arrivés dans la conſommation, à être averti des premiers, à tenir des comptes en régle, &c. je mets en fait, dis-je, qu'il feroit profiter ſes ſoins, ſes fonds & ſon travail au double de ce que peut produire aujourd'hui le commerce le plus lucratif.

Autre objet important, ſi l'on veut ſe ſouvenir de la diſtinction que j'ai établie au commencement de cet Ouvrage entre la ſociabilité & la cupidité.

L'Agriculture, de tous les Arts le plus ſociable.

L'Agriculture eſt de tous les arts le plus ſociable. Quelle nobleſſe, quelle généreuſe hoſpitalité dans les mœurs de ceux qui paſſerent leur vie à la tête de leurs moiſſon-

neurs & de leurs troupeaux! Mais, ſans aller ſi loin, entrez dans le jardin d'un pauvre homme, il vous offre gratuitement & ſans oſtentation ce que l'artiſan étale & farde pour le vendre. Qu'un agriculteur faſſe une découverte, il ſe hâte de la communiquer à ſes voiſins; toutes celles des autres arts ſont des ſecrets qu'il a fallu voler ou acheter bien cher.

Je ne parle ici morale qu'autant qu'elle eſt relative à l'intérêt bien entendu; & à dire vrai, la morale la plus exacte eſt en tout & par-tout l'intérêt le plus réel. Mais ſans entrer dans cette diſcuſſion, n'eſt-ce rien dans un Etat que l'habitude du travail & de l'innocence? Fouillons les annales des Arts, nous rougirons des excès dont l'envie & l'intérêt y ont déſhonoré la nature. Peut-on rien reprocher de ſemblable aux agriculteurs?

Il eſt, je crois, décidé dans la ſpéculation que l'état le plus innocent eſt le plus heureux; mais dai-

gnez l'essayer dans la pratique, courtisans disgraciés, & vous favoris de la société, à qui l'âge enleve chaque jour quelques-uns des arcs-boutans de votre mérite. En vain les uns affectent & jouent les dehors de la considération qui leur échappe, en vain les autres cherchent à se rajeunir, ne se montrent qu'aux bougies, &c. Tout les avertit durement qu'ils ne sont plus ce qu'ils ont été. Un arbre, une fleur, ni même leurs cultivateurs ne sçavent point faire cette différence; ils se prêtent aux soins de l'exilé comme à ceux du favori, & traitent le vieillard comme l'homme dans la fleur de l'âge.

L'Agriculture est donc le premier des Arts, comme le plus honorable à l'homme, le plus nécessaire, le plus utile, le plus innocent; mille gens l'ont dit avant moi; l'exemple des peuples agriculteurs, & de la partie de chaque peuple qui est livrée à l'agriculture, le démontre. Il étoit peu nécessaire de m'étendre sur cet article;

il le ſera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous le progrès, & quels ſeroient les moyens de l'encourager. Mais avant d'en venir là, je crois qu'il eſt utile de mettre ſous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuſe patrie.

CHAPITRE IV.

Avantages de la France relativement à l'Agriculture.

L'Auteur de la nature a, comme je l'ai dit, donné à l'homme la faculté de faire, au beſoin, aliment preſque de tout. Il a donné d'autre part à la terre de nourrir & vivifier dans ſon ſein preſque toutes ſortes de germes, de plantes, & de fruits ; mais il faut encore que ce ſein maternel ſoit attendri, réchauffé, humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui eſt favorable

presque par-tout, mais plus ou moins; l'industrie humaine en accroît encore les influences, & aide de la sorte à la nature. Il est cependant des lieux, où elle se refuse à nos soins & presqu'à toute espèce de production.

Le Samoyene & le Lapon cachés sous des neiges éternelles ne sçauroient multiplier la mousse qui sert de nourriture aux rennes, dont le lait & la chair sont leur unique subsistance. L'Africain errant dans des sables brûlans travailleroit en vain à les rendre féconds. Le climat & le sol se refusent également dans ces diverses contrées; en quelques autres, le climat aideroit, & le sol manque.

Les deux points que j'ai cités sont les deux extrémités de la température. En partant de l'une & de l'autre & se rapprochant vers le centre, les biens & les dons de la nature se présentent selon les lieux; de façon que ce qui manque à un canton de ce qu'un autre possede, y est remplacé par des productions

d'un autre genre presqu'également analogues aux nécessités & commodités de la vie humaine. Mais s'il est un pays qui puisse jouir également de toutes ces productions, celui-là sans doute est le favori de la nature.

La France plus avantagée qu'aucun autre Etat pour l'Agriculture.

La France réunit tous ces avantages plus qu'aucun autre Etat du monde. Les Romains qui possédoient trois parties de l'univers, qui les parcouroient, gouvernoient & ravageoient également tour-à-tour, rendoient ce témoignage à la Gaule, telle qu'elle étoit alors relativement à sa Population, à la température de son climat & à la multitude de rivières, dont elle est arrosée. Ils ne connoissoient pas les avantages de la mer si importans aujourd'hui, & que nous possédons d'une façon presqu'unique. Ce n'est pas encore ici le lieu d'en parler.

En considérant notre climat, la fécondité de la plûpart de nos terres, ces montagnes qui d'une part nous servent de frontières, & de

l'autre placées au centre diſtribuent des eaux dans toutes les parties de cette heureuſe contrée, l'induſtrie & l'activité naturelle aux habitans, la fécondité de leurs femmes, & autres avantages phyſiques, l'on conçoit aiſément que la France doit être la patrie de la Population & de l'abondance.

Les eaux qui ſortent des montagnes, qui arroſent de toutes parts les vaſtes Provinces de ce Royaume, forment les rivières & les fleuves qui les portent à la mer. Il n'eſt preſque aucune de ces eaux, qui par le travail le plus ſimple, & le ſoin ſeulement de les reprendre aſſez haut & d'en détourner une partie pour les répandre ſur les terres, ne fertiliſaſſent les campagnes qui en paroiſſent les plus éloignées. Les Chinois, peuples chez leſquels il eſt de fait, malgré les relations exagérées, que preſque tous les arts ſont inconnus, ont néanmoins ſur l'article de l'agriculture des lumières pratiques qui nous feroient honte, d'autant plus

que toutes leurs machines ſont ſimples : ils élevent les eaux par des roues, & les tranſportent ſur leurs campagnes. Où voit-on de ces machines-là en France ? Et dans quel pays du monde auroit-on plus de facilité pour cela ?

Le célèbre conſtructeur du canal du Languedoc, homme auquel la patrie devroit des ſtatues, n'a formé les baſſins qui fourniſſent à la navigation immenſe & continuelle de ſon canal que de ruiſſeaux recueillis dans les montagnes, & qui ſe perdoient dans les vallées, ſans que perſonne en profitât.

D'autre part, la température du climat permet que dans toutes les Provinces du Royaume on puiſſe cultiver les productions utiles ou agréables des quatre parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle. Le détail à cet égard ſeroit ſuperflu.

La nature des terres enfin eſt telle en France, qu'à la réſerve de quelques dunes au bord de la mer,

& de quelques roches escarpées en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrein qui ne pût être mis en valeur.

On sçait l'offre que firent les Maures chassés de l'Espagne, de venir habiter les landes de Gascogne, & l'on est aujourd'hui surpris du refus qu'on leur fit de ces déserts. Il faudroit se transporter aux temps, avant de blâmer un gouvernement aussi éclairé que celui d'Henri IV. & de son Conseil. L'autorité Royale n'étoit pas alors aussi reconnue, & la police aussi bien établie qu'elle l'est aujourd'hui. A regarder les choses de ce sens-là, une colonie de huit cents mille ames étoit un peu forte pour un Royaume qui renfermoit encore le germe des troubles civils. Cependant Sully, le grand & digne Sully, qui voyoit tout & dans le présent & dans l'avenir, vouloit qu'on les reçût. *Si* pareille chose arrivoit aujourd'hui, il y a apparence que les sous-fermiers de la capitation l'emporteroient au Conseil.

Mais en ſuppoſant que des raiſons contraires prévaluſſent, & que les Anglois & leur naturaliſation leur fermaſſent leurs portes, je doute que le Roi de Pruſſe les laiſſât retourner en Afrique.

Quoi qu'il en ſoit, ces terribles landes, où l'on ne découvre trace d'hommes que par des ſentiers pendant quarante lieues de pays, ſeroient aujourd'hui habitées autant qu'aucune autre contrée du Royaume; & qu'on ne m'oppoſe pas que je mets ici en fait ce qui eſt en queſtion. Ces landes portent des pignadas ou bois de pins très-beaux, mêlés de chênes blancs: elles ſont preſque par-tout couvertes de brandes fort élevées. Toute terre qui porte, peut être fécondée par la culture & l'engrais, & fournir aux néceſſités de l'homme. L'air, dit-on, y eſt fort mal ſain, ainſi que les eaux: mais il y vit des habitans, quoiqu'en petit nombre: les beſtiaux y ſont petits; mais ils peuplent conſidérablement: & d'ailleurs cette température vicieuſe

ne pourroit-elle pas être corrigée par l'écoulement donné aux eaux pluviales qui séjournent tout l'hiver dans ces plaines sabloneuses ? Enfin j'ai vû moi-même dans un enclos à portée d'une des huttes de ces bonnes gens, le bled de très-belle espèce fraîchement coupé & encore entassé en gerbes dans les sillons, tandis que le petit mil ou millet succédant à cette récolte étoit déja haut de plus d'un pied & demi. Ce double produit me parut un phénomene ; mais mon étonnement ne venoit que de mon ignorance, & de ce que je ne sçavois pas qu'ils sement au pied du froment cette espèce de petit bled qui leur fait un double produit, & les sauve de la disette, en cas que la grêle ou quelqu'autre malheur détruise la premiére récolte.

Conséquemment ces terres sont propres à produire. Il n'en est aucune, de laquelle l'homme ne tire des richesses. J'ai déja cité l'exemple du terroir de Marseille ; je pourrois citer encore les environs

de Paris. Les plaines de Grenelle, du long boyau, de S. Denis même, & les environs de Verſailles ne porteroient ſeulement pas des brandes, ſi elles étoient éloignées de l'habitation des hommes. La preuve en eſt dans la nature de la terre & dans celle des gazons mouſſeux qui bordent les avenuës des maiſons & chemins. L'extrême Population ſeule & l'abondance des engrais qu'elle occaſionne, forcent la nature marâtre à s'y montrer dans toute la pompe de la fertilité.

Je le répete donc, il n'y a pas un ſeul canton du Royaume où, proportion gardée & relativement aux beſoins du pays, tant pour ſa conſommation intérieure que pour ſon exportation extérieure, on ne pût porter au même point la production & les efforts de l'Agriculture. Petit-à-petit nous en viendrons aux moyens, & dans la totalité de ces réflexions on trouvera, à ce que j'eſpere, que je ne ſyſtématiſe ſur rien, & que je n'offre que des

objets d'une utilité premiére, & des moyens faciles.

Aux avantages du ſol & du climat s'en rapportent pluſieurs autres, dont l'expérience ſeule nous montre la connexité avec ceux dont nous traitions tout-à-l'heure.

Nos montagnes, par exemple, heureux réſervoirs de la nature, outre les avantages déja cités comme le nombre des ſources, l'abondance des paturages & des beſtiaux, en ont encore de plus remarquables. La fécondité de l'eſpèce humaine n'eſt nulle part plus marquée que dans ces âpres retraites. Les hommes rendus laborieux par la difficulté, non-ſeulement expoſent à nos yeux des prodiges d'Agriculture, mais encore ſortans en forme de colonie de leurs pays quand les neiges mettent fin à leurs travaux, ils deſcendent de toutes parts dans les plaines, & leur laborieuſe & frugale économie met à contribution non-ſeulement les contrées voiſines, mais les plus

éloignées, & jusqu'aux pays étrangers.

Les habitans des pays de Comminge & de Foix se répandent pendant l'hiver dans les plaines du Haut-Languedoc & de la Gascogne. Les Auvergnacs, les Limosins, les gens de la Marche inondent tout le Royaume, & font jusqu'en Espagne tous les gros travaux. On voit par-tout, sous le nom de Savoyards, les montagnards du Dauphiné & de la Provence. Ces gens-là multiplient à l'infini; le travail ne les lasse jamais: ils vivent de si peu, qu'ils amassent des sommes considérables des plus petits grains multipliés; & l'air de santé qu'on leur voit à tous, prouve que le régime le plus dur, quand il est volontaire, est le plus salutaire à l'homme.

D'autre part, quel genre d'industrie possible ne germe pas dans cette nation active! également propre à tous les arts libéraux & méchaniques, elle renferme dans son sein une multitude de nations diffé-

rentes, réunies par une longue habitude de reconnoître une même domination & de concourir aux mêmes objets relatifs, mais qui cependant différent entre elles de génie, de tempérament & de propriétés : de ſorte que fraterniſées d'une part entre elles par le Gouvernement & le mélange inévitable entre les différentes parties du même Etat, elles participent d'autre part à toutes les propriétés des nations étrangeres par le moyen des diverſes Provinces qui ſont limitrophes de chacunes d'elles. Ainſi le Provençal a le feu & la vivacité de l'Italien, le Haut-Languedocien participe en quelque ſorte de la gravité Eſpagnole, le Breton tient de l'Anglois, le Flamand du Batave, l'Alſacien de l'Allemand, le Comtois du Suiſſe, &c. & ces diverſes natures viennent ſe rafiner dans le creuſet de la douceur & de la politeſſe Françoiſe qui ſert de tempérament propre aux nations du centre du Royaume, vertus de la médiocrité, ſi l'on veut,

mais alliage excellent pour amalgamer & diriger vers le bien général les propriétés diverſes & quelquefois exceſſives qu'apportent au centre commun les nations plus décidées.

Pour revenir à l'induſtrie, il n'eſt pas temps de parler de celle qui eſt relative au commerce proprement dit ; mais, ſans ſortir du genre de l'agriculture, je me rappelle d'avoir vû un payſan renforcé, fermier en même temps de la grande tréſorerie de Malte auprès de Corbeil, d'une groſſe terre au deſſus d'Auxerre, & d'une autre plus forte encore en Picardie. Il me détailla les différents rapports de production & de ſecours que ſe prêtoient mutuellement ces trois établiſſemens, en apparence ſi éloignés & ſi divers, & je fus étonné des lumières que je trouvai ſous cette groſſiére écorce. Il ſe forme dans Paris des compagnies pour les fermes de terres ſituées juſques dans les Pirennées, pour peu qu'elles ſoient de quelque conſidération.

En un mot généralement parlant, l'oiſiveté & la miſere ne ſont jamais que forcées chez ce peuple induſtrieux.

L'iſle Gellée.

Je ne ſçais dans quel conte des Fées j'ai lû que l'iſle Gellée étoit autrefois très-floriſſante : on y labouroit, on y bâtiſſoit, le commerce & les arts y étoient en honneur, & ce peuple-là jouoit un rôle dans le monde. Comme chacun faiſoit valoir ſon talent, un homme habile prouva par beaux dits que le génie & l'activité étoient contribuables, comme tous autres biens d'ici-bas : en conſéquence on taxa toute induſtrie, & tant fut procédé d'après cette ingénieuſe ſpéculation, que ce beau pays devint l'iſle Gélée.

Quant à l'induſtrie dont je parle, il eſt convenu parmi toutes les nations policées qu'un des principaux ſoins du Gouvernement doit être de la répandre dans la ſociété ; mais pour remplir ce devoir, il ſuffiroit d'animer par des honneurs & des récompenſes le zéle de ceux qui

qui consacrent leurs études & leurs travaux à des recherches, dont le but est de l'étendre & de l'éclairer: quant au soin de l'exciter, on peut s'en rapporter à l'aiguillon du besoin. L'industrie est un don du Ciel assez généralement départi à tous les hommes, chacun dans son genre; mais ce don ne sçauroit être développé que par la nécessité.

Ne confondons point: il y a deux sortes de nécessités, l'une de penurie, l'autre d'abondance: l'une fait les mendians, l'autre a fait les destructeurs de l'Empire Romain: l'une est sans ressources, l'autre les a toutes. La dépopulation fait la premiére, l'extrême Population fait la seconde; mais l'extrême Population ne peut venir que de l'extrême agriculture. Songeons donc uniquement à rendre à la campagne ses habitans, à les éclairer dans leurs travaux, à les protéger, les soulager dans les malheurs, à mettre enfin en vigueur & en honneur leur utile profession.

Voudriez-vous me nier le principe, & me dire que rien ne fut plus peuplé que la Hollande, & que rien n'eut jamais moins de produit? La réponſe eſt aiſée. Si je prêchois l'Agriculture, & proſcrivois le Commerce, je ferois naître des hommes ſans bras. Quand un Etat n'a point de territoire, il eſt inutile de lui enſeigner à le cultiver : la Hollande priſe dans l'état où vous me la citez, n'eſt qu'une ville entiére, telle que je les demande, comme je le dirai ailleurs, c'eſt-à-dire, ſituées à portée des exportations & importations étrangeres, & où tout le monde eſt occupé à vivre de ſon travail & non de ſes rentes : mais doutez-vous que ſi nous donnions aux Hollandois la plus rude de nos montagnes ou la plus aride de nos landes, elle ne fût bientôt en rapport? en ce cas, vous ne connoiſſez guères cette nation induſtrieuſe & intéreſſée.

Ces conſidérations me jetteroient hors de mon ſujet actuel;

elles viendront en foule dans le temps, & se rangeront par classe selon l'ordre des matières, autant du moins qu'il m'est possible d'en mettre dans ce que j'écris. Venons maintenant aux points principaux de ce premier livre, & considérons quels sont les inconvéniens qui font languir l'Agriculture parmi nous ; ensuite nous traiterons des moyens de l'encourager.

CHAPITRE V.

Inconvéniens qui font languir l'Agriculture.

LA prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre; elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction. Nous avons dit que l'inquiétude est inhérente à notre substance, & fait partie de la nature humaine : le propre de l'inquiétude est de chercher toujours le mieux,

& la recherche du mieux nous pouſſe au-delà du bien. Plus on court après le premier, plus on s'éloigne du ſecond ; la même action des reſſorts phyſiques, qui a changé la verdeur en maturité, pouſſe celle-ci juſqu'à la pourriture.

En conſéquence, le premier état de l'homme, qui eſt l'Agriculture, étant pour lui le point du bien, il eſt tout ſimple que ſon inquiétude l'en arrache. Plus il s'en éloigne, plus il croit approcher du mieux, & plus en effet il dépaſſe le bien, ce qui eſt pis encore que de n'y pouvoir pas atteindre. Conſidérons maintenant, à l'appui de ces généralités, en combien de façons la proſpérité de l'Etat a fait parmi nous décheoir l'Agriculture.

Plus une ſociété s'étend, plus elle eſt tranquille au-dedans, plus elle eſt vivifiée par différentes ſortes d'induſtries, & plus auſſi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès-lors les grandes fortunes deviennent des coloſſes, & les gros

héritages absorbent les petits. Quelle différence cependant de la fertilité d'un petit domaine qui fournit à la subsistance d'une famille laborieuse, à celle de ces vastes campagnes livrées à des fermiers passagers, ou à des agens paresseux ou intéressés, chargés de contribuer au luxe de leurs maîtres plongés dans la présomptueuse ignorance des villes. *Laudato ingentia rura*, disoit Virgile, *exiguum colito*.

Plus une société s'étend, plus l'Agriculture risque d'y être énervée.

Le territoire d'un canton ne sçauroit être trop divisé : c'est cette répartition, cette différence *du tien* au mien, principe de tous les maux, disoient autrefois les Poëtes, qui fait toute la vivification d'un Etat.

Je me promenois un jour sur une terrasse rustique ; deux voyageurs passoient au bas dans le chemin : Je parie, dit l'un, regardant un enclos qui étoit au-dessous, que ce bien appartient au Seigneur. Oui, Monsieur, se hâta de dire un paysan, qui peut-être de sa vie

n'avoit trouvé occaſion d'enſeigner que cela. (Nous aimons tous à endoctriner, & peut-être en ſuis-je moi-même en ce moment un exemple aſſez ridicule.) Je m'en étois bien douté reprit le voyageur, à le voir couvert de ronces & d'épines. Je fus un peu honteux ; car j'étois ce Seigneur-là : mais je me corrigeai en ſubdiviſant mon enclos à pluſieurs payſans qui y devinrent laborieux, déracinerent les épines, y ont bien fait leurs affaires & doublé mon fonds.

Les gros brochets dépeuplent les étangs ; les grands propriétaires étouffent les petits. Qu'une terre dans une province éloignée tombe par héritage dans une groſſe maiſon : toute une famille de gens de condition y vivoit honnêtement, élevoit ſes enfans, les pouſſoit au ſervice, entretenoit maiſons & jardins, & conſommoit le revenu dans le pays ; au-lieu de cela, c'eſt une goutte d'eau dans la rivière : à peine l'Agent a-t-il de quoi s'entretenir : les chouettes s'emparent

du donjon, les colimaçons du jardin; on coupe les bois, & le nouveau Seigneur n'en eſt pas plus riche.

Quand dans un grand Etat il arrive que par quelque exception fondée ſur la ſtérilité naturelle du ſol, ou ſur l'éloignement du ſéjour des grands propriétaires, les terres ſe trouvent réparties en différents petits héritages, chaque ménage tire du ſien des reſſources qui le font vivre de ce qui ne ſeroit pas même fumier dans un grand: les fruits réels payent les charges de l'Etat; l'induſtrie & l'économie font vivre le propriétaire cultivateur qui croit devoir ſa ſubſiſtance à ſon champ, & qui l'en eſtime davantage. Mais au contraire, plus ces petits héritages engloutis, pour ainſi dire, dans les grands perdent de cette fertilité que leur donnoit la préſence & l'attention continuelle du maître, plus la ſubvention due à l'Etat devient à charge au propriétaire déja dévoré par tous les ſous-ordres du luxe & de

la pareſſe ; plus en conſéquence, la valeur des terres baiſſe dans l'eſtime publique & particuliére. Or, s'il eſt vrai que plus nous priſons une choſe, plus nous y donnons de ſoins ; s'il l'eſt encore, que la terre ne peut valoir que par nos ſoins & notre travail ; qu'on juge quel vice c'eſt dans un Etat, que la diminution de la valeur des terres dans l'eſtime publique. Qu'on réduiſe au produit de cette ſpéculation ſimple, & dont la démonſtration eſt ſous les yeux de tous le monde, l'eſtime que méritent les ſoins d'un Gouvernement qui au-lieu de tendre par tous moyens doux à la ſubdiviſion des fortunes & héritages, autoriſeroit & appuyeroit au contraire les réunions de convenance, & pouſſeroit l'imprudence juſqu'à forcer celles qui ſont ſous ſa main. Un Bénéficier, un Dignitaire demande & motive par les raiſons les plus ſpécieuſes la réunion à ſa place de pluſieurs autres Abbayes ou Bénéfices qui ſont à ſa bienſéance ; il

fait en cela ſa charge, peut-être fait-il auſſi le bien de ſon Egliſe; mais il ne fait aſſurément pas celui de l'Etat : on démolit d'antiques monumens, dont l'entretien auroit été à charge au nouveau propriétaire : on retire dans les villes des Deſſervans qui faiſoient vivre la campagne, ou pour mieux dire, on les fait rentrer dans la terre; car leur dépouille n'accroît point le nombre, mais ſeulement les commodités de ceux qui les engloutiſſent : l'Etat y perd des ſujets, la campagne des habitans aiſés, ſi néceſſaires à l'entretien du pauvre, & la terre l'œil du maître.

Il n'eſt rien de ſi fou que la raiſon humaine ne puiſſe regarder comme ſageſſe. Un temps viendra peut-être où l'on verra des bureaux, dont les fonctions pourroient être exprimées par ce titre : *Tribunal de la dévaſtation.* L'objet en ſeroit de détruire des maiſons ruinées, & d'en réunir les revenus à d'autres plus dignes d'être conſervées. S'il nous eſt permis de pouſſer plus

Tribunal de la dévaſtation.

loin la prévoyance, nous pourrions presque prédire les moyens habiles & sûrs dont on s'y serviroit pour former le tableau des proscriptions. On écriroit d'abord dans les Provinces que le dessein du Gouvernement est d'aider les maisons obérées, & par cette ruse aussi utile que noble, on obtiendroit un état des revenus & des dettes de chaque maison, état fidèle sans doute comme le moyen qui l'auroit procuré. Sur cela la fatale liste seroit dressée précisément dans la direction contraire à l'objet de tout bon Gouvernement, qui est d'appuyer le foible contre le fort, au-lieu qu'ici les maisons protégées seroient aidées de tout le poids de l'autorité à envahir les biens des maisons voisines. Mais si jamais nos neveux voyent établir le funeste abus d'une politique destructive, voici à peu-près les raisons dont ils pourroient combattre cet étrange systême. Vous soûtenez, diroient-ils à ses auteurs, que tant de maisons religieuses multiplient

inutilement le célibat, qu'elles sont à charge à l'Etat à qui elles demandent sans cesse des secours ; que ruinées par les révolutions passées, la misere y introduit le relâchement, & qu'elles scandalisent, au-lieu d'édifier ; que la plûpart soumises à des Supérieurs incapables de se conduire eux-mêmes affectent une indépendance des Supérieurs Ecclésiastiques, qui est de mauvais exemple ; qu'elles vivent enfin misérablement & dans la paresse. Reprenons chacune de ces objections. A l'égard du célibat, vous ne supprimez encore que des maisons de filles, & je vois dans l'Etat six fois plus de filles nubiles que d'hommes qui veuillent se marier. Elles sont à charge à l'Etat ? qu'il supprime entiérement ses secours ; les maisons qui ne peuvent s'en passer tomberont d'elles-mêmes, ou chercheront d'autres ressources dans leur travail, dans l'ordre & l'économie de l'intérieur. Dans toutes les autres classes de citoyens, le Gouvernement s'em-

barrasse-t-il d'examiner si plus de gens embrassent une profession qu'elle n'en peut nourrir? La réforme se fait d'elle-même, & le nombre s'en proportionne bientôt tout naturellement aux moyens de subsistance. Quant au relâchement, c'est à la police Ecclésiastique & Civile à y pourvoir: il est plus aisé de les soumettre aux Supérieurs les plus dignes, que de les détruire; & pour ce qui est de la paresse monastique, je la crois au moins aussi établie dans les maisons riches, que dans les pauvres. Si cela est ainsi, c'est un vice qui tient au relâchement auquel nous avons pourvu ci dessus. Voilà vos raisons combattues, daignez maintenant écouter les nôtres. Ces maisons, que vous supprimez, servoient de retraite pauvre, il est vrai, mais à de pauvres filles élevées pauvrement, & conséquemment tout à cet égard se trouvoit de niveau & à sa place; au-lieu qu'elles n'ont pas de quoi se faire admettre dans celles que vous conservez. Elles

élevoient les filles du bourg & du voiſinage, dont elles ſe chargeoient pour de très-petites penſions ; & c'eſt quelque choſe que l'éducation, même telle quelle, pour qui n'eſt pas en état d'en recevoir chez ſoi, ni de s'en procurer dans les groſſes maiſons. Ces maiſons pauvres entretenoient des bâtimens que vous ne ſçauriez réunir à celles qui les dévorent, & qui devenus inutiles dans des lieux déja mal habités, ne font qu'accroître les ruines. D'entre leurs revenus mêmes les plus ſolides, la plûpart viennent à rien entre les mains de poſſeſſeurs plus éloignés & moins attentifs, ce ſont de petites rentes qui ſouvent ne valent pas les frais de collecte : des enclos très-rapportans en ce qu'ils fourniſſoient à leur ſubſiſtance, devenus friches par la chute de la maiſon &c. les petites libéralités des parens & leur induſtrie faiſoient le reſte : de ces maiſons, les unes élevoient des vers à ſoie, d'autres faiſoient des ouvrages à la main, des liqueurs,

des toiles, &c. Tous ces menus détails ſont des riens; mais n'aurez-vous d'attention à ces riens que pour les détruire ? Oh ! réformateurs à coups de coignée, vous êtes les plus mal-habiles des jardiniers.

Cette digreſſion qui m'a mené loin, paroîtra déplacée d'abord, & prématurée enſuite; mais j'en crois le fond de quelqu'importance, & peut-être l'aurois-je oublié ailleurs. Revenons.

Les grandes fortunes ſont cependant, comme je l'ai dit, une ſuite naturelle de la proſpérité d'un Etat; l'accroiſſement des beſoins du fiſc & des facilités qu'il a d'étendre ſes rameaux ſur tout le territoire, en eſt pareillement un effet néceſſaire, d'où s'enſuit que, par un enchaînement ſimple, le diſcrédit des terres naît, ſi l'on n'y prend garde, de la proſpérité même d'un Etat.

Il eſt des pays où l'induſtrie du fiſc a, pour ainſi dire, faſciné les yeux du cultivateur au point qu'il

ſe regarde encore comme propriétaire abſolu, tandis qu'il n'eſt pas même fermier à titre honnête. Ce doit être le *nec plus ultrà* de l'organiſation des finances : une entrepriſe, une opération de plus peut tout-à-coup déſiller les yeux, ou du moins jetter par ſes effets dans l'accablement.

Le Mogol eſt propriétaire des terres dans ſon Empire immenſe ſemé de déſerts, & le peu de ſujets qui lui reſtent, eu égard à la Population des pays vivifiés, vit au jour le jour, & enterre l'or qu'il a pû ramaſſer, ſans ſe ſoucier de rien édifier ni planter.

Du diſcrédit des terres dont je traiterai plus au long ci-deſſous, naît naturellement le dégoût de la profeſſion d'Agriculteur. L'économie de campagne, ſorte de travail également attrayant & actif, n'offre ni à l'ambition l'eſpoir d'une fortune rapide dont on voit tant d'exemples dans un grand Etat, ni aux paſſions l'appas trompeur des voluptés, les diſtinctions promiſes à

la politeſſe & aux arts. L'urbanité une fois établie primera toujours parmi les hommes : le citadin ſe met au moins à ſon aiſe avec l'agriculteur, celui-ci ſera au moins embarraſſé devant le citadin ; l'homme cependant aime à primer. Ainſi donc, la cupidité, la pareſſe & l'orgueil ſont d'accord pour faire mépriſer la profeſſion d'agriculteur dans un grand Etat.

Une fois, en voyageant bien loin, je me trouvai par hazard dans un Royaume où, ſans le ſçavoir, l'on alloit à peu-près ce train-là. J'y vis un homme conſidérable qui cherchoit en même temps un *Secrétaire* pour lui & un Econome pour faire aller une terre voiſine de la ville où il habitoit, & où il vouloit entretenir un gros ménage d'Agriculture pour en tirer ſes proviſions. Pour le premier de ces deux emplois, il ſe préſenta une infinité de jeunes gens bien mis, bien élevés, ayant fait leurs études, & avec des connoiſſances ſur l'hiſtoire &c, la plus belle main du

monde, ſçachant faire des lettres ſur un mot, enfin tout ce qu'il falloit, & cela à choiſir pour 500 livres. Quant à l'économe, il ne lui vint que des craſſeux, des ignorans, & des fripons : un ſeul me parut entendu, homme de bon ſens & capable ; mais il demandoit 1500 livres d'appointemens. Peuple de Caméléons, leur dis-je, vous prétendez donc un jour vivre de l'air ?

D'autre part, l'adminiſtration d'un grand Etat incline naturellement vers des vices de conſtitution qui inquiétent ſans ceſſe le laboureur, & le gênent juſques dans le choix de ſon travail & le débit de ſes fruits. Nous traiterons ailleurs cette matière au long.

Je converſois un jour avec un homme qui diſoit avoir été condamné en Afrique à chercher une route pour traverſer cet immenſe continent. Il paſſa quelque temps parmi les peuples barbares de cette contrée, & s'étant ſauvé depuis il prétendoit avoir trouvé des traces

Voyage chez les Hottentots.

qu'il y avoit eu autrefois quelques ſortes de notions chez ces peuples qui ont à peine aujourd'hui figure d'hommes : il aſſuroit qu'ils avoient jadis connu l'Agriculture & le travail, mais que bientôt on la leur fit oublier par deux arrangemens politiques dignes de l'entendement actuel de ces peuples malheureux. L'un étoit qu'auſſitôt qu'un propriétaire faiſoit quelque nouvel établiſſement ſur ſon fonds, qu'il y bâtiſſoit, plantoit &c. les Receveurs de l'Etat groſſiſſoient la cotte proportionnelle de cet homme, comme étant plus en état de la ſupporter qu'un autre. Le ſecond arrangement étoit que ſous prétexte de conſerver les denrées dans l'Etat en cas de famine, il étoit défendu non-ſeulement d'en faire ſortir de chez eux, mais même d'en faire paſſer d'une Province à l'autre ſans des permiſſions néceſſairement ſujettes à toutes ſortes de monopoles, de façon que quand les grains étoient communs, les inſectes ſi voraces en Afrique les mangeoient

dans les greniers, & quand ils étoient rares, le profit étoit pour les monopoleurs, & la disette pour tout le monde. Cela decouragea le peuple qui redevint Hottentot. O cerveaux brûlés, m'écriai-je, que nous sommes heureux de vivre dans des climats où l'on ait le sens commun, & où l'on sçache s'en servir!

Le *plus ultrà*, devise de l'homme.

Nous l'avons dit, le *plus ultrà*, est la devise de l'homme : ses desirs le déplacent au physique, ainsi qu'au moral. Le villageois habiteroit un bourg, s'il pouvoit perdre son champ de vuë ; le bourgeois n'aspire qu'à s'établir à la ville ; & l'homme de ville envie le sort de l'habitant de la capitale. Ce desir universel tend cependant, comme je l'ai dit ailleurs, à faire perdre à l'Etat la forme de pyramide pour prendre celle de cône renversé. La prospérité d'un Etat aide encore à cette fâcheuse propension.

L'étymologie du mot nous apprend qu'une Capitale est aussi

néceſſaire à un Etat, que la tête l'eſt au corps; mais ſi la tête groſſit trop & que tout le ſang y porte, le corps devient apoplectique & tout périt.

Chaque propriétaire de terres doit une portion de ſon produit au Souverain ou à l'Etat. L'induſtrie de chaque homme lui doit encore plus ou moins ſelon les loix ou uſages fiſcaux d'un pays, par les droits établis ſur les conſommations, ſur les exportations, ſur les matières premiéres, ſur les ouvrages, &c. Toutes ces ſommes immenſes relativement à tout autre revenu dans l'Etat, ſont en partie conſommées dans la Capitale. Les grands Officiers de la Couronne ou de l'Etat, les Officiers des Tribunaux ſupérieurs & autres employés dans le nombre infini de Charges que demande l'organiſation ſupérieure, y reſident néceſſairement, & conſéquemment y conſomment non-ſeulement le produit deſtiné à leurs appointemens & profits, mais encore celui de

leurs propres fonds, ajoûtez encore le produit qui ſubvient aux frais de l'éducation des enfans &c. tout cela fait un bloc prodigieux, & qu'il eſt bien difficile de tenir dans la proportion néceſſaire à l'harmonie, relativement à la force conſtitutive des autres lieux qui devroient former des échelons proportionnés pour arriver à la Capitale.

Que ſera-ce donc, ſi en abandonnant les Provinces à une ſorte de dépendance directe, & ne regardant leurs habitans que comme des régnicoles du ſecond ordre, pour ainſi dire, ſi en n'y laiſſant aucuns moyens de conſidération & aucune carrière à l'ambition, l'on attire encore tout ce qui a quelques talens à cette Capitale? *Si*, par une continuation d'aveuglement, on ouvroit la porte aux évocations des Tribunaux des Provinces à la Capitale: ſi l'on y prodiguoit les récompenſes aux moindres ſervices, ſoit d'utilité, ſoit d'agrément; ſi l'on permettoit

enfin que par une infinité de petites séductions de détail, l'inférieur en Province eût toujours le droit de tenir tête à son Supérieur, pourvu qu'il eût quelque connoissance en sous-ordre dans les Employés au détail du Gouvernement: si le moindre Bourgeois ou Officier pouvoit parler au loin *d'écrire en Cour &c.* dès-lors, par un bout ou par l'autre, tout tendroit à cette Capitale qui étoufferoit du sang arrêté dans les autres parties.

Si d'autre part, sous prétexte de veiller à leur perfection, on y attiroit les manufactures, au-lieu de les répandre dans les lieux où la vivification, nécessaire par-tout, n'a aucune des ressources ci-dessus: si l'on y établissoit les maisons communes de charité & de retraite, au-lieu de les envoyer aux lieux où le produit est plus abondant, & la consommation moins assurée, l'accroissement de cette Capitale seroit sans bornes, & cet accroissement devroit être pris pour une preuve d'abondance dans l'Etat, à

peu-près comme d'énormes loupes le ſont de la ſanté du corps.

La proſpérité d'un Etat établit dans ſon ſein une infinité de rameaux d'induſtrie & de natures de biens, qui tous paroiſſent au premier coup d'œil plus commodes & plus diſponibles que ne l'eſt la poſſeſſion des terres, appas trompeurs qui ſéduiſent & détournent l'humanité en général. L'homme toujours prompt à ſe redreſſer, ne ſemble pouvoir être courbé vers la terre que par la néceſſité.

Les propriétaires des terres qui ſupportent d'abord les plus grandes & les plus onéreuſes des charges publiques, & qui ſont moins en état de s'y ſouſtraire que perſonne, qui du ſecond bond reſſentent le contre-coup néceſſaire de toutes celles qui ſont établies ſur les conſommations, ſur les débouchés, entrées &c. ont encore une infinité de fléaux & d'embarras, que n'ont point les rentiers & poſſeſſeurs de toute autre ſorte de biens fictifs & de revenus réels. Les intempéries du

climat & les incertitudes des ſaiſons qui ſouvent au dernier jour détruiſent toutes leurs eſpérances, ſont d'abord un poids toujours plus incliné du côté de la crainte que de celui de l'eſpérance. Cet article, dira-t-on, regarde plus les entrepreneurs de leurs revenus nommés *fermiers*, que les propriétaires. Mais outre que je conſidere ici le propriétaire dans ſon état primitif, il eſt toujours vrai de dire que le fermier proportionne ſa rente aux riſques de ſon entrepriſe, & conſéquemment que ces riſques ſont toujours à la charge du propriétaire. J'en dis autant des mortalités de beſtiaux, fléau qui diminue le fonds de moitié & ſouvent du tout, ſi le propriétaire n'a des fonds en réſerve pour remonter ſes étables. Ajoûtez à cela l'aſſujettiſſement, les procès & autres embarras. Tout concourt dans l'Etat politique, tel qu'il eſt aujourd'hui conſtitué chez les nations policées, à rendre le ſort du propriétaire des terres plus malheureux, proportion gardée, que

que celui de tous les autres membres de l'Etat.

Il eſt en conſéquence très-commun d'entendre dire que tout homme, quelque riche qu'il ſoit, ne ſçauroit jouir d'une certaine aiſance, ſi tout ſon bien eſt en fonds de terres. La choſe n'eſt que trop vraie, attendu la folie & la vanité des propriétaires, qui dépenſent toujours plus qu'ils n'ont. Il eſt même très-certain que, tandis qu'un rentier qui montera exactement ſa dépenſe ſur ſes revenus, ſe ſoûtiendra long-temps ſur le même pied, ſans être obligé d'altérer ſes fonds, ſon voiſin dont le revenu eſt en fonds de terres, ne ſera pas dix ans ſans manger un tiers de ſon fonds, s'il a fait le même calcul; attendu que les cas fortuits, les réparations &c. enlevent ſouvent un quart & quelquefois la moitié de ſes revenus, & que la dépenſe allant toujours, néceſſairement la boule de neige groſſit.

Mais ce n'en eſt pas moins un mal que cette opinion ſe ſoit éta-

blie. Elle n'a au fond que l'apparence, qu'on peut détruire par mille raiſons tout autrement réelles.

Raiſons de préférer les biens en fonds de terre.

1°. Il eſt dans la nature de l'homme de travailler ſolidement, & de chercher à ſe perpétuer dans ſes propres ouvrages. Plus l'on remonte aux premiéres inſtitutions de l'humanité, plus l'on en trouve des preuves, & ce principe ne peut être diſputé. La frivolité de la nation d'une part, l'abondance de l'or, grand corrupteur de la nature de l'autre, ſemblent nous avoir entiérement inclinés vers l'intérêt perſonnel & momentané, qu'on appelle jouiſſance. On place ſon bien à fonds perdu, on bâtit, on ſe meuble, on vit enfin uniquement pour ſoi; mais cet *on* que j'admets ici & qu'un petit nombre d'individus habitans de cette folle Capitale regarde comme général eſt cependant très-retréci. Les Provinces entiéres, & à Paris même tout ce qu'il y a de gens de travail, de bourgeois, d'hommes d'une profeſſion grave, de Nobleſſe

attachée à ſon nom & à ſa famille, tous les honnêtes gens enfin, loin de ſuivre cette méthode monſtrueuſe d'éteindre ſon patrimoine en même temps que le dernier flambeau de ſes funérailles, ne la tolerent que dans les gens qui n'ayant point d'enfans ni de ſuite & diſpoſant d'un bien qu'ils ont acquis, ſe procurent une aiſance qu'ils ſuppoſent néceſſaire, & dont ils n'ont de compte à rendre à perſonne. Mon deſſein n'eſt pas ici de blâmer; mais je dis que chacun aime à placer ſolidement ſa fortune, & l'on convient qu'il n'y a pas de poſſeſſion plus ſolide que les terres une fois bien liquidées. Rien n'emporte le fonds en totalité, & au pis aller, dans des temps de calamité elles offrent un aſyle & une ſubſiſtance aſſurée, qui peuvent manquer au poſſeſſeur de toute autre ſorte de biens.

2°. Elles donnent toujours une ſorte de luſtre & de rang, indépendamment de la prééminence & juriſdiction des fiefs ſur leurs

habitans : invention qui, quoique Gothique, n'en eſt pas moins admirable, par mille raiſons qui ne ſont pas de mon ſujet actuel. Le propriétaire des fonds a naturellement une juriſdiction de dépendance ſur les cultivateurs, une conſidération & un rapport naturel dans le pays, au-lieu que le poſſeſſeur de contrats n'eſt connu que du Procureur qui veille à la conſervation de ſon hypotheque ; & l'homme dont le bien eſt en maiſons, n'a de relation pour cela qu'avec ſon Entrepreneur Maçon, & le Notaire qui paſſe les baux.

3°. Le prix des terres & leur valeur doit naturellement recevoir une augmentation proportionnelle à celle du prix des denrées. Tel homme acheta, il y a cent ans, une terre cent mille livres ; ſi ſes enfans la poſſedent aujourd'hui, elle vaut preſque le double, toutes autres choſes étant égales, & le revenu en a monté preſque dans la proportion. Si au contraire cet homme eût fait un contrat à ſix

pour cent, ſorte d'intérêt alors uſité, ſon contrat, ſuppoſé qu'il ſubſiſte encore, choſe preſqu'inouie, a d'abord certainement diminué au taux du Prince d'un ſixiéme de revenu, & par conſéquent de fonds. Il y a grande apparence qu'il diminuera dans peu d'un cinquiéme encore, en ſuppoſant qu'il ait échapé à la révolution du ſyſtême qui a mis à trois, deux, & quelquefois un pour cent, tous les contrats qui ont été conſervés; mais en admettant qu'il eût échapé à toutes ces révolutions, choſe impoſſible, ſix mille livres de rente, il y a cent ans, valoient mieux que douze aujourd'hui, tant à cauſe du hauſſement du marc d'argent, que relativement à celui du prix de toutes les denrées & marchandiſes. La moitié de la fortune de cet homme s'eſt donc fondue par le laps de temps.

4°. Chacun compte ſur ſon induſtrie. Il eſt certain que les terres offrent un vaſte champ d'amélioration; on jouit de ce qu'on eſpere

presqu'autant que de ce qu'on possede ; & dans le fait, l'homme le moins entendu n'a qu'à se prêter aux vuës des colons & habitans de la campagne, mettre les profits de son économie sur son fonds, il en doublera & triplera le produit bien plus rapidement, que ne pourroit faire le plus avare possesseur de contrats en employant les revenus à en faire d'autres.

5°. Il y a toujours des profits & des revenans-bons dans les terres, & jamais dans les autres biens; des ventes de bois, des mutations de fiefs &c. sont des ressources inconnues ailleurs, & qui sont souvent de la plus grande utilité.

6°. Enfin, un contrat, ou tout autre emplacement, s'il est bon, est sujet au remboursement, dans le temps où le remplacement est le plus difficile; & à la banqueroute, s'il est mauvais, sans qu'on puisse jamais exiger son fonds, quand on en auroit besoin. On ne sçauroit lier les mains d'un héritier dissipateur sur des effets de

cette eſpece ; on ne peut les perpétuer dans ſa famille. En un mot, toutes les raiſons ſolides ſont pour la propriété des terres, & l'on ne finiroit pas ſi on vouloit les énumérer en détail.

Cependant ſans s'arrêter à l'opinion publique, article ſur lequel tout le monde eſt ſujet à ſe méprendre, le fait parle & nous indique le vrai dans ce point-ci. Que le Clergé, que les Pays d'Etats, que les Princes & les Particuliers même cherchent des emprunts, la foule y eſt, & c'eſt à qui prendra date pour être reçu à apporter ſon argent. On ſçait pourtant que les placemens les plus ſolides en France deviennent chaque jour moins ſûrs, en proportion de ce que la ſomme des engagemens s'accroît. D'autre part, les plus belles terres ſont dans les Affiches, & cela à choiſir en tout genre, pays & coûtume, & l'on ne vend rien ou difficilement. Ce n'eſt plus aujourd'hui le temps de dire que les gens à argent n'oſent faire des placemens d'éclat :

chacun oſe & jouit maintenant à ſa guiſe du fruit de ſes travaux & de ſon bonheur ; mais le fait eſt qu'on ne veut point des terres. Examinons en paſſant les cauſes de cet engourdiſſement ſi fatal à l'Etat.

Raiſons qui nous font dédaigner les terres.

La premiére ſans contredit & la plus réelle eſt le prodigieux gonflement de la Capitale ; tout l'argent y vient par les raiſons déduites ci-deſſus. L'homme ſuit le métal, comme le poiſſon ſuit le courant de l'eau, & tout vient à Paris. Les délices & les préjugés de la Capitale tendent tous à établir la molleſſe & l'éloignement du travail pour qui peut s'en paſſer. Les terres demandent des ſoins & quelque réſidence du moins paſſagére ; on ne veut point de cela : les campagnards ſont ſi rebutans ; quelle ſociété ! (car à force de parler ſociété nous deviendrons tout-à-fait inſociables :) les parcs de nos peres ſont ſi raboteux : point d'arbres en boule, ni treillage en bois dans les dehors : moins encore d'entre-ſols,

d'appartemens, de bains & de lieux à l'Angloiſe dans les maiſons. Que faire ſans tout cela ? Il s'agit donc de ce qu'une terre rend franc & quitte à Paris. L'ancien poſſeſſeur mettoit tout à profit, connoiſſoit ſon monde, organiſoit ſa beſogne ; le riche qui lui ſuccede attend qu'on le vienne chercher, qu'on ait payé ſon portier & ſes valets pour avoir audience de Monſeigneur, & obtenir la ferme à bas prix. Ce ne ſera point un économe & honnête laboureur qui ſe donnera ces mouvemens-là ; la Ville l'effraie, & l'inſolence des ſous-ordres le rebute : voilà donc un intriguant & ſouvent un fripon devenu fermier, & chargé en outre de la confiance du Maître ; il fait la portion de l'intendant, il envoie des pâtés au maître-d'hôtel, & des fromages au ſuiſſe ; tout chante ſes louanges dans la maiſon. De ſon côté il ſçait où reprendre tous ces frais, il vexe les habitans, excite des refus & des procédures qui produiſent des non-valeurs, article

le plus rapportant de ſon compte. D'autre part, comme on s'en fie à lui, & qu'on n'y vient jamais, il arrive malheurs ſur malheurs, cas fortuits, réparations, & le Maître ne trouve au bout de l'an que du papier en recette & dépenſe. Voilà pour les terres éloignées.

Celles qui ſont à portée ont l'honneur de voir le Patron ; il arrive, l'avenuë eſt trop étroite & de côté, il faut en marquer une autre, deux contre-allées ; trente toiſes de largeur & autant que la vuë peut s'étendre ; le terrein d'une bonne métairie devient avenuë, & le produit zero. Le parc, les charmilles, le quinconge, le labyrinthe, les arbres en boule, autre zero : trois cents arpens en ce genre ne ſont pas trop ; le potager étoit trop étroit, il faut des ados, des murs de partage, une pompe pour amener des eaux, des ſerres chaudes, une orangerie. Les terraſſes ſablées, les élagueurs, tondeurs, l'entretien de ces potagers dont il arrive quelques primeurs à la ville,

le ſoin d'entretenir & ratiſſer toutes les allées du parc, de maintenir les pompes, &c. ſi tout cela ne coûte que 10000 livres, ce n'eſt pas trop. Dans la maiſon les meubles, les vernis &c. demandent un Concierge. Si ce pauvre homme, ſa famille & les frais d'entretien ne coûtent que cent piſtoles, c'eſt bon marché. La terre valoit 15000 liv. de rente, elle revient à 400000 livres avec les frais, on y en a dépenſé 60 pour la rendre digne du Maître; le terrein mis en décoration a diminué la ferme de 4000 liv. il en coûte onze d'entretien, reſte à rien pour Monſeigneur. Mais ſon voiſin dans la place Vendôme, & lui-même quelquefois compte; cette terre, dit-il, me tient lieu de 23000 liv. de rente & ne me rend rien, d'où lui & ſes ſemblables concluent, *ce ſont de mauvais biens que les terres.*

Une autre raiſon du diſcrédit des terres eſt le manque de confiance & de bonne-foi; on s'en plaint, je

crois, dans le commerce & partout; mais cela n'eſt pas de mon ſujet. Il eſt de fait que jamais il n'y eut moins de confiance, parce que jamais il n'y eut plus d'or & plus d'avidité pour l'or chez les grands & les petits. Jamais auſſi il n'y eut entre les propriétaires des terres & les cultivateurs moins de ces rapports d'intérêts & d'honnêteté, qui forment l'union & établiſſent la confiance.

On a beau dire, l'homme eſt un inſecte de telle nature qu'on ne ſçauroit tant le preſſer qu'il ne ſe retourne pour piquer le talon qui l'écraſe; mais il eſt pareillement ſenſible aux bienfaits, & il n'eſt férocité & malice humaine que la vertu & la bienfaiſance n'appriviſent.

Les gens de plume & d'écritoire qui ont, à force de projets, d'ordonnances & de réglemens, changé la conſtitution ſubalterne de l'Etat, & qui eux-mêmes enveloppés des foibles débris de leur édifice, ont

aussi promptement que la haute Noblesse, fait place à tous les potirons que la faveur, l'intrigue, la rapine & l'industrie élevent de toutes parts, ont établi un préjugé contre l'ancienne constitution de la Monarchie; & cette opinion, de malice chez eux, l'est devenue d'ignorance dans tout le reste de la nation, & même parmi ceux qui y ont le plus perdu. Le peuple, disent-ils, avoit autrefois mille tyrans au-lieu d'un Maître. Si l'on entend par cet *autrefois* les temps du Roi Robert & de quelques-uns de ses successeurs, la chose ne peut être disputée; l'anarchie étoit générale, ainsi que la férocité: mais ces temps de convulsion pour le corps politique ne sont point ceux que nos docteurs ont en vuë; il nous en reste trop peu de traces, & les malheurs d'un tel renversement de toute société sont trop reconnus pour qu'il soit nécessaire de les citer. Les siécles écoulés depuis S. Louis jusqu'à nos guerres de religion sont plus débrouillés;

Deception sur l'ancien état de la Monarchie.

& s'il étoit question de disputer sur la force intérieure de notre constitution d'alors, je défierois les Jurisconsultes les plus habiles en Droit public de m'y démontrer les maux de la tyrannie, dont les effets sont toujours parlans. Qui de nous se chargeroit aujourd'hui de faire dire à un Auteur Anglois ce que dit Mathieu Paris en parlant de saint Louis : *Le Seigneur Roi des François, qui est le Roi des Rois de la terre, tant en vertu de son onction céleste que par la supériorité de sa milice*..... Eût-on respecté de la sorte le Souverain d'un peuple livré aux brigandages de l'anarchie ?

Le dénombrement de la France fait sous Charles IX. portoit dix * neuf millions d'habitans, & celui fait sous Louis XIV. n'en donne que dix-sept. Nous n'avions cependant ni le Roussillon, ni le Bearn & la partie de la Navarre qui nous demeure, ni la Bresse, le Bugei, ni la Franche Comté, l'Alsace &

* Voyez Bocalin.

les trois Evêchés, la Principauté de Sedan ; la Somme étoit notre frontière du côté de la Picardie. Le Royaume enfin étoit d'un grand cinquiéme moins étendu. L'on me dira que le dénombrement de Charles IX. étoit fautif ; mais je répons que nous ne nous y prenons pas aujourd'hui de façon à en faire de plus exacts. Or, ou toutes les régles sont fausses, ou jamais un peuple tyrannisé ne sera nombreux.

Avant de finir l'article de l'anarchie des siécles passés, je prierai ceux qui regardent mon opinion comme un paradoxe, de rechercher dans les Auteurs instruits & contemporains de ces temps prétendus malheureux, l'opinion qu'on avoit alors de la constitution de la Monarchie Françoise, & de l'ordre qui regnoit au dedans. On en trouvera des traces dans plusieurs ouvrages. Je me contenterai de placer ici quelques endroits que j'ai notés autrefois en lisant les réfléxions de Machiavel sur la premiére

Décade de Tite-Live. On n'accuſe pas cet Auteur d'être mal inſtruit, & ſi ſon cœur eût été auſſi droit que ſon eſprit étoit éclairé, ſa réputation ne ſeroit pas étrangement mêlée. Tel qu'il eſt, ſon plan de politique n'eſt aſſurément pas de maintenir l'anarchie ; & s'il eſt en quelques endroits pour le gouvernement violent, c'eſt au Prince & à la République qu'il le conſeille, & toutes ſes vuës tendent à établir non-ſeulement la ſoumiſſion, mais l'obéiſſance paſſive parmi les ſujets. Ecoutons-le parler cependant ſur la France dans le quinziéme ſiécle. Je n'ai pas tout noté dans le temps, & je n'ai pas aujourd'hui celui de relire.

Chapitre 16. Diſcours ſur la premiére Décade. » C'eſt ainſi que » ſubſiſte le Royaume de France, » auquel on ne vit en repos & en » ſûreté que par le moyen des Loix » qui y ſont, leſquelles les Rois » ſont tenus de garder, & qu'ils » gardent ſaintement.

Dans le Chap. 19. » De-là je

» conclus qu'un Prince commun » ou foible ſe peut bien porter » après un excellent; mais deux » ou trois ſemblables l'un après » l'autre ſans difficulté ruineroient » tout, ſi ce n'étoit comme en » France, où l'ordre & la police » ancienne ſoûtiennent le faix de » la Monarchie.

Dans le Chap. 58. » Ce Royau-» me-là (la France) eſt trop bien » réglé & gouverné; même mieux, » à mon avis, qu'autre qui ſoit » dans l'univers.

Dans le Chap. 10. du troiſiéme Livre. » Les Royaumes auſſi ont » pareillement beſoin de ſe renou-» veller & de ramener leurs Loix » à leurs principes, & on voit le » grand bien que cela rapporte au » Royaume de France, qui eſt le » Royaume qui vit ſous les Loix » & les Ordonnances plus que pas » un autre, deſquelles les Parle-» mens ſont les gardiens & les » protecteurs, ſpécialement celui » de Paris; leſquelles ſont renou-» vellées par lui toutes les fois

» qu'il fait une exécution contre
» un Prince du Royaume, & qui
» condamne le Roi en ses Arrêts.

Dans le 41e Chapitre. » Ce que
» les François imitent en paroles
» & en actions, quand il est ques-
» tion de la Majesté de leurs Rois
» & de la puissance & autorité de
» leur Royaume ; & il n'y a rien
» qu'ils supportent avec moins de
» patience que de leur faire voir
» que tel ou tel moyen ne tourne
» pas à l'honneur du Roi, disant
» que leur Roi n'encourt aucune
» honte ni aucun déshonneur,
» quelque conseil qu'il suive, soit
» dans la bonne ou mauvaise for-
» tune, & perte ou gain. *Il n'im-*
» *porte, tout cela est ordonné par*
» *le Roi.*

Je laisse à considérer d'après ces citations si notre Gouvernement de ce temps-là étoit regardé comme la réunion d'une infinité de petits tyrans. Il est encore à remarquer que le commerce auquel les Florentins étoient très-adonnés, faisant en France tout celui de notre

Royaume, les mettoit à portée de bien connoître nos mœurs & uſages ; que Machiavel vivoit dans le temps de nos premiéres expéditions dans ſa patrie, qu'elle étoit alors République, forme de gouvernement qui tourne tous les eſprits du côté de ces ſortes de recherches, & que Machiavel a toujours paſſé pour un des plus habiles hommes de ſon temps en ce genre.

Quoi qu'il en ſoit de mon opinion relativement à ce qu'on voudroit appeller le bon ordre & police, & qui, ſelon moi, reſſemble aſſez à celle qu'on fait obſerver dans le Serrail, il eſt au moins certain que les Seigneurs d'autrefois demeurans dans leurs terres, ceux qui vexoient leurs habitans, les vexoient en perſonne & non par procureur, ce qui certainement vaut mieux ; qu'ils conſommoient ſur les lieux le fruit de leurs prétendues extorſions, & ne ſouffroient pas que d'autres qu'eux les vexaſſent. Ceux au contraire d'un eſprit

ſolide & d'un caractère bienfaiſant, ayant moins d'occaſions de beſoins ſuperflus & plus d'objets de commiſération devant les yeux, ſoûtenoient, protégeoient, encourageoient les habitans de la campagne. Les pauvres, les malades étoient ſecourus du Château ; les orphelins y trouvoient leur ſubſiſtance, & devenoient domeſtiques. Il y avoit, en un mot, un rapport direct du Seigneur à ſon ſujet, & par conſéquent plus de liens & moins de lézion de part & d'autre, ſans celle du tiers.

Paſſant dans un canton de traverſe en Querci, je m'arrêtai dans un aſſez gros lieu, où couloit un ruiſſeau conſidérable ou petite rivière que je remarquai toute pleine d'écreviſſes. Je demandai à l'aubergiſte combien de gardes avoit le Seigneur pour que la pêche fût ainſi conſervée. *Ah! Monſieur*, me dit le bon homme, *ceci appartient à M. le Marquis D. B. ce ſont les meilleurs Seigneurs du monde que nous avons depuis deux*

cents ans, & qui viennent ſouvent dans le pays. Il n'y a pas un de nous qui, loin de lui rien prendre, ne fût le premier, en pareil cas, à dénoncer ſon voiſin. Un homme de qualité d'une Province peu éloignée de celle-là, donna pendant la diſette de l'année 1747 le pain & le couvert dans ſes granges à mille pauvres durant ſix mois. *Allez, mes enfans*, leur dit-il à la S. Jean, *allez tâcher d'en gagner : Je vais en ramaſſer pour l'année prochaine, ſi la diſette dure.* Certainement cet homme, quoique d'un mérite & d'une probité diſtinguée, eſt un Seigneur Châtelain dans la force du mot : quelque bienfaiſant qu'il puiſſe être, il n'eût jamais pouſſé juſques-là les effets de la commiſération, s'il eût habité à Paris.

Ne fût-ce enfin, comme je l'ai dit, qu'en faiſant travailler de pauvres gens, les Seigneurs dans leurs terres faiſoient des biens infinis. On ſçait à quel point étoit l'habitude, & pour ainſi dire, la manie

des préſens continuels que les habitans faiſoient à leurs Seigneurs. J'ai vû de mon temps cette habitude ceſſer preſque par-tout, & à bon droit ; car tout bienfait doit être reſpectif ici-bas, & ſi la balance peut l'emporter, le ſurpoids doit être naturellement du côté le plus fort. Les Seigneurs ne leur ſont plus bons à rien ; il eſt tout ſimple qu'ils en ſoient oubliés comme ils les oublient : & qu'on ne diſe pas que c'étoit un reſte de l'ancienne ſervitude ; ou l'on ſe tromperoit fort, ou l'on parleroit de bien mauvaiſe foi. Dans les lieux où cela ſe pratique encore, ces bonnes gens & les plus pauvres, ſeroient très-mortifiés ſi l'on refuſoit leurs préſens ; & plus encore, ſi par une étrenne proportionnée ou plus forte on prétendoit les indemniſer ; je l'ai vû cent fois.

Les veſtiges de la tyrannie de nos peres prouvent au moins que les payſans connoiſſoient leur Seigneur, & en étoient connus. Or, quoi qu'on diſe de la malice des

hommes, c'eſt un axiome reçu & démontré par l'expérience, que ceux qui nous connoiſſent & ont quelqu'habitude avec nous, nous traitent moins mal que ceux pour qui nous ſommes entiérement étrangers. Le ſentiment & la réalité de ce principe eſt un des grands motifs du *dulcis amor patriæ.* Il s'enſuit de-là que perſonne ne connoiſſant plus le Seigneur dans ſes terres, tout le monde le pille, & c'eſt bien fait.

Une autre raiſon encore qui n'eſt qu'une branche de celle-ci, c'eſt la mutation preſque continuelle des fiefs, & leur tranſlation ſur la tête d'hommes nouveaux.

Du petit au grand, de même qu'un Etat n'eſt jamais ſi ferme dans ſa conſtitution que quand la ſucceſſion y eſt perpétuée dans une même maiſon, il en eſt ainſi de ſes membres. Les conſidérations politiqnes ne ſont pas de mon ſujet actuel, je rampe & laboure la terre; mais je ne puis m'empêcher de dire, en paſſant, que le reſpect

de la vieille ſouche, toutes autres choſes étant égales, entretient la ſubordination & l'ordre parmi les habitans de la campagne. J'ai vû quelques exemples que je pourrois citer, de Communautés qui ſe ſont rachetées de leur Seigneur qui vouloit les vendre, pour ſe rendre à lui. J'en ai vû mille déſolées du ſeul bruit de ce changement, & plus encore, qui demeuroient tranquilles & ne diſputoient rien à leur ancien Seigneur, qui ſe ſont jettées dans des procès infinis avec le nouveau. A plus forte raiſon, quand ce nouveau Seigneur eſt le petit-fils de Jacques un Tel, ſurnommé Lafontaine: il a beau dire que M. ſon pere s'appelloit Monſeigneur dans les Requêtes, les payſans ont l'oreille maligne & la mémoire bonne, & toujours répetent que leur Seigneur ne vaut pas plus qu'eux, & que s'il eſt plus riche, c'eſt qu'il a mieux ſçû faire ſa main; au ſurplus qu'il n'a qu'à diner deux fois.

De

De cette ſemence de mécontentement & de mépris naît bientôt la fraude & la rapine qu'ils ſe croient permiſes ; & l'on ne ſçauroit croire combien cela nuit à la jouiſſance tranquille, & conſéquemment au prix des terres, qui jettent nos Pariſiens, les ſeuls riches du Royaume aujourd'hui, dans la néceſſité de plaider au loin, ou de devenir clients à Paris, choſe inſupportable à un homme d'or accoûtumé à la clientelle d'autrui.

Il faut que les peuples ſoient pauvres. Axiome de gibet.

Je n'examinerai pas ſi la ſurcharge des terres, & la façon d'y percevoir les impôts, n'eſt pas une autre cauſe de leur diſcrédit. J'ai déja dit que je ne politiquois pas ; & il y a à tout cela tant de pour & de contre, que je ſerois fort embarraſſé. Je ne prétends pas cependant par ce pour & contre faire entendre que je connive en mon particulier à l'axiome des idiots, ou des gens de ſac & de corde qui prétendent qu'il faut que le payſan ſoit miſerable pour qu'il

travaille, sans quoi il devient paresseux & insolent. Outre l'indigne inhumanité d'un tel propos, que je suis obligé d'avouer à ma honte avoir ouï tenir plus souvent à la campagne qu'à la ville, propos auquel il n'y a rien à répondre que le mot de ce Romain à son fils qui lui offrit de prendre une ville en perdant trois cents hommes : *Voudrois-tu être un de ces trois cents?* outre l'inhumanité, dis-je, il est de toute fausseté. La misere n'entraîne que le découragement nous l'avons dit, & le découragement la paresse. A cela ils répondent, qu'il faut un milieu; & où est-il ce milieu, miserables aveugles? Sera-ce vous, qui vous chargerez de le trouver? Je vous réponds, moi, qu'il y a long-temps qu'il est passé. Ils ajoûtent que quand les paysans sont bien, ils ne veulent plus travailler. Je me rappelle qu'ayant un jour disputé sur cette révoltante allégation sur laquelle je me défendois, comme ayant parcouru la Suisse & l'ayant trouvé

cultivée autant & aussi-bien qu'elle le peut être, on me cita le Comtat d'Avignon qui n'étoit qu'à cinq lieues de-là. J'y entrai le même jour; je fus surpris d'y voir un jardin par-tout; & m'étant informé de la force & vivacité des travailleurs, j'appris que dans les cantons de Provence, voisins de ce pays-là, on payoit un manœuvre du Comtat 30 sols par jour, contre 15 un de ceux du pays. C'est ainsi qu'on soûtient les principes les plus erronnés, & qu'on les autorise par des exemples controuvés, qui sont d'autant moins disputés qu'il seroit plus aisé d'en vérifier la fausseté.

Mais en supposant que l'aisance empêchât les paysans de travailler, ce n'est jamais de travailler leur propre bien. Les bourgeois de village & de petite ville, gens qu'on appelle vivans de leur bien, race occupée à médire & à mal faire, & dont je conseillerois de purger la société jusqu'à ce qu'ils s'appliquassent tous à quelque honnête

profession, s'il n'étoit contre mes principes de conseiller la violence en quoi que ce puisse être, voulant faire travailler leur bien, tenir les paysans dans la sujétion, & ne leur payer leurs journées que sur les prix anciens, sans considérer que les objets de consommation ayant haussé, il faut que le salaire du mercenaire hausse, ces gens-là, dis-je, se plaignent que le paysan aisé ne veut plus travailler. Je répons à cela, 1°. que le mal n'est pas grand : 2°. que je leur offre une prochaine consolation : en effet, le paysan riche éleve nombre d'enfans, au-lieu que ceux du pauvre desséchent & rentrent dans la terre. Ces enfans partagent épuisent l'aisance du pere, le forcent au travail, bientôt l'y secondent, & faute de fonds, deviennent mercenaires. Le Suisse est aisé, comme je l'ai dit, cependant il refuse si peu le travail, qu'il se dévoue volontairement au plus dur de tous, qui est d'aller vendre son

ſang & ſa liberté dans une terre étrangere.

Une derniére raiſon, mais infiniment moins problématique que toutes les autres, du diſcrédit des terres en France, c'eſt le haut prix de l'intérêt de l'argent. La pareſſe, ſœur du luxe comme je le démontrerai, quoi qu'on en diſe, par piéces probantes en bonne & due forme, & tous les deux, enfans de l'habitation des villes, la pareſſe, dis-je, fait que tous ſes partiſans préferent un intérêt fixe qu'ils envoient recevoir par un barbet à l'échéance, à tout le ſoin & maniment que demandent les terres, & renoncent, en faveur de leur tranquillité, aux avantages du temps, de l'induſtrie & de la ſolidité. Plus cet intérêt eſt haut, moins ces avantages ſont ſenſibles. Si je voulois faire un livre de ce que j'ignore, je ſçaurois bien où prendre cent raiſons & autant de calculs, pour prouver que cet intérêt eſt trop fort chez nous; & me mettant enſuite mon propre

ouvrage dans la tête, je deviendrois docteur *in utroque jure*; mais ici il n'eſt encore queſtion que de ce que je ſçais, & ſans croire m'écarter, j'établirai le principe que toute forme qui tend à faire vivre une portion des citoyens sans action, ni juriſdiction, eſt nuiſible & qu'on ne ſçauroit trop s'attacher à déraciner le diſcrédit des terres & à le tranſporter ſur des effets fictifs.

La proſpérité d'un Etat nuit encore à l'Agriculture en établiſſant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration qui en dégoûte & la repouſſe au loin.

Diſperdition de terres, en parcs, jardins, &c.

Les Chinois, dit-on, perſuadés que de l'emploi des terres dépendent, comme on n'en peut douter les moyens de ſubſiſtance qu'on en retire, que l'étenduë des moyens de ſubſiſtance eſt l'exacte meſure de la Population, & que la Population eſt l'unique richeſſe réelle d'un Etat, regardent comme un crime l'emploi des terres en mai-

ſons & jardins de plaiſance, comme ſi l'on fraudoit par-là les hommes de leur nourriture.

Ce genre de crime eſt, je crois, un peu trop étendu en France. Les parcs, il eſt vrai, peuvent avoir leur utilité, en ce qu'ils renferment des prés & des bois qui ſont devenus très-néceſſaires; mais indépendamment de ce que cette néceſſité eſt relative à la trop grande & inutile conſommation de bois que le luxe a introduite, & qui, au moyen des inductions démontrées dans ce Chapitre, eſt un très-grand mal, on les perce d'ailleurs tellement que les parcs & les forêts ne ſont preſque que des chemins bordés de liſiéres de bois.

Sans m'arrêter ſur de ſemblables détails qu'il ſuffit de déſigner, je noterai ſeulement les avenuës, ſorte de décoration qui enleve des Provinces entiéres au Royaume. Il eſt ſingulier que le moindre particulier, ſinge des Princes & des Souverains, prétende avoir à ſa maiſon de campagne des avenuës

doubles & triples qui dévastent & mettent en friche une partie de son domaine, & quelquefois le tout. Indépendamment même des avenuës à chaque percée, il faut que la perspective soit continuée par des allées à perte de vuë. Celles-ci en rejoignent d'autres dans la campagne, & le point de jonction est marqué par des esplanades en rond, dont l'étenduë fourniroit à la subsistance d'un hameau : delà partent quatre ou huit allées, selon l'étenduë du terrein, avec leurs contre-allées &c. & je vois d'un coup d'œil cent mille livres de rente réduites à rien, & perdues pour tout le monde. En vain m'opposeroit-on qu'on laboure celles de ces allées qui ne servent pas de chemin. Peine perdue, le grain ne vient jamais bien sous les arbres, l'herbe y est aigre. Encore si l'on faisoit le sacrifice de la récolte à des arbres fruitiers, ou autres qui servent directement ou indirectement à la nourriture de l'homme, je dirois toujours que

c'eſt réduire un écu à dix ſols ;
mais c'eſt le tilleul, c'eſt l'ormeau
ſtérile, qui couvrent & ruinent nos
campagnes; arbres très-utiles pour
le charonage, dit-on, & c'eſt ce
dont je me plains.

Il y a quatre fois plus de voitures en France qu'il n'en faudroit ; & ſi d'une part, le nombre en étoit borné au néceſſaire & à l'utile, & que de l'autre, nos grands chemins fuſſent bordés d'ormeaux dans tout le Royaume, comme ils le ſont aux environs de Paris, le charonage ne manqueroit jamais en France ; car d'ailleurs, on a bien des ormeaux dans les campagnes ; les payſans en font des feuillards pour les beſtiaux, & cet arbre opiniâtre revient de chacune de ſes racines. Mais voir de toutes parts dans la campagne, à vingt lieues à la ronde autour de Paris, les ormeaux répandre leur ombre ſur toutes ces campagnes ſi propres à la fertilité par l'excès des engrais & fumiers dont on eſt embarraſſé à Paris, tandis qu'ils ſont ſi rares ailleurs,

les voir, dis-je, multiplier à l'infini dans tous les ſens que je détaillois tout-à-l'heure, cela fait ſaigner le cœur d'un citoyen éclairé.

C'eſt, dit-on, ce qui fait la magnificence des environs de Paris. Je pourrois répondre que je ne calcule pas la magnificence, mais la proſpérité & la population : cependant je doute encore de cette allégation. Sans doute qu'il feroi ridicule de demander à la Capitale d'un Royaume opulent les dehors de Salente, ou de Lacédémone ; il faut des Palais pour les Grands & du faſte pour les Princes ; mais j'arrive à Fontainebleau : je traverſe deux lieues d'un pays aride & incapable abſolument de rien produire, je le trouve couvert d'une belle forêt qui m'accompagne auſſ loin en ſortant : loin de trouver ic des traces de dévaſtation, je vois qu le ſéjour du Souverain y fait vivre les habitans d'une ville conſidérable, & féconde dix lieues de pay inhabitable : je benis la Providence & ſon Prépoſé ici-bas ; j'en ſors

je vois de toutes parts des campagnes fertiles, accablées du poids d'habitations immenſes, ſeules, iſolées, & qui de leurs racines arides deſſéchent une province entiére; & mon poſtillon qui m'en nomme les Maîtres, ſur cent ne me déſigne pas trois noms de ma connoiſſance. Ce coup d'œil frappant au loin, devient triſte & froid à meſure qu'on approche; les plus agréables me repréſentent les champs Eliſées où quelques ombres ſe promenent en ſilence, & boivent des eaux du fleuve Lethé. Je me rappelle alors le coup d'œil de la chauſſée de Loire, celui des bords de la Garonne, de Villeneuve d'Avignon, la Viſte à Marſeille, les côtes d'Alſace & autres pays véritablement vivans, les environs d'Orléans, de Lyon, de Marſeille, &c. Cet amas de maiſons particuliéres qui ne ſont preſque ſéparées que par leur vigne & leur verger, ce peuple agiſſant pendant le jour, danſant au clair de la lune, tandis que le bruit de

la bèche de quelque vigilant qui revenant de journée travaille son propre bien, interrompt la mesure de leurs musettes & de leurs tambours. Je conclus alors que là fut la prospérité, ici le luxe; son indigne fils & son implacable ennemi.

J'en appelle aux seuls environs de Paris. Par-tout où l'habitation des riches a laissé quelque place à l'agriculture, elle y est poussée au plus haut degré d'industrie & de perfection. Qu'on parcoure ces cantons privilégiés, je ne dis pas les villages de Montreuil & de Bagnolet seulement, mais par-tout à quatre lieues à la ronde, & qu'on me dise ensuite si l'œil n'est pas plus satisfait, si l'ame n'est pas plus émue à l'aspect de ces côteaux qu'à la vue du plus beau parc. A la rangée de vigne succede celle d'arbres fruitiers; les groseillers occupent l'entre-deux; les pois & les artichaux naissent au pied des arbres, & les fossés d'asperges entourent le champ. On parle par-

tour de la vallée de Montmorenci, ce n'eſt que cela.

Mais il n'eſt pas queſtion ici du plaiſir ſimplement de la population. Il eſt certain qu'autant de terrein inculte, autant de ſujets enlevés ſans reſſource à l'Etat. Or, l'excès dont nous venons de parler dévaſte la valeur d'une Province entiére du meilleur terrein. Le remede, dira-t-on? Le voici. *Chériſſez, aimez l'Agriculture*, bientôt les riches vous imiteront; ſinges d'abord, ils s'y connoîtront enſuite; chacun ceſſera d'être rentier de ſon domaine, & en deviendra propriétaire. Pourquoi les riches ſont-ils ſi ennuyés de leurs magnifiques châteaux, qu'il leur faudroit preſque autant de maiſons que de chemiſes? c'eſt que l'art y a tout fait, & la nature rien. Je ne les blâme pas de s'y ennuyer, eux qui y ſont à demeure, puiſque, ſi j'y vais par curioſité, dès que j'ai tout parcouru il me tarde d'en ſortir. Quelques-uns s'y attachent, ce ſont ceux qui créent; mais cette terraſſe,

cette piéce d'eau entreprise & conduite à grands frais est à peine achevée, qu'elle leur devient aussi étrangere que celle que fit leur grand-pere, s'ils en ont. Il faut entreprendre quelqu'autre embellissement. D'échelons en échelons cependant la maison, le parc, tout devient immense & ruineux d'entretien. Alors, tandis que l'étranger, tandis que le bourgeois curieux admire cet amas de beautés & de dépenses, & croit, environ pendant dix-sept minutes, qu'il seroit au comble du bonheur de posséder cela, le Maître accablé d'habitude & d'ennui ne peut plus s'y souffrir, & cherche à décorer quelque guinguéte dont il jouit en imagination, & qu'il dédaignera en réalité.

Qu'on ne dise pas que c'est l'inconstance humaine : cette inconstance est un bien en soi, comme toute autre qualité de notre ame. Elle ne devient un mal qu'à mesure qu'on s'éloigne de la nature. Cet homme curieux de plantes

étrangeres revient toujours avec un nouveau plaisir à son jardin ; mais cet attrait particulier à quelques hommes est presqu'universel pour ce qui concerne l'agriculture en général. Comme les moissons & les fruits se renouvellent sans cesse, le travail de nos peres, en ce genre, ne fait que faciliter le nôtre. Indépendamment du goût attaché par la nature aux occupations & aux détails champêtres, le profit auquel tout le monde est sensible, éveille encore l'industrie, & attire l'affection. L'avenue principale exceptée, toutes les autres tomberont ; les maisons de fermiers & de paysans couvriront les campagnes. L'ombre jadis empoisonnée de ce château deviendra salutaire alors ; car en général nous sommes tous charitables & compatissans. Les riches ne sont durs que parce que l'ordre corrompu des mœurs les tient éloignés de l'indigence ; ils la banniront de leurs entours, ne fût-ce que pour n'être pas affligés. Chassez de dessous

l'humble toit les maladies & la faim, ce sera le territoire & la patrie de la joie simple & bruyante. De propre en proche elle gagnera les basses-cours du château, & pénétreroit jusqu'au salon, sans la double antichambre gardée par la paresse.

Je le répete, *chérissez, aimez l'Agriculture;* vous bannirez tous les maux de l'Etat, supposé qu'il y en ait, oppresseurs, intriguants, fripons, faineans, politiques à rebours, faiseurs de traités sur la population, que sçais-je? Ou si ces gens-là sont dans la plénitude d'un Etat florissant, comme des puces & des punaises dans l'ordre de la création, du moins y seront-ils si confondus & si offusqués par un peuple agissant, & occupé de choses tout autrement solides, que l'oisiveté devenant honteuse, ils perdront toute considération, & en conséquence sentiront amortir leur mobile principal, je veux dire l'orgueil. Mais il me semble que ces allées me ménent vraiment

bien loin ; revenons. Si j'avois promis d'éviter les écarts, je manquerois ſouvent de parole.

Multiplicité & trop grande largeur de chemins.

Le même inconvénient de perte inutile de terrein que nous venons de remarquer en allées &c. ſe trouve encore dans une ſorte d'ouvrage plus utile en ſon objet, mais auſſi abuſif au moins par la forme, le projet & l'exécution, je veux dire, les *chemins*. A ce mot, je vais m'attirer anathême, car c'eſt de tous les arrangemens de police intérieure, celui où notre ſiècle a le plus donné d'attention. Mon intention, je le répete, n'eſt point de blâmer ; mais en tout, on peut dire le mieux.

Je ſçais qu'on a fait de notre temps, en ce genre, des ouvrages admirables, tels que la montée de Juviſi, celle de Bouron, celle de Tarare & bien d'autres. Mon deſſein n'eſt pas non plus d'objecter qu'on a négligé de donner à ces ſortes d'ouvrages faits pour l'éternité, la ſolidité qu'y donnoient les Romains ; que la plûpart de nos

chemins ſont détruits avant d'être achevés ; que la corvée qui ſeule a ſervi à la conſtruction de preſque tous les chemins éloignés de la Capitale, n'eſt propre qu'à ruiner la campagne, & à faire des routes qu'une médiocre colonie de taupes peut détruire en un an de temps. Tout cela n'entre pas dans mon objet actuel, ce n'eſt que leur largeur & leur multiplicité que j'enviſage.

Ces célébres voies Romaines qui ont réſiſté, par la ſolidité de leur conſtruction, à tant de ſiècles & de ravages ; qui ont plus illuſtré cet Empire prodigieux que tous les autres miracles de ſa fortune, de ſa valeur & de ſa politique ; ces voies militaires, dis-je, dont les principales alloient du centre du monde à ſa circonférence, n'avoient, les plus conſidérables, que ſoixante pieds de largeur, & les autres que vingt, & quelquefois huit. On n'en comptoit en tout que 47 dans toute l'Italie. Venons à nous main-

tenant ; & considérons l'inutile largeur de nos grands chemins.

Je sens qu'il convient que quelques-unes des principales avenuës de la Capitale unissent la décoration à l'utilité ; que le même avantage peut être attribué aux avenuës des grandes villes de Province, & même à quelques routes principales : mais aujourd'hui chaque administrateur particulier multiplie à l'infini dans son ressort ces sortes de travaux. La moindre communication entre chaque petite ville est tracée sur le plan, ou peu s'en faut, de la grande allée de Vincennes au Thrône. Le chemin est marqué dans ce sens-là, la dévastation ordonnée & exécutée par les corvoyeurs, & comme les fonds manquent pour tant d'ouvrages à la fois, les ponts, les ensablemens dans les lieux marécageux, & autres ouvrages indispensables demeurent à faire. Ces remuemens de terre, loin d'attirer les voitures, les éloignent ; & comme le chemin est inutile, vû le peu de

communication qu'il y a entre les villes champêtres dans ces cantons reculés, le petit nombre de péle-rins, marchands de bale, meſſa-gers à pied & gens de cette eſpece qui ſont accoûtumés de frayer cette route, ſe contente d'un des foſſés latéraux pour ſon paſſage, tandis que le prétendu chemin ſe couvre de ronces.

Ce que je dis là, je l'ai vû en pluſieurs endroits. Mais je veux que ces chemins de traverſe ſoient mis en tout état de perfection, & auſſi ſolides que ceux des Romains; toujours ſerois-je en droit de dire qu'il faut que la route ſoit propor-tionnée à la fourmilliére, & qu'il eſt inutile de condamner à la ſté-rilité un terrein immenſe dans ſon étenduë, dont la cinquiéme partie ſuffiroit à l'objet d'utilité qu'on eut en vuë. Remarquons encore que ce que je ſuppoſe ici de leur per-fection, ſera toujours d'autant plus dans les eſpaces imaginaires, que l'objet d'entretien ſera plus conſi-dérable: car enfin, l'Etat ne peut

suffire à tout ; & de même que, toute proportion de solidité étant égale, un palais coûte plus d'entretien qu'une maison médiocre, ainsi des chemins. Je suis persuadé que cette marote des grands chemins d'une largeur immense multipliés à l'infini coûte encore deux provinces à l'Etat.

Autre inconvénient notable en ce genre, c'est la rage des alignemens. Il est certain que c'est un ornement considérable, & qui doit être recherché avec soin en supposant l'égale qualité du terrein. Je dis plus, dans les routes principales & aux lieux où cela abrége de beaucoup, les édifices & autres embarras de détail n'y doivent pas être épargnés, sauf le dédommagement du tiers, comme en usent les pays d'Etats pour leurs chemins. Car malheur à ces Administrateurs cruels & dédaigneux qui, sous le prétexte que tout doit céder à l'utilité publique, écrasent tout ce qui se trouve devant eux. La colère du Ciel ne fait magazin

que des pleurs du pauvre opprimé; & je renvoie toujours ces hommes de ſang & de limon à ces mots déja cités : *Voudrois tu être un de ceux-ci ?* Mais cet inconvénient eſt aiſé à faire entrer dans les frais d'un objet principal.

Cependant il eſt un point que je voudrois qu'on reſpectât dans les plus grandes routes, c'eſt la différence des terreins. Ce terrein ſec ou ſabloneux, preſque de nulle valeur, devient d'un produit réel quand vous y faites paſſer le chemin, puiſqu'en aſſurant une communication & un débouché à vos bonnes terres, il vous épargne la dépenſe qu'euſſent demandé celles-ci, pour en rendre le ſol capable de ſervir de baſe à un chemin. Au-lieu de cela, votre alignement traverſe les prairies, les bonnes terres, jardins & chennevières d'un village. Vous perdez non-ſeulement la portion ſi rapportante du territoire de ce village, mais encore tout le reſte médiocre & mauvais : le bon faiſoit valoir l'autre ;

le payſan ruiné n'a plus la force de ſoûtenir ſon ménage, & abandonne le tout. Or calculez toujours ces ſortes de pertes à l'infini, ſeule meſure actuelle de vos grands chemin.

Evitons d'ailleurs, comme la peſte, tout ce qui porte au découragement, car c'en eſt une en effet. Les gens de la campagne ſont tous aux portes de l'abbatement; un rien les accable; & n'eſt-ce rien que de ſe voir enlever la meilleure piéce de ſon bien, même avec dédommagement? En un mot *chériſſez, animez l'Agriculture*, bientôt elle vous dira que le terrein lui eſt précieux.

Mais ceci nous conduit au Chapitre ſuivant qui doit traiter de la néceſſité & des moyens d'encourager l'Agriculture. Il s'en faut bien que je n'aie épuiſé celui-ci, ni même que je l'aie traité par ordre dans toute ſon étenduë. J'ai déſigné quelques points principaux, j'en ai trop étendu d'autres, ſelon que ma plume a couru. La ſuite

des différents objets traités dans cet Ouvrage en présentera plusieurs autres; car tout se tient dans la machine politique, ainsi que dans la masse physique.

CHAPITRE VI.

De la nécessité & des moyens d'encourager l'Agriculture.

TOut mon Ouvrage n'a d'objet que de traiter de la Population, de ses avantages, & des moyens de l'étendre à l'infini. Or, comme je ne pense pas qu'elle puisse avoir d'autre principe que l'Agriculture, je pourrois dire que mon Ouvrage entier traite des moyens d'encourager l'Agriculture. Cependant, comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens que je considere, mais celle des nations policées de notre siècle, qui est tellement compliquée d'accessoires que le principal y est presqu'entiérement oublié, je

je traiterai pied à pied de toutes les branches de la ramification politique ; mais j'y trouverai ſouvent des branches de ce Chapitre-ci, je ne les rejetterai point alors : maintenant je vais préſenter en gros les premiéres idées qui s'offrent à moi ſur cet article.

J'ai dit que la proſpérité d'un Etat établiſſoit les grandes fortunes qui bientôt en envahiſſoient tout le territoire. Quel remede à cela, dira-t'on ? Non pas ſans doute celui qu'employoit Tarquin ſur les grands pavots de ſon jardin ; j'aurois bien perdu mon temps, ſi jamais je prêchois la tyrannie : mais *aimez* les Grands, *appuyez* les médiocres, *honorez* les petits qui ſont laborieux & qui ont de l'induſtrie. Prenez garde, s'il vous plaît, à l'application de chacun de ces Verbes ; je ne me trompe point, c'eſt préciſément ce que j'ai voulu dire. Chacun d'eux peut ſans doute être appliqué aux trois différents grades dont je parle ici ; mais ne voulant leur attribuer à chacun qu'un ſeul

Aimer les grands, Appuyer les médiocres, Honorer les petits.

de ces ſentimens, c'eſt avec réfléxion que je les ai répartis ainſi.

En effet, *aimez* les Grands ; vous leur apprendrez par l'exemple ſuprême à aimer auſſi leurs inférieurs ; vous les rappellerez au principe ſi naturel & ſi démontré, qu'une illuſtre famille eſt plus étayée par les ſujets qui naiſſent dans ſon ſein, que par les grands biens qu'une vanité dénaturée deſire d'accumuler ſur une ſeule tête ; vous vous intéreſſerez à l'établiſſement de leurs enfans aînés & cadets ; les races ſe multiplieront, ſe diviſeront, ils demeureront grands par le cœur, & ſe piqueront d'honneur, dès qu'ils ne pourront plus ſe piquer de richeſſes.

Appuyez les médiocres, c'eſt la pépiniére de l'Etat ; les exemples la vanité provinciale les gon domeſtiques, les vieux papiers flent de cet amour propre, témé raire, & fléxible dont l'Etat ſçai tirer tant de parti ; mais ils ſon pauvres & ſeroient ridicules dan un Etat corrompu : leurs prétention

leur ferment une quantité de portes à la fortune & à l'induſtrie ; le déſeſpoir les feroit déroger ou vivre dans la plus oiſive obſcurité, ou s'expatrier enfin. C'eſt pour eux que ſont faits les emplois de vos armées, les libéralités de vos menus plaiſirs, le ſuperflu des Grands de votre Etat. *Appuyez*-les, pour qu'ils ſecourent la pénible vieilleſſe de leur pere, pour qu'ils excitent la fécondité domeſtique, pour qu'ils ſe chargent de leurs neveux. La rage des pauvres pour le mariage eſt le premier des bienfaits de la Providence pour un Etat. Il n'y a malheureuſement point de milieu, la débauche ou le mariage ; l'une eſt ſtérile, l'autre eſt fécond. Craignez que la deſtructive philoſophie des voluptueux inſenſés ne devienne une prudence de néceſſité pour les autres ; en un mot, *appuyez* les médiocres.

Honorez les petits. Les larmes me viennent aux yeux, quand je ſonge à cette intéreſſante portion de l'humanité, ou quand, de ma

fenêtre, comme d'un thrône ; je considere toutes les obligations que nous leur avons, quand je les vois suer sous le faix, & que me tâtant ensuite je me souviens que je suis de la même pâte qu'eux.

Le peuple est ingrat, dira-t-on ; il est volage, il est brutal...... Eh! quelle est la portion de l'humanité, dont on ne puisse dire la même chose? mais je soûtiens moi, que cela n'est pas vrai. J'ai fait peu de bien, (je ne suis pas en état d'en faire beaucoup, & je n'ai pas fait à beaucoup près tout celui que j'aurois pû), j'ai trouvé des marques de reconnoissance qui m'ont étonné. Mille fois plus de bienfaits se sont perdus en montant qu'en descendant. Le peuple est volage : reproche de factieux, reproche fait à la multitude oisive & déplacée, & je n'en veux que de laborieuse & occupée. Il est brutal enfin ; mais peut-être est-il malheureux, persécuté, méprisé, en bute à l'oppression en tout genre de tous les autres ordres de l'Etat. S'il en est

ainſi, ne reprochons rien aux miſérables; remédions à la cauſe de leurs maux; je me trompe ſi l'aiſance & l'exacte police ne les civiliſent.

Mais tout ceci ne vient pas encore au point que je leur ai attribué dans l'attention publique: oui, je voudrois que les petits fuſſent honorés. *Sacerrima res, homo miſer;* mais indépendamment de ce principe de morale dont il n'eſt pas queſtion ici, dès qu'il eſt unefois décidé que l'art de tirer les richeſſes de la terre, & celui de les ouvrer & diſtribuer, font les deux pivots de la ſociété, eſt-ce un paradoxe que de vouloir qu'on honore ceux qui profeſſent ces arts ſi néceſſaires? Le ſel doit entrer dans tous les mêts, l'honneur dans toutes les profeſſions; mais s'il en eſt où ce véhicule d'opinion ſoit néceſſaire, c'eſt ſans contredit à celles qui ſont pénibles de leur nature, ou périlleuſes. Tant que vous n'honorerez pas les baſſes claſſes de l'humanité, il eſt impoſſible d'y maintenir

l'abondance néceſſaire à l'émulation & aux progrès. On ſe plaint que perſonne ne veut demeurer dans ſon état, & que de grade en grade, cette ambition déplacée & toujours peu meſurée épuiſe les baſſes claſſes, & ſurcharge les premiéres qui doivent, par mille raiſons, être peu nombreuſes par proportion : d'où vient cela ? c'eſt que perſonne ne veut vivre dans l'abjection, ou ne s'y tient que par néceſſité, & ce qu'on fait par force, on le fait toujours mal : *honorez donc les petits.* On ſent bien que je n'ai pas voulu dire à Guillot : *Seigneur, montez au thrône, & commandez ici.* Mais le mépris n'eſt fait que pour le vice ; nous nous devons tous une eſtime réciproque & relative à l'utilité reſpective ; je dis plus : quoi encore ? le reſpect.

Mais ce qu'il faut ſur-tout honorer, c'eſt l'agriculture & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Dans tous les biens d'ici-bas, *la terre eſt la matière, & le travail*

eſt la forme. Il ſemble inutile d'établir que multiplier la matière, c'eſt multiplier le travail. Mais de combien une extrême attention & une protection attentive & mêlée de récompenſes pourroit accroître la production de la matière premiére, c'eſt ce qu'il eſt impoſſible de calculer & même d'imaginer que par des inductions relatives, du moins pour un Etat qui a un territoire vaſte & avantagé de la nature.

Un propriétaire qui eſt aſſez riche pour ſe racheter du travail perſonnel par le travail d'autrui, eſt indigne de ſa fortune, s'il ne s'en ſert que pour vivre dans l'oiſiveté, & ſeroit à charge à l'Etat, ſi dans mes idées, le membre le plus inutile de la ſociété n'étoit toujours un profit pour l'Etat.

Mais s'il employe ſon loiſir à acquerir des connoiſſances relatives à la bonification de ſon patrimoine & de ſon ſuperflu, s'il s'applique à les mettre en valeur, il remplit ſon

devoir & tient ſa place, ce qui eſt la vertu.

Platitude inſpirée à un très grand & très-excellent Prince.

J'ai lû dans le Memoire envoyé par ordre de M. le Duc de Bourgogne aux Intendans, l'article qui ſuit au ſujet de la nobleſſe. *S'ils cultivent leurs terres par leurs mains, ou s'ils les donnent à des fermiers, étant une des plus eſſentielles marques de leur humeur portée à la guerre, ou à demeurer dans leurs maiſons.* Celui qui dreſſa ce Memoire, crut ſans doute être un grand Grec d'avoir trouvé cette marque diſtinctive. Indépendamment de la puérilité d'entretenir de ſemblables & ſi movibles détails un Prince deſtiné à commander à vingt millions d'hommes, & dont la conduite doit influer ſur le ſort de toute l'Europe, indépendamment encore de ce qu'une ſemblable inquiſition a de tyrannique, je ſoûtiens qu'au-lieu de faire regarder au Prince avec mépris celui qui ſe tient chez ſoi, on devroit le lui préſenter ſous un point de vuë oppoſé.

Un Philoſophe diroit que celui qui nourrit les hommes fait mieux que celui qui les tue ; mais je ne ſuis ici que calculateur. De deux choſes l'une, ou l'Etat eſt ſervi par des troupes ſoudoyées, ou chaque citoyen eſt obligé, en cas d'alarmes, de ſe porter au ſecours.

Dans le premier de ces cas, le métier de la guerre convient bien mieux à celui qui n'ayant pas de fonds, eſt aux gages d'autrui, qu'à celui qui, pour courir en Flandres & en Allemagne, laiſſe en friche un canton de l'Auvergne ou du Languedoc. Mais, dira-t-on, vous ne faites donc plus ſervir l'Etat que par des mercenaires ? Point du tout, le frere, le fils du cultivateur ſont d'auſſi bonne race que lui ; mais ils n'ont affaire qu'à la guerre, & c'eſt-là leur métier.

Dans le ſecond cas, de qui tirerez-vous un meilleur ſervice, ou de celui qui noirci ſous le ſoleil qui dore ſes guérets ne connoît de plaiſirs que la chaſſe, & de travaux que ceux de la campagne ;

qui habitué à jouir personnelle-ment de ses champs va défendre l'arbre qu'il a planté, le troupeau qu'il a élevé; ou de celui qui accoûtumé à tirer en argent le produit de ses contrats d'acquisition ou de ses partages de famille n'estime que ce qui rend de l'argent sonnant, qu'il consomme au milieu des plaisirs oisifs & mols d la Ville? Allez attaquer chez eu les peuples agriculteurs, les Suisses par exemple, & le problême n sera pas long à résoudre.

Optima stercoratio gressus dc mini, disoient les anciens, & per sonne depuis ne les a démenti Que penser donc d'un gouverne ment, dont l'effet seroit d'attir chacun hors de chez soi?

Le plus habile agriculteur & protecteur le plus éclairé de l'agı culture sont, toutes autres chos étant égales, les deux premie hommes de la société. Au-lieu cela, le titre de Gentilhomme campagne est presque devenu ridicule parmi nous, comme

y en pouvoit avoir de ville. Le nom de provincial est une injure, & les gens du bon air sont offensés, quand on demande de quelle province est leur famille, comme si être Dauphinois ou Poitevin n'étoit pas être François. Cette sotte & misérable supériorité de l'habitant de la Capitale sur celui des Provinces, est rendue en monnoie dans la Province par le Citadin au Villageois & au Campagnard.

Voyons donc ce que la société, ce que les occupations des habitans des villes ont de préférable à celle de la campagne.

Je les y retrouve enfin les maîtres de tant de champs dévastés que j'ai rencontrés sur ma route. Voyons quels plaisirs, quelles délices les obligent à se priver de celui de jouir de la propriété des biens que la Providence leur a départis : travaillent-ils à leur fortune, & la décevante ambition les a-t-elle attachés à son char ; ou, curieux de cultiver leurs talens, cherchent-ils à perfectionner des

connoiſſances, auſquelles la ſociété ajoûte le poli, comme le frotement le donne aux cailloux dans les riviéres ? Rien de tout cela. J'ai ſuivi ces hommes choiſis, dans leurs plaiſirs & dans leurs plus importantes affaires : lignes tangentes tirées d'une porte à l'autre & qu'on appelle bienſéances, ſpectacles, nouvelles, tracaſſeries, médiſances, duels de l'intérêt qu'on nomme jeux, voilà leurs travaux & leurs plaiſirs. O oiſiveté ! faudra-t-il donc brûler tes aziles pour rendre l'humanité à ſes goûts & à ſes devoirs naturels ? Non ; mais honorons ce qui eſt honorable, mépriſons ce qui eſt mépriſable, & tout ſera dit.

Ridicule jetté ſur les Gentils hommes-campagnards, crime d'Etat.

Un Eſpagnol blâmoit Miguel de Cervantes d'avoir nui à ſa patrie en ridiculiſant la Chevalerie dans ſon Dom Quixote. La Chevalerie étoit tombée d'elle-même, diſoit-il, malgré tous les efforts fantaſtiques du Duc de Lerme pour la relever ; mais on a été au-delà du but : en faiſant tomber le délire

de la valeur & de la générosité, on a émoussé ces vertus dans leur principe. On pourroit faire le même reproche à Moliére & à ses imitateurs : en ridiculisant les Gentilshommes campagnards, les Barons de la Crasse, les Sottenville &c. ils ont cru n'attaquer que la sotte vanité & la plate ignorance des Seigneurs châtelains ; mais les mots de *campagnard* & de *provincial* sont devenus ridicules. La crainte du ridicule feroit passer un François à travers le feu ; tout le monde a voulu devenir homme de Cour ou de Ville, & adieu les champs.

Mon dessein n'est pas d'entrer encore dans les détails des inconvéniens de l'urbanité générale & quand j'y serai, il s'en faudra bien que je ne les épuise. Il y auroit des volumes à faire sur cet article. Si les campagnes sont nécessaires à la ville, les villes le sont aussi à la campagne ; & l'on verra dans la suite de mon plan, qu'après avoir couvert la campagne d'autant d'habitans qu'elle en peut porter, je voudrois

de mon ſuperflu former des villes, dont l'induſtrie attirât le ſuc alimentaire de l'étranger. Mais ſelon mon plan, les villes ſeroient plus groſſes encore qu'elles ne ſont, quand elles n'auroient d'habitans à demeure que les Officiers employés dans les différentes Cours de Judicature qui s'y trouvent, la jeuneſſe élevée dans les Maiſons & Univerſités qui s'y rencontreroient, ainſi que les gens deſtinés à les enſeigner, les bourgeois propriétaires des fonds enclavés dans le territoire de cette ville, les ouvriers & artiſans que ſes habitans & tous ceux du reſſort feroient vivre, & ceux encore qui employés à des manufactures & ouvrages relatifs aux productions du pays & à ſon induſtrie, porteroient la matière premiére au point de perfection, dont la valeur doit être le prix de leur ſubſiſtance, & qui fourniſſant leur contingent au commerce étranger, attireroient en échange le produit de l'étranger pour leur nourriture, ſeul genre de

conquête qui ne ſoit pas contre le droit public.

A conſidérer un pays dans ſon état primitif, comme iſolé & vivant de ſa propre ſubſtance, on ne peut nier que *tous les ordres & hommes d'un Etat ſubſiſtent aux dépens des propriétaires des terres*; c'eſt un principe reçu. Une ſource qui ſort à la tête des terres & dans un terrein élevé, arroſe & féconde ſes environs autant que la quantité de ſes eaux peut s'étendre : celle au contraire qui naît dans un bas-fond, ne fait qu'un marais, juſqu'à ce qu'elle ſe ſoit frayée une route baſſe pour s'aller perdre dans la premiére rivière, ſans aucune utilité pour les champs voiſins.

Je compare à cette ſource le propriétaire des terres, que j'ai dit ci-deſſus être le pivot de toute l'induſtrie qui l'environne; s'il eſt à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'ame, & à laquelle perſonne n'a plus d'intérêt que lui, il anime & vivifie

tout le canton, il protege l'agriculteur isolé; ou, si la rusticité de la campagne le prive de ces vuës honnêtes & éclairées, ce qui n'est plus à craindre aujourd'hui, encore fera-t-il, par la nécessité de sa position, une partie des biens qu'on en doit attendre. Si au contraire il est au centre de la consommation, il devient la source basse & marécageuse, & contribue à noyer un terrein déja de lui-même trop spongieux.

On dit communément qu'un Gentilhomme dans sa terre vit mieux avec dix mille livres de rente, qu'il ne feroit à Paris avec quarante mille. Qu'appelle-t-on dans ce cas, vivre mieux? Ce n'est pas épargner plus aisément de quoi changer tous les six mois de tabatières émaillées, avoir des voitures vernies par Martin, &c. C'est donc consommer davantage, & l'on dit vrai; mais comme on ne sçauroit dîner deux fois, & qu'à Paris on prend au moins autant d'indigestions qu'ailleurs, ce surplus de

consommation n'est pas pour lui. L'on entend donc qu'il fait vivre plus de monde; & en effet, on entretiendra plus aisément à la campagne quinze domestiques grossiers, vêtus & payés à la façon du pays, avec dix mille livres de rente, qu'on n'en entretiendra dix à la Ville avec quarante mille livres. C'est donc soixante hommes, indépendamment de la famille, qui vivront sur les quarante mille liv. de rente, au-lieu de dix.

Il seroit inutile d'objecter ici que cet homme fait vivre à la Ville, outre ses domestiques, tous les ouvriers qui servent à sa dépense, les marchands, les fabriquans, les tailleurs, brodeurs, selliers, charrons & autres ouvriers nécessaires, & de plus, les traiteurs, parfumeurs, musiciens, gens de théatre, filles &c. qui tous ne laissent pas d'être du peuple; & que, puisque je ne regarde ici que la Population, il faut rendre toutes choses égales.

Je pourrois répondre à cette

objection que je ne traite point encore ici de ce qui regarde le commerce ; mais comme il s'en faut bien que je n'observe un ordre bien suivi, je répondrai que, quant à ce qui concerne l'article des ouvriers nécessaires, soixante personnes, quoique vêtues grossiérement, font certainement travailler plus d'artisans que dix à Paris dans l'état de domestiques où je les ai pris ; & pour ce qui est de ceux de l'ordre qu'on peut appeller dans un ouvrage de calcul *impedimenta*, si le propriétaire de terres donne dans ce genre de dépenses, il deviendra bientôt, lui ou les siens, Mithridate ou Burrhus, vendra ses terres, & ma leçon sera faite pour un autre.

Ce ne sont point les propriétaires des terres dans l'état naturel, qui font vivre ce genre de supplément à la société, à moins que les grandes Charges & les bienfaits du Roi ne les mettent dans l'ordre des gens gagés, dont il sera parlé ci-dessous. Sans eux, une ville opu-

lente ſera aſſez pleine d'étrangers, de gens enrichis des gains de la finance ou du commerce, de jeunes gens & de diſſipateurs de toute eſpece dont le reflux & les folles dépenſes entretiennent toutes les mouches de l'Etat.

Revenons. Indépendamment de cette augmentation de conſommation que procure la réſidence du Seigneur dans ſes terres, il eſt de l'homme de s'attacher à ſon ſéjour. Néceſſairement les bâtimens habités ſont mieux entretenus que ceux qui ne le ſont pas : on aime à travailler, à embellir ſa réſidence, à améliorer les terres qu'on a ſous ſes yeux. Le premier ouvrage en ce genre eſt un encouragement pour le ſecond. J'ai viſité en ma vie peut-être mille Châteaux ou Gentilhommiéres, à peine en citerois-je trois, où le Maître ne m'ait fait remarquer quelqu'embelliſſement ou amélioriſſement de ſa façon.

On dit aſſez communément que les campagnards ſont yvrognes, brutaux & chaſſeurs, & ne ſont

que cela. C'eſt un vieux reproche du temps où les gens de ville étoient carillonneurs, brelandiers & tires-ſoie. Je ne nierai cependant pas que l'on ne boive fort dans les provinces où il y a encore de la nobleſſe à la campagne, & qu'on n'y chaſſe beaucoup ; mais qu'on n'y faſſe que cela, c'eſt ce que je nie.

Apologie de la gayeté de la table.

Je pourrois encore établir ici deux paradoxes à ce ſujet ; l'un eſt que cette yvrognerie qui dégoûte tant les buveurs d'eau, n'eſt point un mal ; l'autre, qu'à tout prendre (car il faut toujours me permettre de regarder le peuple comme des hommes) il y a plus d'yvrognerie à Paris que dans les campagnes proportion gardée, & qu'elle y eſt plus nuiſible.

Quant au premier point que l'on pourroit croire pillé des œuvres poſthumes du feu Duc de la Ferté, je dirai moins bien qu'il n'eût fait ; mais je dirai pourtant qu'on buvoit trop autrefois, & que boire juſqu'à s'abrutir eſt mal fait : témoin

a brûlure de Perſepolis, la mé-
riſe d'Holoferne, & autres gran-
les calamités, ſans compter quel-
ues-unes qui ſont arrivées à gens
ue je connois bien; en un mot,
non Curé le dit, & ce n'eſt pas
moi à le contredire, quoique
e ſoit aſſez la mode aujourd'hui
mode entre nous qui ne vaut
ien, & qui n'étoit pas du temps
e nos yvrognes) mais boire un
eu ſec, & ſeulement juſqu'à
hanter, rire & s'embraſſer, épa-
ouit la rate, bannit les inimitiés,
: lie la ſociété.

J'ai connu un vieux Gentilhom-
ne, d'un nom, d'un âge, & d'une
robité reſpectables: le bon hom-
ne, contemporain des Vaillacs &
es Girardins, ne déſyvroit pas;
nais au milieu de tout cela, il
ccommodoit toutes les affaires de
mille, d'intérêt & d'inimitié en-
e les Gentilshommes à vingt
eues à la ronde. Auſſitôt qu'il
n élevoit quelqu'une, il ſe fai-
it apporter les titres & papiers
: part & d'autre, il conſultoit ſur

la forme les gens de Loi tant bon
que mauvais en qui il avoit con-
fiance, & puis ſur ſa bonne judi-
ciaire, il formoit ſon arrêt. Il ap-
pelloit enſuite à ſon Châtel les par-
ties, & la révérence due au Patro
faiſoit qu'on n'entamoit pas le
propos contentieux ſans ſa licence
C'étoit au deſſert, & le verre à l
main qu'il rappelloit les queſtion
à décider ; il énuméroit, conſidé
rant attentivement les intéreſſés
le premier qui étoit tenté de l'in
terrompre étoit arrêté par un ordr
abſolu : *Un verre de vin à Mon
ſieur.* L'ordre étoit exécuté ; & l
verre avalé, le nouveau Radamant
le regardoit avec cet air de pere
de conciliateur qu'une longue hab
tude de conſidération de canto
donne naturellement, & que tou
la morgue du Barreau joue gau
chement. *Monſieur en veut-il en
core,* diſoit-il : ſi le plaideur aga
vouloit finir ſa période, on l'écou
toit tranquillement, & il ſubiſſo
un ſecond verre de vin au bo
pour ſon franc-parler. Il eſt à r

marquer pour vous autres qui ne le ſçavez pas, & qui feriez tout auſſi bien de l'apprendre que de politiquer ou théologiſer tout le long du jour, comme vous faites, il eſt à remarquer, dis-je, qu'en ſemblable occaſion un verre de vin de pénitence, & qui ne nous eſt compté pour rien, eſt un grand déſavantage. Ce ſecond verre bû, l'Aréopagite reprenoit ſon dire, toujours attentif à faire boire les mutins, juſqu'à ce qu'appercevant que le bruit, la joie & la confiance gagnoient du terrein, & que le Démon de l'interêt barbouillé de lie ſe ſauvoit en voyant les cœurs s'attendrir, le vieillard aimable prononçoit ſon arrêt définitif, maudiſſoit formellement les vignes de tout réfractaire, & finiſſoit en leur tendant les bras de l'air de tendreſſe, de confiance & de joie, dont Silene diſoit aux enfans de l'Eglogue, *Solvite me, pueri.* Tous accouroient alors, tous s'embraſſoient, & lui proteſtoient une entiére ſoumiſſion à ſes ordres. Le

Notaire étoit prêt, & la transaction dressée, on signoit ; puis se remettant à table, on cassoit des verres en guise d'amende honorable de tous les faits & gestes d'Huissiers & de Procureurs.

On me dira sans doute qu'il est singulier que j'attribue au vin le don d'appaiser les querelles, lui qui les fait : Je répons que je n'ai pas prétendu le louer précisément par-là ; mon histoire m'est venue en pensée, comme assurément une des plus honorables pour ce genre de vie, je l'ai placée comme telle, & non comme argument ; mais je dis encore que le vin n'est querelleur que chez les peuples qui le sont. Les bas-Bretons & les Limousins s'estropient après avoir bû ensemble ; mais ils sçavent très-bien se battre sans avoir bû ; & les Allemands sortent yvres de l'estaminée aussi tranquillement que les Chartreux du chœur.

Cependant il s'en faut bien que je veuille être prédicateur d'excès ; mais je répete que le genre de vie de

de la Nobleſſe campagnarde d'autrefois, qui buvoit trop long-temps, dormoit ſur de vieux fauteuils ou grabats, montoit à cheval, & alloit à la chaſſe de grand matin, ſe raſſembloit à la Saint-Hubert, & ne ſe quittoit qu'après l'octave de la Saint-Martin, que cette vie, dis-je, faiſoit peu de muſiciens, moins de Géometres, de Poëtes, & d'acteurs de parade; mais on n'avoit pas beſoin de la Nobleſſe pour cela. Cette Nobleſſe menant une vie gaie & dure volontairement coûtoit peu de choſe à l'Etat, & lui produiſoit plus par ſa réſidence, & ſon fumier ſur les terres nourriciéres, que nous ne lui valons aujourd'hui par notre goût, nos recherches, nos coliques & nos vapeurs. Ils ne ſçavoient rien en comparaiſon de nous; car nous connoiſſons les régles du théatre, les différences eſſentielles de la muſique Italienne à la Françoiſe; nous jugeons les Géometres, nous faiſons des cours d'Anatomie & de Botanique, pour faire rire les gens de l'art; nous

nous connoiſſons en voitures, en vernis, en tabatières, en porcelaines; nous n'ignorons ni le menſonge, ni l'intrigue, ni l'art de faire des affaires, ni celui de demander l'aumône en talons rouges, ni ſurtout ce que vaut le bien d'autrui, l'argent & les argentiers. Eux au contraire faiſoient conſiſter toute leur ſcience en ſept ou huit articles: reſpecter la Religion, ne point mentir, tenir ſa parole, ne faire rien de bas, ne rien ſouffrir, mettre ſon cheval ſur le bon pied, connoître & diſcerner la voie, ne craindre ni la faim ni la ſoif, ni le chaud ni le froid, & ſe ſouvenir que, ſi Ceſar n'eût pas ſçû bien faire le coup de piſtolet, il n'eût jamais échapé de tant d'entrepriſes hazardeuſes.

Cependant ces corps-là, tout ignorans qu'ils étoient, ne laiſſoient pas de bien & mieux ſervir l'Etat dans l'occaſion; ils avoient même quelquefois d'aſſez belles idées de la vraie gloire, préjugés auxquels notre philoſophie a ſubſtitué la

cience des calculs, plus utile pour
es particuliers, mais qui l'eſt, je
rois, moins pour le public. Par
xemple, Henri IV. qui fut élevé
c nourri juſqu'aux temps où il
riſonna, en vrai Gentilhomme
ampagnard, fit à peu de choſes
rès auſſi-bien ſa charge de Roi,
u'un autre.

En voilà aſſez ſur la prétendue
iſſolution de nos peres. C'eſt un
cart que je me ſuis permis, &
on un Livre que j'aie voulu faire
r cet article; mais quant à mon
cond paradoxe, à ſçavoir, qu'il
a plus d'yvrognerie à Paris, pro-
ortion gardée, que dans les Pro-
inces, il n'y a, pour s'en con-
aincre, qu'à voir les guinguettes.
out le peuple ſort de Paris les jours
e fêtes, & la bourgeoiſie même
t dans l'habitude d'y courir en
mille, & d'y mener de bonne-
eure ſes enfans. La moitié du
euple revient yvre, gorgé de vin
elaté, paralytique pour trois jours,
dans peu de temps blaſé pour
ute ſa vie. Le vin du crû dont ſa

gorge le payſan, ne fait point ce terribles effets : il revient yvre l Dimanche au ſoir, je le veux (quoiqu'à dire vrai, il ne ſoit qu trop guéri aujourd'hui de ce pauvr ſuperflu) mais il trouve ſa femm de ſang froid ; différence énorm pour l'honnêteté publique & pou la ſociété où la diſſolution du ſe en ce genre eſt le plus honteux de tous les maux, & le lendemain de bon matin il eſt à l'ouvrage. I eſt-il de même à Paris ? je m' rapporte aux maîtres-ouvriers. L détails à cet égard ſe retrouvero aux Chapitres ſuivans.

Grand Seigneur bien faiſant, & campagnard.

Un grand Seigneur en Franc (on le connoîtra ſans que je nomme) bienfaiſant d'abord po ſa maiſon comme de droit, l' encore pour la pauvre Nobleſſe ſon pays ; il place les uns, il ſo tient les autres, il leur trouve débouchés. On n'accuſera pas gens conſidérables aujourd'hui faire ces choſes-là par interêt. fait plus, il a changé dans un p vince éloignée l'orangerie de

naiſon de ſes peres en une manu-
acture de ſoie, où cette denrée lui
oûte le triple de ce qu'elle vaut,
ttendu l'éloignement des cantons
où cette ſorte d'induſtrie eſt en
vogue, & cela, pour faire vivre les
pauvres gens, & les accoûtumer
peu-à-peu à ce genre de commer-
e. Il a fait planter un nombre con-
idérable de muriers, tant ſur le
hamp d'autrui que ſur le ſien. Il
ait lever des plans & terriers gé-
néraux de tout le canton, pour que
hacun puiſſe à l'avenir trouver dans
e repertoire public ſes confronts,
& la contenance de ſon domaine;
l fait enfin des biens infinis, tan-
dis que ſes propres affaires proſ-
perent en un ſiècle, où par bons
moyens tout le poſſible eſt de ſe
maintenir. *Si* je diſois ſon nom,
qui ne fut jamais aſſurément en
rois lettres: ah! me diroit-on: c'eſt
un fort honnête homme, fort juſte
& qui a le ſens fort droit, mais
d'ailleurs un eſprit uni. Que Dieu
veuille m'en accorder un ſembla-
ble, à moi & à mes enfans juſqu'à

la derniére génération ; mais ce n'eſt pas ce dont il eſt ici queſtion. Ce digne homme, au fond, eſt un Gentilhomme campagnard, autant qu'un Seigneur peut l'être en France. Il a une grande Charge à la cour, qu'il a faite ; mais d'ailleurs la plus grande partie de ſa vie s'eſt paſſée dans ſes terres, il les connoît toutes, les viſite ſouvent, voit & ordonne tout par lui-même, & a fait en ſa vie plus de bien à ſa famille, à ſes voiſins, aux pauvres, à l'Etat enfin dans ſa partie, que les plus beaux eſprits n'en ont imaginé.

Ici l'interêt particulier, au-lieu de nuire à l'interêt public, lui ſert. Plus un homme fait valoir ſes domaines & en multiplie les productions, plus il fait vivre d'hommes, plus il augmente la ſubſiſtance de l'Etat. Je réſume enfin ceci en diſant que, ſi les extrêmes étoient néceſſaires, il vaudroit infiniment mieux que la Nobleſſe reſſemblât au Baron de la Craſſe qu'aux Marquis de la Comédie ; avec cette

différence encore, que les arts, le commerce & les connoiſſances, ont pour long-temps banni les ridicules de groſſiéreté, & ne feront peut-être que rendre plus communs ceux de la fauſſe élégance.

La néceſſité de renvoyer la Nobleſſe à la campagne par moyens doux & pris dans les mœurs, n'échappa pas au reſtaurateur de la France. Quand Henri IV. fut paiſible poſſeſſeur de ſon Royaume, *il déclara hautement aux Nobles*, dit Perefixe, *qu'il vouloit qu'ils s'accoûtumaſſent à vivre chacun de ſon bien, & pour cet effet qu'il ſeroit bien-aiſe, puiſqu'on jouiſſoit de la paix, qu'ils allaſſent voir leurs maiſons, & donner ordre à faire valoir leurs terres.* » Ainſi » il les ſoulageoit de grandes & » ruineuſes dépenſes de la Cour » en les renvoyant dans les pro- » vinces, & leur apprenoit que le » meilleur fonds que l'on puiſſe » faire, eſt celui d'un bon ména- » ge. Avec cela, ſçachant que la » Nobleſſe Françoiſe ſe pique d'imi-

» ter le Roi en toutes choſes, il
» leur montroit par ſon propre
» exemple à retrancher la ſuper-
» fluité des habits ; car il alloit
» ordinairement vêtu de drap gris,
» avec un pourpoint de ſatin ou de
» taffetas ſans découpure, paſſe-
» ment ni broderie. Il louoit ceux
» qui ſe vêtoient de la ſorte, & ſe
» rioit des autres qui portoient,
» diſoit-il, leurs moulins & leurs
» bois de haute-futaie ſur le dos.

Le luxe de la Nobleſſe épuiſe néceſſairement ſes biens fonds ; car nous démontrerons que le produit de la terre du plus grand rapport réduit en luxe revient à preſque rien. La Nobleſſe entoure le Souverain, & lui perſuade que les richeſſes de l'Etat n'étant faites que pour gliſſer des mains du Prince dans celles de ſes ſujets, la plus digne libéralité eſt celle qui gratifie ſa Nobleſſe. Le nombre des demandeurs groſſit chaque jour. Celui qui obtient ſix mille livres de penſion reçoit la taille de ſix villages. Le fiſc déja diminué par le profit

des Receveurs s'épuise en libéralités, & cette même Noblesse qui chez elle feroit l'avantage, la force & le lustre de l'Etat, en est, sans le sçavoir, la véritable sangsue.

Guichardin au sujet des deux Rois de son temps que l'Histoire note d'avarice (Louis XII. & Ferdinand le Catholique) observe que les sujets ne sont jamais si heureux que sous des Princes de ce caractere. Leur Cour est à la vérité fort déserte, comme l'étoit celle de Louis XII. mais elle coûte peu; les excès cependant sont condamnables : ce n'est pas à moi à le dire, & moins encore à parler de la conduite des Souverains; mais il est permis de dire que la Noblesse sert mieux l'Etat chez elle qu'à la Cour & à la ville, & qu'on doit, par tous moyens doux & agréables, faire refluer dans les campagnes les habitans de la Capitale & des Villes.

Princes avares, Peuples heureux.

Rappellons-nous sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les appa-

rences d'une prospérité passagere ont éveillée. Nous passons des villages aux bourgs, des bourgs aux Villes, des Villes à la Capitale, & c'est à quoi tendra toute une nation, si le Gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Cette opération n'est pas si mal aisée qu'on croiroit bien. Les hommes ont tous un penchant naturel pour la liberté, & les occupations de la campagne. Ce n'est qu'en forçant la nature qu'on les casemate dans les Villes. Que les villageois soient heureux, & assujettis seulement à des loix simples soit de police, soit de fisc, qui assurent le sort du solitaire comme de l'homme protégé, qui ne les obligent pas à devenir cliens à l'Election ou au Baillage : qu'on retire de dessus leur territoire ces Vampires errants, nommés porteurs de contrainte, archers de corvées &c. qu'on les excite & encourage au travail, & bientôt ils ne seront plus vicieux.

Si à cela l'on ajoûte quelques-uns de ces divertissemens d'exercice,

tels que les anciens Législateurs les avoient si bien inventés, tels que Charles-Quint en avoit établi en Flandres pour civiliser les habitans & unir les contrées voisines, & tels qu'on en trouve encore des traces dans nos provinces méridionales, des danses, des courses &c. ils ne seront plus curieux de venir se noircir des boues des villes.

Mais si au-lieu de tout cela, il se trouvoit que dans les campagnes, par l'absence de leurs Seigneurs, ils ne pussent jamais espérer aucune grace ni protection ; que traînés languissants aux corvées les plus dures & les plus répétées, décimés pour les milices, voyans arracher leurs haillons de dessus les buissons par les Collecteurs s'ils tardent à payer les impôts ; doublés à la taille l'année d'après s'ils payent, pour leur apprendre à ne pas endurer la contrainte, utile récolte des Receveurs : si toutes les fois qu'ils ont manqué, il étoit question de les punir par la bourse ; si

le Procureur, l'Avocat, le Juge, l'Agent du Seigneur, les gens du fisc, si tout cela, dis-je, les regardant en tout & par-tout comme victimes ne leur laissoit la peau sur les os, que supposé qu'elle ne fût pas bonne à faire un tambour, faudroit-il en ce cas s'étonner s'ils périssent par milliers dans l'enfance, & si dans l'adolescence ils cherchent à se placer par-tout ailleurs qu'où ils devroient être? Et quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un soin continuel & d'un détail embarrassant, quel autre objet dans la société entiére peut lui paroître plus digne de son attention?

La production de la matière premiére est d'une nécessité indispensable; l'art d'ouvrer cette matière n'est que d'une nécessité d'habitude & seconde. L'on verra dans la suite de ceci, qu'il s'en faut bien que je ne prétende ramener la société aux besoins des Patriarches; mais enfin l'on ne peut me nier ce principe. Cela posé, pourquoi ne pas donner

au moins autant de ſoins à protéger l'agriculture, à inſtruire les agriculteurs, à les ſecourir & défendre leurs immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers ?

Un homme conſidérable me voyant un jour ſur un habit de velours des boutons de la même étoffe, me dit que je fraudois la loi ; & quelle loi, lui dis-je ? Celle, répondit-il, qui défend de porter des boutons de la même étoffe que ſon habit. Et au profit de qui cette loi, lui demandai je ? au profit des boutonniers, dit-il. Permettez-moi, repris-je, de vous demander, ſi pendant le temps que vous avez aſſiſté au Conſeil, parmi toutes les futilités de ce genre que vous y avez vû paſſer, on a propoſé beaucoup d'ordonnances en faveur du labourage & du nourriſſage des beſtiaux, qui ſont les vrais arcs-boutans d'un Etat.

En effet, les arts, métiers & ſous-métiers ſont protégés, ordonnés, policés, maintenus : à voir la

quantité de rabillages continuels qu'il faut aux ordonnances qui les concernent, on diroit que le Gouvernement n'a autre chose à faire qu'à pourvoir à leurs priviléges, exclusions & immunités. C'est fort bien fait ; ce superflu fait sans doute un fonds de richesses : prenons garde seulement qu'il n'amene bientôt l'indigence. Les métiers sont tous moins pénibles à exercer que le véritable métier de l'homme, je veux dire, l'agriculture. Les artisans se multiplient & meurent de faim, & la terre se dépeuple : la campagne, seule source de la Population, devient déserte : l'agriculture languit, & en conséquence, les arts & métiers languissent aussi.

Répétons ici les propres termes d'un Auteur * dont j'ai déja emprunté quelques expressions.

» Mais, dit-on, l'agriculture va
» d'elle-même ; c'est un art qui se
» transmet par tradition, que la

* Memoire sur l'utilité des Etats Provinciaux.

» nature enſeigne, & auquel elle » a attaché une ſorte de douceur, » au-lieu qu'il n'en eſt pas de mê- » me des autres profeſſions. C'eſt » avoir bien peu étudié cette partie » intéreſſante, que de raiſonner » ainſi. L'agriculture, telle que » l'exercent nos payſans, eſt une » véritable galère. Il eſt auſſi dif- » ficile à un de ces pauvres gens » d'être bon agriculteur, qu'à un » forçat d'être bon Amiral. *Si* » l'agriculture n'eſt encouragée, ſi » elle n'eſt animée avec un ſoin » & des attentions continuelles, » elle languira toujours, & après » elle tous ces arts & métiers eſti- » més ſi néceſſaires. De l'aiſance » du laboureur au contraire vien- » dra la nombreuſe Population; » le ſuperflu des campagnes ſe ré- » pandra dans les villes & dans les » armées, au-lieu que des villes » & des armées il ne revient rien à » la campagne; je dis une attention » continuelle, parce qu'aucune » profeſſion n'eſt ſujette à d'auſſi » fréquents & d'auſſi accablants

» accidens que celle-là. Les maladies épidémiques d'hommes & de bestiaux, la malice des gens de ville & de chicane, la dureté des maîtres, leur éloignement, & la friponnerie de leurs agens, mille autres inconvéniens dignes d'être cités, si je les détaillois, tout, dis-je, dérange & détourne les gens de la campagne. Un horloger laisse une rouë imparfaite, il l'acheve quinze jours après ; mais un jour manqué fait souvent tout perdre au laboureur.

Quant aux moyens de protection, ce n'est pas ici le lieu de les déduire, & au fond on n'a rien à apprendre en France. Les plus utiles ordonnances qui aient jamais été conçues sont signées de la main de nos Rois ; mais malheureusement nos loix sont presque comme nos modes. C'est l'affection seule, c'est le goût naturel & la persuasion de la nécessité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le degré d'attention nécef-

ſaire pour que la vivification de cette partie ſoit entrepriſe & ſoûtenue. Eh! pourquoi ce goût ne prendroit-il pas? Nous avons eu de grands Rois en tout genre, & qu'il ſeroit difficile de ſurpaſſer; je ne ſçais que le titre de *Roi Paſteur*, qui puiſſe diſtinguer nos Maîtres futurs.

Vainement cependant formeroit-on, quand on le pourroit, des écoles d'agriculture; vainement indiqueroit-on des prix & des récompenſes à ceux qui y auroient le mieux réuſſi; des honneurs pour les auteurs de certaines découvertes utiles; des encouragemens pour les eſſais, &c. Ce n'eſt qu'une ſorte d'abondance relative, qui eſt la mere d'une induſtrie noble. L'agriculteur ne tentera rien, s'il n'a la force de perdre ſes avances, & ſi l'eſtime attachée à ſa profeſſion n'engage les hommes riches & éclairés à lui faire part des lumiéres acquiſes, & à le ſoûtenir dans ſes travaux. Enfin cet art par excellence, cet art ſi noble & ſi utile

a beſoin, comme tout autre & plus qu'aucun autre, pour être pouſſé à un certain degré de perfection, de deux pivots néceſſaires à tout; à ſçavoir étude & expérience, ou théorie & pratique; ſans cela, il languira ſans ceſſe.

La néceſſité, dit-on, *eſt mere de l'induſtrie:* proverbe en vogue, parce qu'il tranquilliſe la fauſſe conſcience des riches & des puiſſans: remontons un peu le principe: perſonne ne niera que la pareſſe n'engendre la néceſſité; en conſéquence, *pareſſe & induſtrie* ſeront donc de même lignée. Ce n'eſt ſans doute pas cela que le proverbe a voulu dire. Voici ce que c'eſt. Néceſſité de force eſt mere d'induſtrie, je le ſçais & j'y cours; néceſſité de foibleſſe engendre l'engourdiſſement & la mort; trop d'États l'ont prouvé.

Quoique je me ſois certainement trop étendu ſur quelques-uns des détails que je viens de traiter, je n'ai fait néanmoins que déſigner

les principaux, & j'en ai tant omis & de si nécessaires, que ceci ne paroîtra qu'une ébauche; mais je le répete, presque tout l'Ouvrage servira de supplément à ce qui manque à ce Chapitre; & sur-tout le reste de cette premiére partie & toute la seconde ne sont autre chose que le développement de ceci. Le Titre seul du Chapitre suivant prouve que ce n'est qu'une continuation de celui-ci.



CHAPITRE VII.

L'emploi que l'on fait des terres dépend des mœurs & uſages.

» LE nombre des habitans dans
» un Etat dépend des moyens
» de ſubſiſter, & comme les
» moyens de ſubſiſtance dépendent
» de l'application & uſage qu'on
» fait des terres, & que ces uſages
» dépendent principalement des
» volontés, goûts & façon de vivre
» des propriétaires des terres, il
» eſt clair que la multiplication ou
» décroiſſement des peuples dé-
» pendent d'eux.

Ces paroles ſont tirées de l'Ouvrage de M. Cantillon, qui a été imprimé l'année paſſée. Ce fut, ſans contredit, le plus habile homme ſur ces matières qui ait paru. Ce morceau, qui a paſſé dans la foule de ceux de ce genre que la mode produit aujourd'hui, n'eſt que

la centiéme partie des ouvrages de cet homme illustre, qui périrent avec lui par une catastrophe aussi singuliére que fatale. Celui-ci même est tronqué, puisqu'il y manque le supplément auquel il renvoie souvent, & où il avoit établi tous ses calculs. Il en avoit lui-même traduit la premiére partie pour l'usage d'un de ses amis; & c'est sur ce manuscrit qu'il a été imprimé plus de vingt ans après la mort de l'Auteur.

Le principe qu'il établit ici n'est qu'une suite d'inductions démontrées & tellement liées l'une à l'autre, qu'il est impossible de leur échapper. J'y renvoie ceux qui me nieront les principes. J'aurois pû les répéter ou les extraire; mais d'une part, le rôle de plagiaire ne me va pas; de l'autre, tout est tellement lié dans cet ouvrage, qu'il n'y a pas une pensée à déplacer. On ne peut douter d'ailleurs que la sécheresse de cette lecture n'ait été la cause de l'indifférence avec laquelle on a laissé passer dans la

ſoule un ouvrage tellement hors de pair. Je dois avoir plus de ménagement, en proportion de ce que j'ai moins de mérite. Mes écarts preſque toujours déplacés prouveront moins ſans contredit, mais ils laſſeront moins auſſi ; & comme il ne s'agit point ici de vérités nouvelles & juſqu'à ce jour inconnues, mais ſimplement de l'application de principes connus à notre état préſent, & de raſſembler ſous certains points de vuë les relâchemens & changemens de mœurs qui pourroient devenir maux de l'Etat, & démontrer dans les choſes les plus ſimples en apparence, les chaînons par leſquels la fauſſe proſpérité tient inſéparablement à la décadence, je me pardonne des incurſions qui ne me menent jamais hors de mon ſujet, par la raiſon qu'il renferme tout.

Mieux vaut entretenir des hommes que des chevaux.

Le principe de cet Auteur une fois établi, voyons où il nous conduira. Il eſt donc de fait, que ſi le Prince & les propriétaires aiment les chevaux, ou pour mieux

dire, s'ils employent beaucoup de chevaux; (car les aimer roule plus sur la qualité que sur la quantité) il y aura plus de prairies dans l'Etat, & moins de champs employés à la subsistance de l'homme : que s'ils consomment plus de bois, il faudra plus de terrein destiné à être en forêts en coupe réglée : que la mode de boulingrins, charmilles, parcs, grandes avenuës, chemins d'une largeur extraordinaire &c. ôtent tout autant de terrein à la nourriture de l'homme, qu'il y en a d'employé à toutes ces inutilités.

Si au contraire les mœurs du Prince & des grands propriétaires les portent à entretenir beaucoup d'hommes, la pâture des chevaux décroîtra en proportion.

Autrefois les grands Seigneurs entretenoient un beaucoup plus grand nombre d'hommes. A la vérité le bas domestique consommoit infiniment moins qu'aujourd'hui, qu'on les habille comme des Comédiens, qu'on les nourrit, qu'on

les couche comme les Maîtres ; mais les grandes maiſons étoient pleines de commenſaux d'un tout autre ordre, qui leur faiſoient plus d'honneur & plus d'avantage, qui leur coûtoient moins que des mercenaires, & qui les obligeoient à une décence extérieure de mœurs, utile au maintien de la caſe comme à la ſociété, & honorable en gros à la Nation comme en détail à leur Maiſon. Les Dames avoient auprès d'elles des Demoiſelles, les Seigneurs des Gentilshommes ſouvent d'auſſi bonne Maiſon qu'eux & les uns & les autres des Pages des Ecuyers, &c. C'étoit un débouché pour la pauvre Nobleſſe qui n'en a point aujourd'hui, qu tombe dans les plus viles dérogeances faute d'emploi, ou pou mieux dire, qui n'exiſte preſque plus, en comparaiſon du nombre qu'il y en avoit autrefois.

Nobleſſe. Il n'eſt pas de mon ſujet d'examiner ſi c'eſt un avantage dans un Etat militaire en ſa conſtitution d'avoir une nombreuſe Nobleſſe mai

mais je dis, ſans crainte d'être démenti, que les pauvres laborieux ſont, dans quelqu'état que le Ciel les ait fait naître, la portion la plus utile de la ſociété. Je differterai moins encore pour établir ce que c'eſt que la Nobleſſe; mais ſoit que ce genre de diſtinction ſoit une illuſion abſolue ou non, je crois qu'on peut la définir: *la partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur & de la fidélité eſt le plus particuliérement confié.* Ces deux opinions ſervant à la défenſe & au maintien de la ſociété, il eſt très-important de ne les pas laiſſer éteindre. Les ſervices de l'intérêt coûtent trop cher à l'Etat, ceux de la vanité & de l'honneur ſe payent en monnoie qui ne manque jamais à un Gouvernement éclairé, & économe de diſtinctions. Cependant ce genre d'orviétan ne prend pas également ſur tous les tempéramens. J'ai dit, & je m'en ſouviens, que l'honneur doit entrer dans toutes les profeſſions; mais il en eſt pluſieurs, où l'on

n'y sçauroit penser qu'après le profit, & où l'on dit de bonne foi, comme Petit-Jean, *Mais sans argent l'honneur n'est qu'une maladie.* Quelque ridicule que l'affluence de l'or arrivé en Europe depuis deux cents ans ait jetté sur l'honneur dévalisé, & quoique ce principe de corruption aille toujours en augmentant, il est cependant vrai que rien n'est si aisé que de porter la pauvre Noblesse à se piquer d'honneur, & à se passer d'argent, pourvu sur-tout qu'on l'éloigne des professions où l'on en gagne; car ce seroit être de mauvaise foi que de désavouer, que rien n'est si rare dans les annales de l'humanité, que les duels de l'honneur & de l'intérêt, où le premier ait remporté la victoire. L'or est corrupteur dans toutes les professions; il corrompit Judas; & si l'on écoute les Militaires subalternes, ils vous diront que leurs Majors l'ont presque tous pris pour patron. La noblesse employée dans des métiers d'argent n'en vaudra

donc pas mieux, & vrai-semblablement en vaudra moins : car ayant une fois mis à quartier la vanité domestique, elle ne dérogera pas pour peu. Le Garde-sel noble n'a point appris dans les foyers paternels ce vénérable axiome, *cent francs au denier cinq, combien font-ils ?* mais une fois qu'il est entré dans sa tête accompagné de tous ses rameaux, il regarde ses vieux peres comme de grossiers idiots, & méprise tout le reste de leurs documens. Si au contraire il marche de plein pied à sa naissance, il se rappelle sans cesse que son vieux oncle lui a répété, que le grand-pere s'étoit distingué à tel assaut, qu'un autre ayant été élevé dans une telle maison sauva son jeune Maître dans une embuscade, & refusa de s'attacher à tel & tel qui lui offroient une fortune. Ces idées germent dans son cœur, & le *Laridon* des fermes devient le *César* d'un Régiment.

Cependant quelque multiplié

que ſoit aujourd'hui le Militaire
en France, il s'en faut bien que la
pauvre Nobleſſe n'ait de ce côté-
là le même débouché qu'elle avoi
autrefois. Nos anciennes troupes
& ſur-tout la cavalerie, étoien
alors preſqu'entiérement compo
ſées de Gentilshommes. Dans l'in
fanterie même, Montluc nous di
qu'il n'eut jamais de Compagni
où il n'en eût quarante à la tête
Il la leur faiſoit caſſer à bon mar
ché, en leur diſant qu'il n'avoi
jamais connu beſogne bien fait
que de Gentilshommes. Henri IV
chef pendant long-temps d'un part
proſcrit, obligé de vendre tout ſo
bien piéce à piéce pour ſubſiſter
& qui déja Roi de France ſe plai
gnit long-temps d'avoir tous ſe
pourpoints percés au coude, ſe van
toit néanmoins d'avoir toujours e
quatre mille Gentilshommes autou
de lui, quand il avoit voulu les
appeller. La Cour d'Henri III
cependant n'étoit pas déſerte; cell
des Guiſes & de tant de chefs d
parti qui exiſtoient alors, l'éto

ncore moins, proportion gardée. ully qui n'étoit encore que Carain, entretenoit, dit-il, douze ;entilshommes à la guerre, à deux ents livres chacun. On n'auroit as aujourd'hui un cocher à ce rix. Ce n'est pas de quoi il est :i question. Les douze Gentilsommes de Sully faisoient partie es quatre mille d'Henri IV. mais : mets en fait que dans cent soiante mille hommes d'infanterie ue le Roi a sur pied, on y trouveroit à peine ce nombre de Genılshommes. Pourquoi cela ? La ›auvreté est devenue ridicule, & lans celle de toutes les professions ›ù l'on devroit le moins la craindre, puisqu'on s'y dévoue la tout ›erdre au premier signal, il faut lu bien. On a chargé de faux frais outes les garnisons ; la moitié des ıppointemens va en abonnement le Comédies, de fauteuils, de chevaux de ronde, &c. Les Régimens se piquent d'encherir sur la dépense les uns des autres. On appelle brillans ceux qui payent les plus cheres

auberges, & qui sont en état d'être reçus dans les maisons. Il faut de grosses pensions pour soûtenir tout cela, & les Chefs, sans songer qu'il faudra un jour mener ces gens à la guerre, se hâtent de faire retirer les vieux soldats, & de les remplacer par des gens en état de se soûtenir. La vénalité s'est introduite dans les emplois; en supposant qu'un pauvre Gentilhomme soit en état d'en acheter un à son fils, la pension en souffre; il faut donc des gens de ville. Je veux croire qu'ils seront aussi bons devant l'ennemi que des campagnards mais il s'en faut bien qu'ils ne les égalent pour la fatigue, & par l'attachement à leur emploi, que ces derniers regarderoient comme leur patrimoine. Quoi qu'il en soit, la cherté du service ôte ce genre de débouchés à la pauvre Noblesse. La maison du Roi leur reste: demandez cependant ce qu'il faut de pension à un Gendarme, ou à un Garde du Corps; les plus modérés vous diront six cents livres: & où

ſont les pauvres Gentilshommes qui peuvent donner cela à leurs cadets ?

Il s'enſuit de cette énumération trop longue, mais que j'ai cru importante relativement à la prééminence naturelle à l'eſpece de gens dont je parle, que loin de tourner en ridicule les gens de qualité riches, qui par vanité voudroient conſommer en ce genre de faſte ce que les autres perdent en luxe inutile à l'Etat & ruineux pour eux, on devroit les y encourager.

Les gens dont vous parlez, me dira-t-on, nourriſſoient plus de chevaux qu'on n'en éleve aujourd'hui; la Nobleſſe étoit toujours à cheval, les noms de Connétable, de Marechaux, de Chevaliers, d'Ecuyers, l'habitude où l'on eſt encore de dire un beau Cavalier, un aimable Cavalier, aller bride en main dans les affaires, broncher à chaque pas, & mille autres locutions uſitées, ſont des reſtes de l'intime ſociété de nos peres avec leurs chevaux. J'en conviens; mais

il ne s'ensuit pas de-là qu'ils eussent plus de chevaux que nous : outre que la cavalerie réglée est devenue beaucoup plus nombreuse, à commencer par le Prince le dénombrement de ses écuries excede de beaucoup celles de ses prédécesseurs ; on avoit quelques chevaux de main, mais à cela près, on n'en nourrissoit point d'inutiles. Une grande Dame de ce pays-ci, à qui je vis des chevaux de remise, me répondit : *ce n'est pas qu'il n'y en ait 70 dans nos écuries, mais il n'y en a point qui ait pû aller aujourd'hui.* Quand Bassompiere rencontra cette lingere du pont-neuf, dont il fait une singuliére histoire, il n'avoit qu'un cheval entre ses jambes : c'étoit l'homme le plus brillant de son temps ; aujourd'hui le plus pauvre allant en fiacre, en occupe deux. Il est à remarquer encore que les chevaux répandus alors dans les campagnes où leurs maîtres habitoient, engraissoient de leur fumier la prairie

qui les devoit nourrir, & consommoient la denrée sur les lieux; tous rassemblés aujourd'hui dans les villes, leur nourriture entraîne celle des chevaux de trait qui y ont amené le fourage.

Mais revenons. On ne doit point être étonné que traitant de la Population je cave à fond, quand cela se présente, les objets qui peuvent y servir & y nuire; & puisque je suis à la Noblesse, il me reste encore beaucoup à dire sur cela. Elle est très-nombreuse en Allemagne, & à tel point que les Seigneurs & les Princes même des plus grandes Maisons sont au service des Maisons régnantes, souvent moins illustres & moins anciennes que les leurs. Le droit de primogéniture & la reversion des fiefs assurée aux cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille, sont un appas qui oblige tous ces cadets à se marier, & à épouser des filles pauvres & de haute naissance comme eux. Les enfans de ces Princes & Seigneurs

n'en ſont pas moins des ſujets pour l'Etat, des reſſources pour leur Maiſon ; & fourniſſant toujours de nouveaux ſucceſſeurs, ils empêchent l'inconvénient notable de la réunion des biens de pluſieurs Maiſons en une ſeule.

Aux Etats d'Orléans, ſous François II. & Charles IX. il fut queſtion de faire paſſer en Loi dans le Royaume l'admiſſion des ſubſtitutions graduelles & perpétuelles, comme en Italie ; & par une de ces contrariétés qui conſtatent la bizarrerie de la nature humaine, & qui ſeule a gravé ce fait dans ma mémoire, il arriva que le tiers-Etat y ayant conſenti, ce fut la Nobleſſe qui s'y oppoſa. Si l'on propoſoit aujourd'hui un pareil expédient comme capable de ſoûtenir la Nobleſſe & d'en encourager la multiplication, & conſéquemment comme avantageuſe à l'Etat, on ſeroit ſifflé de toutes parts ; & ceux qui daigneroient répondre au raiſonneur, l'accableroient d'allégations, dont les moindres ſeroient

que ce projet nuit au commerce, & prive le Roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons en détail ces deux objections, comme les principales.

L'échange des propriétés n'est point commerce.

Le commerce est l'échange des nécessités & commodités de la vie, & nullement celui des propriétés. Quand à Paris les loix & les mœurs assujétissent tout à l'encan, on s'écrie que c'est bien fait, que cela fait circuler les meubles & l'argent, que les gens de Justice, les industrieux du bas commerce, les curieux, les inconstans, tout enfin y gagne; & moi je dis que par mille raisons c'est un usage pernicieux; & je le prouve. 1°. Que font donc tous ces gens amassés, qui jouent au plus fin dans le rez de chaussée dévasté de cet Hôtel, qui huit jours auparavant brilloit de meubles utiles & superflus? Les Huissiers hurlent, les Procureurs écrivent, & ce peuple avide de brocanteurs se tend des piéges adroits, tandis que les gens les plus riches n'ont pas honte de s'associer aux usuriers

de profeſſion en ce genre de paſſe-temps, & de venir y braver les quolibets des revendeuſes du quartier. De toute cette foule de gens amaſſés de la ſorte en mille endroits de Paris, il n'y en a pas un qui ne cherche à attraper l'autre, & la bonne-foi eſt bannie de la penſée de tous les individus qui rempliſſent ces dignes aſſemblées. Voilà pour les agens. D'autre part, le propriétaire banniſſant toute décence & toute antique ſuperſtition de reſpect, vend juſqu'à la robe que ſa mere portoit quatre jours auparavant : ſçachant d'autre part que la même choſe arrivera après lui, il incendie comme inutiles & propres à allonger ſon inventaire, mille papiers curieux & ſouvent utiles à la poſtérité, mille choſes qu'on laiſſeroit à ſes enfans volontiers, mais qu'on ne veut pas expoſer à la curioſité des Prépoſés à la Juſtice : la mere ne ſe ſoucie point de faire des meubles comme faiſoient ſes devancieres laborieuſes; tout ſera vendu, dit-elle, &

ſervira à des étrangers. La maiſon eſt appauvrie d'autant, & l'Etat auſſi, puiſqu'il n'eſt autre choſe qu'un amas de maiſons particuliéres, & que le travail d'une infinité de dignes matrones d'autrefois réduit en parties de cavagnole, eſt autant de perdu pour lui. Mais, dit-on, ce changement de meubles, ces achats & reventes continuelles avivent le commerce, & font travailler les ouvriers; & moi je dis que non : non, mille fois, non. Ces meubles vendus dans la ruë de Buſſy vont être tranſportés dans la ruë Dauphine; on ne les uſe point en chemin, ils ſervent à quelqu'un, ils ſont à la vérité plutôt paſſés; mais c'eſt que celui qui les fit le premier, prévoyant leur ſort les avoit fait à vie. La mal-façon n'eſt un gain pour perſonne, & je ſoûtiens qu'on fait plus de meubles dans les pays où on les conſerve, que dans ceux où ils ne paſſent jamais une génération. Entrez dans la maiſon de ces nouveaux établis : un appartement brille de fraîcheur,

de dorure & de boiſerie une fois faite, tout le reſte eſt nud. Voyez des Palais dans le pays où le mobilier fait partie de la bonne maiſon : les murs ſont couverts partout, tout eſt plein, & les garde-meubles le ſont auſſi : cependant on y travaille toujours, le temps uſe & prend plus ſur la quantité que ſur le peu ; on remet à la mode, on remplace le vieux, à peine eſt-on meublé d'hiver à fond, qu'on veut l'être d'été. Après les meubles ordinaires, on amaſſe ceux des occaſions, des nôces, des couches, &c. Les Châteaux viennent après les maiſons de Ville ; l'on ſe pique du ſuperflu, & une maiſon eſt auſſi riche de ce qui eſt en reſerve, que de ce qui paroît ; en un mot, on y travaille ſans ceſſe, tandis qu'à la reſerve des fous, ce n'eſt qu'une fois dans la vie qu'on ſe meuble à Paris, où ce prétendu revirement de meubles ne fait vivre que des fripons qui éveillés comme ils le ſont, euſſent été utiles en quelqu'autre profeſſion.

Cet exemple que je crois vrai de très-bonne-foi, & que j'ai été chercher dans la partie de l'industrie la moins contestée, pourroit faire douter si l'on ne se trompe pas très-fort en honorant du nom de commerce tout ce qui est mouvement. Ce n'est qu'un esprit faux & un cœur gâté qui peut regarder comme commerce l'agio, le courtage, l'intrigue, le maquerellage, & autres trames de l'intérêt, de la malice & de la mauvaise foi; autrement le diable seroit le premier des commerçans.

Utilité de l'exclusion des fiefs pour la roture.

Je pourrois prouver également que le revirement continuel des biens & des fortunes n'est point un avantage pour le commerce; mais il n'est question ici que des fiefs. Quel mal feroit au commerce, que les fiefs fussent assurés dans les races? J'ai déja dit que cela perpétuoit les vieilles souches en engageant les cadets à se marier, maintenoit l'esprit de subordination & d'union parmi les habitans de la campagne par l'antique respect pour

le ſang du Seigneur, le goût de propriété dans les familles, & la ſplendeur dans celles que les exemples domeſtiques engagent le plus à tâcher de mériter de la patrie. Qui donc y perdroit ? Les Notaires, & les gens qui vivent de procès.

On dira peut-être que cela ôte l'émulation dans la partie induſtrieuſe des ſujets; que chaque barriére miſe à l'ambition en eſt une au travail, dites mieux, à la cupidité : mais je le nie. Les Hollandois, qui ont jadis pouſſé le commerce & ſes ſuccès plus loin qu'aucune autre nation, n'avoient point en vuë de devenir M. Le Marquis un Tel, & l'on ſçait que ſans Marquiſats ni Comtés, de ſimples particuliers de cette floriſſante République offrirent de faire la guerre au Roi de Dannemarc à leurs dépens.

On ſe plaint à bon droit, & l'on regarde comme un vice très nuiſible à la conſtitution de la Monarchie l'ambition générale que chacun a en France de faire ſon

fils noble, & conséquemment inutile à tout bien en un pays, où il ne reste de débouché à la Noblesse, que celui de sous-entendre les neuf dixiémes de ses enfans, pour qu'il reste au fils unique de quoi vivre conformément à ce que la vanité du pere appelle son *état*. Le Magistrat veut prendre l'épée, parce qu'il est établi que l'état de juger les hommes ne convient pas à la haute Noblesse; le Négociant veut devenir Magistrat pour faire ensuite le même saut. Le Financier, à qui l'or fournit la plus brillante & la plus unie des perspectives, prend le plus court, & appelleroit volontiers le plus étourdi de ses enfans M. le Ministre ou M. le Conseiller d'Etat, comme on désigne quelquefois M. l'Abbé dès l'âge de cinq ans. Le fils du paysan devient Procureur, & celui du laquais Employé. Si au lieu de cela le Magistrat ambitieux & secondé de la fortune dans son état recommandoit uniquement à sa famille de penser à l'illustrer, en donnant à

l'Etat des du Harlay, des de Thou, des Lamoignon, des Talon &c. le Négociant, des Crozat; le Financier, des Jacques Cœur; le Manufacturier, des Van-Robès: si le paysan ne songeoit qu'à améliorer son bien & rendre ses enfans habiles & laborieux; tous deviendroient plus industrieux, plus accrédités, plus en état de se soûtenir, & de profiter des fondemens jettés par leurs peres. Chaque profession élevée dans la modestie & dans une tournure de mœurs uniforme & propre à son état, n'en donneroit pas moins des sujets à la patrie; mais le fils cadet d'un Magistrat ne dédaigneroit pas de paroître au Barreau; celui du Négociant, de devenir Armateur; celui du Financier occuperoit les emplois de détail; le fils du Manufacturier chercheroit à établir des métiers où il n'y en a point; & le fils du laboureur iroit en journées. Loin que les pépiniéres de l'Etat fussent affoiblies par la modération des peres, elles deviendroient plus

abondantes. La nature inſpire d'aimer ſes enfans, l'orgueil, de les craindre ; & le ſurabondant de chaque profeſſion fourniroit aux portions ſtériles de la ſociété, comme ſoldats, matelots, &c.

Sans que je m'épuiſe en dialectique, tout homme de bonne-foi ſentira la vérité de ce que je dis ici ; & les gens ſenſés ſe plaignent chaque jour que la folie d'autrui les mene beaucoup plus vîte qu'ils ne voudroient.

Ce n'eſt pas que dans mes rêveries je prétendiſſe faire revivre la police intérieure des anciens Egyptiens, où par une loi fixe perſonne ne pouvoit exercer que l'état de ſon pere. Indépendamment des inconvéniens de ce genre d'eſclavage preſcrit à la nature, je ſçais que les loix ne ſont rien ſans les mœurs. Si j'avois à dire mon avis ſur celle-ci, je l'aurois conſervée en partie & abrogée en l'autre. Il n'eût jamais été permis de monter, mais toujours de deſcendre, chacun ſelon ſon talent. Mais les Etats

ne ſe gouvernent pas par des ſpéculations; & à cet égard je reviens au principe que j'ai établi ci-devant, & qui ne ſera pas conteſté, je crois, par les gens de bon ſens. C'eſt que, ſans contraindre perſonne, il faut honorer chaque profeſſion relativement au degré d'utilité premiére, & bientôt ce moyen doux éteindra plus de la moitié de cette ambition deſtructive, qui fait que chacun ne demeure dans ſon état que par force, & ne regarde le travail que comme un paſſage épineux pour arriver à la jouiſſance.

Il réſulte de ces ſpéculations, que l'excluſion des fiefs pour la roture, & conſéquemment l'extenſion des loix privilégiées propres à les conſerver dans les familles, ne ſeroit point un mal pour le commerce; au contraire, auſſi-tôt qu'un Commerçant, qu'un Financier &c. a acheté des terres, il prend goût à l'eſprit de ſupériorité, il dédaigne lui-même ſa premiére profeſſion, moyen ſûr de la

faire dédaigner aux autres ; son argent & son industrie sortent du commerce, & tout y perd. Il ne s'agit donc plus que de répondre à la lésion & diminution des droits du Roi.

Il est certain que la vassalité devant des droits à la mutation, tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits. Il en est d'autres de centiéme denier, contrôle, insinuation &c. sur les acquisitions ; le tout ensemble fait un objet considérable. Je répons à cela, 1°. Que les principaux de ces droits ne sont pas sans doute si rapportans qu'on le dit, puisque des Charges très-peu financées en exemptent, & donnent encore la Noblesse par dessus le marché, & qu'en supposant que ces Charges aient été créées dans des temps de nécessité, du moins auroit-on songé à les rembourser depuis & à les eteindre, si les exemptions qu'elles multiplient à l'infini, attendu qu'elles passent sur la tête de presque tous

les forts acquereurs, étoient si nuisibles.

2°. Que loin de grossir les substitutions en les étendant, je les diminue en effet ; car le plan sur lequel je raisonne, ne comprend que les fiefs, & ce qu'on peut appeller biens féodaux ; au-lieu que dans l'état actuel un homme substitue tout son héritage, tant fiefs que biens ruraux, maisons & souvent même les meubles ; c'est-là ce qui est fait pour être mis dans le commerce, & non les fiefs qui, tels que je les représente dans mon exception, ne sont presque autre chose qu'autorité, droits & prééminences.

3°. Si, se conformant sur cet article aux loix de l'ancienne féodalité encore en vigueur en Allemagne, il étoit établi qu'au défaut de la ligne masculine, la reversion des fiefs viendroit au Roi, & que Sa Majesté s'en réservant la nomination voulût s'astreindre à ne les point donner à des Maisons

déja établies, mais à des cadets de bonnes Maisons, avec obligation de prendre le nom & armes du fief ; ce droit de nomination qui dans des Etats d'une aussi vaste étenduë que les siens, remettroit sans cesse de nouvelles graces de ce genre dans ses mains, & lui attacheroit plus particuliérement encore la Noblesse, s'il étoit possible, n'équivaudroit-il pas une partie du revenant-bon en argent, qu'on prétend que cela diminueroit, & que je nie ?

4°. S'il est vrai que la Population soit une richesse pour tout le monde, comme la chose est démontrée, puisque où il y a plus de gens obligés de vivre de travail, les services de nécessité respective pour tous les hommes deviennent à meilleur marché, à plus forte raison l'est-elle pour le Prince, qui de tous est celui qui paie le plus de services. Or diminuer le prix des services, n'est-ce pas augmenter ses revenus ? Cet arrangement est, selon moi, un moyen de mul-

tiplier ſa nobleſſe ; elle ſeule alors rempliroit ſes armées, ſa garde ; ſa marine militaire, &c. Elle ſe pique d'honneur naturellement. Il ne faut à cette monnoie-là d'autre garde du threſor qu'un gouvernement économe d'honneurs, & prodigue de conſidérations & de louanges, & cependant c'eſt le plus puiſſant des mobiles, & le plus inépuiſable des threſors.

Mais, dit-on, l'épuiſement continuel des vieilles ſouches ſe répare par de nouveaux Nobles qui dans la ſuite ſe confondent avec les anciens. C'eſt préciſément l'inconvénient dont nous nous plaignions tout-à-l'heure. Mêlez du vinaigre avec du vin, vous les gâtez l'un & l'autre. La haute Nobleſſe, qui n'a preſque plus, il faut l'avouer, conſervé de l'antique généroſité de ſes ancêtres qu'une fade oſtentation de ſes vieux titres, ne conſentira jamais à reconnoître les intrus comme étant de ſon corps ; le préjugé même de la nation l'y autoriſe, & à la réſerve de certains noms illuſtrés

illustrés par de grands hommes & de dignes commencemens, tout le reste est rejetté, & tel homme est lui-même dans le cas, qui en établira le principe devant ceux à qui il croira en imposer. D'ailleurs, ces portes d'anoblissement ont été si fort multipliées que le ridicule s'en est mêlé, plaie incurable chez les François. Qu'est-il arrivé de cela? que l'une & l'autre Noblesse est tombée dans le mépris, & que la considération de l'argent, maladie plus redoutable pour un Etat que la peste & la famine, regne aujourd'hui sans rivale. Retenons chacun dans son état; n'employons à les multiplier que les moyens qui sont propres à chaque profession. Dès qu'on voudra se rappeller en pratique où gît le véritable honneur, il s'en trouvera assez pour tout le monde.

Les Chapitres d'hommes & de filles sont encore une ressource pour la Noblesse d'Allemagne, ressource très-estimée & peu coûteuse. L'orgueil de la naissance, & la distinc-

tion de l'ordre & du genre font plus de la moitié des avantages des perſonnes admiſes dans ces corps reſpectables, & s'il y a quelques places lucratives, le grand nombre l'eſt très-peu; mais la Nobleſſe eſtime ces débouchés qui font un état pour ſes enfans, & dans la crainte de s'en fermer l'entrée vient y chercher des femmes à qui leur naiſſance ſert de dot. La Nobleſſe en France a, au-lieu de ce ſecours, celui des méſalliances. On peut dire de ce joli mot ce que M. Boſſuet diſoit de la fréquentation des ſpectacles, *Il y a de grands exemples pour, & de fortes raiſons contre.* Examinons encore cet article.

Méſalliances. Ces alliances, dit-on, relevent l'ancienne Nobleſſe, dégraiſſent les gens à argent, les civiliſent d'une part, & de l'autre rapprochent de la ſociété privée la morgue de la Nobleſſe, remettent en circulation l'argent engorgé dans un petit nombre de caiſſes, & diminuent inſenſiblement l'oppoſition & la haine invétérée entre deux ordres d'autant

lus difficiles à amener à la con-
orde, que la profeſſion bien ana-
ſée de l'un eſt de tout demander,
: celle de l'autre de tout prendre.
'oilà, je crois, tout ce qu'on peut
ire en faveur des méſalliances; du
ıoins ai-je preſque ſué pour en
ouver tant, & cependant j'ai en-
e de rire du poids de ces puiſ-
ntes inductions.

Mon deſſein ici, ni nulle part,
eſt pas de ſcandaliſer perſonne,
ſi quelqu'un ſe trouve bleſſé,
le prie de croire cependant que
ıi crayonné mes tableaux le plus
gérement que j'ai pû, & que per-
adé que les plaies en écrit de-
eurent, je tâche d'écrire, comme
voudrois l'avoir fait le jour qu'il
e faudra rendre compte à Dieu.

En conſéquence, ſans faire diſ-
ıction entre certaines méſalliances
opinion, & d'autres qui ſont hon-
uſes par la ſource des richeſſes
ıe l'on partage, je dirai qu'en gé-
éral & par les raiſons & principes
ıe nous avons déduits ci-deſſus,
ı ne ſçauroit trop accoûtumer les

différentes classes à s'allier entr
elles, & à conserver comme u
dépôt sacré les mœurs & usage
de leur état ; je dis les bons, & j
pourrois même à certains égard
dire qu'il vaut mieux que les mau
vais se concentrent que s'ils se ré
pandent. Par exemple, si le fils d'u
voleur épouse la fille d'un fripon
au fond il n'y aura qu'un ménag
de gâté, au-lieu qu'ils auroient ét
très-propres à en gâter deux.

Ce Magistrat qui épouse une fil
de la Cour se désallie, (si l'on n
veut appeller cela se mésallier
aussi désavantageusement que so
voisin, qui devient gendre d'un Fi
nancier. La Demoiselle met sur so
vernis d'impertinence natale un
dose du gourmé de la Présidence
& bientôt elle dédaigne la Maiso
où elle est entrée, parce qu'elle n
peut aller à la Cour : elle trans
plante les grands airs, elle distin
gue les cousins titrés, ses enfan
maudissent la simare qui ne va pa
avec des talons rouges ; le titre d
Président les offense, quoiqu'i

e veuillent pas perdre la Charge ;
s ſont Marquis, & s'ils n'en peu-
ent avoir l'accoutrement qu'à la
ampagne, du moins en ont-ils la
atuité & l'équipage. Tout cela con-
omme, l'ancienne gravité ſe perd
vec l'étude, & la ſalle d'audience
es péres n'eſt plus fréquentée que
ar des créanciers & des muſiciens.
)'autre part, le voiſin enfinancé
reçu un petit bijou qui n'a plus
ien de l'accent Picard ou Gaſcon
e M. ſon pere, le couvent & les
naîtres y ont mis bon ordre : elle
ſt pleine de talens, accoûtumée
ux flatteries des valets, & farcie
le ces hauts axiomes de généroſité,
ju'il ne faut porter ſes robes qu'une
aiſon, que des deſſeins nouveaux,
out donner à ſes femmes, avoir
ın garçon perruquier pour ſes gens
ıfin qu'ils ſoient en état de paroître
lans l'appartement, un plumet,
les rênes & des harnois de cou-
eur, des chevaux neufs, du vernis
le Martin & ce qui s'enſuit. La
elle-mere qui avoit compté que
400000 liv. font 20000 liv. de

rente, qu'une femme doit coûte dans une maison réglée 6000 liv par an, & que les 14. autres se roient accumulées pour l'établisse ment des enfans à venir qu'elle voi déja par douzaines autour de so fauteuil, laisse patiemment passe les jours d'engouëment de nôces hoche la tête quand on parle d spectacles, de bal, de l'Opera &c mais espere que cela finira : tout s succede cependant, elle prend ma son temps, hazarde ses axiomes & l'on bâille : tandis que l'impru dente maman va réfléchir aprè coup, & considere charitablemen avec quelques amies qu'elle a fai une sotise par telle & telle raison on démeuble dans le bas : les lam pes économes qui éclairoient so antichambre font place à des bra dorés, les porcelaines, les verni l'éblouissent de toutes parts ; la cui siniére vigilante est remplacée pa un chef qui se reserve trois jour par semaine, & qui les quatre au tres fait travailler son aide ; le valets fidèles du vieux temps fuien

en pleurant tant de dégâts ; bientôt leur Maîtresse les suit, & va dans un appartement étranger déplorer les vices du temps. Les premiéres couches la rappellent : on lui annonce une fille ; *nous aurons un garçon une autre fois*, dit la vieille mere. *Oh ! pour celui-là, je vous demande excuse*, répond l'accouchée, *le métier n'en vaut rien, & je ne suis pas d'humeur à me sacrifier pour ma postérité. J'aime déja cette petite à la folie, & je veux qu'elle soit héritiére ;* & faquins d'applaudir. La même chose leur étoit arrivée la veille chez la Demoiselle qui avoit eu l'insolente cruauté de dire que ce n'est pas la peine de faire des enfans, quand on n'a pas un nom à leur donner. Laquelle des deux vaut le mieux pour la famille où elle est entrée, & pour y conserver l'ordre, la décence & les mœurs ?

Les principes dans lesquels j'écris, me font supprimer beaucoup d'autres raisons & de détails. Je conclus que mélanger ainsi les

états, c'eſt tout détruire, tout avilir, & ne relever rien que l'or & l'argent. Or un Etat, où la cupidité & les richeſſes ont la prééminence non diſputée, eſt une aſſemblée de voleurs publics ou déguiſés, de brigands civiliſés, dont les uns ſont en pleine chaſſe, d'autres à l'affut, & qui dans le fait occupés à s'entredétruire, feront bientôt juſtice les uns des autres, ſans que la foudre s'en mêle.

Dans un Etat conſtitué comme la France, il faut que la Nobleſſe ſoit fiére, brave, pauvre, & s'en pique : que la Magiſtrature ſoit grave, juſte, auſtére, économe, & s'en pique : que le Commerçant ſoit laborieux, entreprenant, franc, indépendant, ſimple, & en faſſe gloire : que la Finance ſe confonde & ſe répande dans le commerce, loin de l'opprimer & de le mépriſer : que l'Artiſan ſoit induſtrieux, vigilant, réglé dans ſes mœurs, borné dans ſa conſommation : que le Laboureur enfin & l'Agriculteur (cet ordre d'hommes

récieux par lesquels j'aurois dû ommencer) soit infatigable, ho- oré, chéri, protégé, soulagé, ncouragé de façon qu'il fasse en- ie à tous les autres états par son onheur, sa liberté, sa joie, sa anquillité, & par cette pureté atriarchale de mœurs, dont la ampagne est la véritable & l'uni- ue patrie.

Cette digression sur la Noblesse aroîtra certainement longue, & eut-être partiale. J'ai assez témoi- né ci-devant quel cas je faisois es petits & combien je les hono- ois, pour n'être pas à cet égard ccusé de prédilection. Je finis nême cet écart en rentrant dans universalité des classes de citoyens. e n'ai traité de cet état-ci en par- culier, que parce que c'est assu- ément de tous le plus inconnu n un pays où la pauvreté devient ice ou *bien pis*, comme disoit uelqu'un, & parce qu'il est le lus utile après l'agriculteur, dans n Etat où l'on connoît le prix

de l'honneur & de la gloire. R
venons.

J'ai dit que la multiplication d
chevaux dans un Etat eſt un ma
& que nous étions atteints de
mal. Il m'eſt quelquefois venu da
la tête un projet qui pourroit êt
bon, & qu'au pis aller je donn
au public pour ce qu'il me coût

Capitation ſur les chevaux

On a de tout temps regardé
capitation comme un impôt trè
onéreux. J'ai ouï & lû force d
clamations où l'on diſoit que c'e
vendre l'air au citoyen ; que c
impôt connu ſous les Empereu
Romains fut un des ſignaux de
décadence de l'Empire, & l'ur
des cauſes de l'aliénation des Pr
vinces, qui bientôt aimerent mieu
recevoir les barbares, & jouir d
leur prétendue franchiſe ſous l'en
pire le plus dur & le plus abſolu
que de ſe voir rongées & dévorée
en tous les ſens par les exacteu
publics d'un Empire fiſcal. L
Prince même, qui forcé par la n
ceſſité établit parmi nous cette ſor

de tribut, en avoit un tel dégoût, que dans les temps les plus calamiteux des fins de son régne il pressa souvent son Conseil des finances de trouver les moyens de lui faire tenir sa parole en le supprimant, sans que ses coffres alors si épuisés en souffrissent trop. Ces sortes de discussions me sont défendues, & par goût, & par devoir de Sujet ; mais en supposant que la chose parût ainsi au Prince, & à ceux qui sous lui ont le droit de l'examiner, j'ai un projet tout simple à proposer à cet égard.

Je transporterois la capitation de l'homme sur les chevaux. Je me vois siffler ; car me dira-t-on, on a trouvé moyen de capiter l'orgueil ici-bas. Ce Gentilhomme qui fait un procès-verbal, où il transforme des buissons en Paroisse pour faire ériger son fief en Marquisat, sollicite & paie la permission d'avoir cent cinquante liv. de capitation pour sa seule personne. Ce Marquis bruyant, qui promene en glissant sur le parquet de Versailles les

talons rouges que ſon petit-fils payera, qui ſe met en quatre pour devenir Duc, demande deux mille livres de capitation. Or votre ſomme deviendra courte d'autant, car on ne ſçauroit titrer un cheval.

Je ſoûtiens que la ſomme pourroit devenir égale à peu-près. Penſez-vous que ces Marquis & ces Ducs ſoient abſolument dupes en cela, & qu'ils ne ſçachent pas ſe retourner de façon que la Cour leur rende au centuple ce qu'elle leur prend? je vous le demande. Je voudrois donc qu'on capitât les chevaux; ceux de labourage très-bas, ceux de charrette formeroient la ſeconde claſſe, ceux de bât & de tranſport la troiſiéme, ceux de voitures publiques, meſſagers, de voyage actuel en un mot la quatriéme, ceux de monture de parade & de courſe la cinquiéme, ceux de trait enfin pour le carroſſe ſeroient la plus haute claſſe.

Mais, me direz-vous, vous mettrez tant de monde à pied, que la capitation en viendra à rien. Je

répons à cela, 1°. qu'il n'en seroit rien. La vanité est plus forte que la raison & même que l'avarice. Voyons-nous, lorsqu'il arrive des chertés excessives de fourrage, chose très-commune à Paris, que les réformes de chevaux soient en quelque proportion avec l'augmentation de leur dépense? A l'égard de leur taxe, chacun en garderoit du moins au prorata de ce qu'il paie aujourd'hui de capitation.

2°. Supposons un moment que cela diminuât considérablement le nombre des chevaux, supposons encore que cette diminution fût un mal, tandis qu'il est déja démontré que ce seroit un bien; si cela fait cet effet sur les chevaux, on ne peut nier qu'il ne le fasse sur les hommes, & tout est dit dans mon systême en avouant cela.

Je ne doute pas que plusieurs d'entre ceux qui me lisent ne pensent intérieurement qu'il vaut mieux pour un Etat, ou du moins pour les individus qui le composent,

qu'il y ait moins d'hommes, mais aiſés & conſommans à leur fantaiſie, qu'un plus grand nombre néceſſités à la ſobriété & à la modeſtie. Ce petit ſentiment honnête eſt bon au même uſage que le ſonnet du Miſantrope; mais outre qu'il eſt infame & cruel, je prouverai bientôt qu'il eſt faux & erronné. On m'objectera encore, que depuis que la capitation eſt établie dans le Royaume, loin que la recette en ait baiſſé, elle a toujours été en augmentant, preuve que la Population eſt accrue. Que quiconque ramene à la preuve le contraire des faits, aille faire des terriers & recevoir des reconnoiſſances dans la campagne; il trouvera un mauvais village où il y avoit une petite ville, un hameau à la place d'un village, une maſure déſignant un hameau, *& campos ubi Troja fuit.* Il y a plus de champs défrichés dans pluſieurs cantons, j'en conviens, mais moins de maiſons; d'où vient cela? C'eſt qu'on grate les friches & les cô-

teaux pour en tirer la ſubſiſtance de quelques années, & les laiſſer enſuite appauvris & pelés pour jamais, au-lieu qu'ils étoient du moins autrefois couverts de bois ; mais le fonds du territoire eſt moins cultivé, moins fumé, & rend infiniment moins généralement parlant.

Si la recette de la capitation a augmenté, c'eſt que 1°. ces ſortes de régies ſe perfectionnent en vieilliſſant, & que tel qui ſçavoit autrefois s'y ſouſtraire, ne peut échapper aujourd'hui ; qu'on avoit d'ailleurs certains ménagemens alors pour accoûtumer les peuples, & ſur-tout les Nobles, à la premiére impoſition perſonnelle inventée depuis l'établiſſement des peuples du Nord. 2°. Que les taxes particuliéres ont crû arbitrairement.

Mais je mets en fait que le nombre des capités a de beaucoup diminué, à prendre le tout enſemble. Ce n'eſt pas cet impôt que j'accuſe de la diminution. En gé-

néral je ne ſuis pas trop porté à regarder les impôts comme des principes de dépopulation, ſi-tôt qu'on aura ſoin de faire retrouver au payſan le fruit de ſon travail en ſus de ce qu'il paie pour acheter tranquillité & protection ; mais en admettant que dans l'exécution de mon projet il diminuât le nombre des chevaux, c'eſt un bien, ſi le nombre d'hommes en augmente ; & en ſuppoſant que les choſes demeurent comme elles ſont, le fiſc y gagne toujours l'honnêteté du procédé avec ſes ſemblables.

Il n'eſt qu'une ſeule & unique façon de juger de la ſtable & ſolide proſpérité relative d'un Etat ; & cette façon-là quelle eſt-elle ? Eſt-ce par la redoutable puiſſance de ſes armées ? En ce cas les Tartares ſont les plus heureux peuples de l'univers. Eſt-ce par l'autorité du Prince & la pompe de ſa Cour ? j'en doute, car le ſiècle de Neron eut plus que tout autre ce genre de proſpérité. Eſt-ce par le nombre des places fortes qui défendent ſes

frontières ? foibles appuis si l'intérieur est vuide, force comparable à celle des pyramides, masses effrayantes au dehors & qui ne renferment que des cadavres. Est-ce une marine puissante ? mais Carthage, que ses propres sujets mirent à deux doigts de sa perte, Carthage qu'une seule bataille donnée sous ses murs abbatit pour jamais, eut ce genre d'avantage plus que toute autre. Est-ce enfin d'y voir fleurir les arts ? Sans doute, mais il reste à sçavoir lesquels ; & sans entrer à présent dans cette discussion, c'est l'agriculture : c'est elle seule qui au coup d'œil donne l'air de prospérité à un pays, & qui dans le fait la démontre.

Où la campagne est riante, Prosperité.

Par-tout où le peuple est heureux & tranquille, la campagne sera riante, peuplée, abondante, couverte de bestiaux & de fourrages. Par-tout où vous la verrez ainsi, comptez que le goût de propriété, celui du pays, du canton &c. est très-vif dans le particulier ; que chaque individu s'intéresse sans

même le fçavoir, au bien public que le Gouvernement eft affermi que l'Etat enfin eft, proportionné ment à fes avantages naturels, e pleine profpérité.

Les Anglois admirent, dit-on nos villes & nos chemins, & pleu rent fur nos campagnes; fi jama Anglois fçut pleurer nos défavar tages. Je crois le premier poir pour une douzaine de nos vill principales. A l'égard des chemin j'en ai dit autre part mon avi Mon deffein n'eft pas d'examine & encore moins de dire fi l étrangers fe gouvernent mieux q nous, mais de préfenter quelqu objets où nous pourrions mieu faire. Je remarque feulement e paffant, que Paris même, cet ville prodigieufe où le luxe & l'i duftrie femblent rivalifer & fe di puter l'empire, quoiqu'en effet l premier gagne du terrein chaq jour, Paris, ce gouffre de France & des François, dont territoire réel s'étend à deux cen lieues à la ronde, & qui fecond

d'une armée de colifichets, impose des tributs à tous les esprits frivoles du monde entier, Paris enfin, malgré toute sa magnificence, ne montre nulle part ces traces d'amour du public dont les moindres villes des anciens étoient décorées.

Ces portiques, ces places, ces théatres, ces aqueducs, ces bains publics, & autres monumens dont les restes après deux mille ans sont encore notre étonnement, étoient presqu'uniquement pour l'usage du peuple, & souvent dans des villes médiocres. Chacun alors s'approprioit les ouvrages & commodités publiques, & les croyoit à soi comme un honnête bourgeois de Paris se croit possesseur des revenus de la Paroisse, dont il est Marguillier.

Si l'on en excepte les quais & quelques ponts de Paris, y voit-on rien qui porte la même empreinte. Il y a trois spectacles, deux sont des jeux de paulme, le troisième est un monument de l'amour paternel du Cardinal de Richelieu

pour une piéce de théatre qu'il avoit adoptée , & aucun n'a ni la grandeur , ni les commodités & iſſuës convenables. L'Hôtel de Ville conviendroit à peine à une ville du troiſième ordre ; Nul emplacement deſtiné aux fêtes publiques ; nulle fontaine digne par ſes eaux d'un hameau décoré : les beautés en un mot de cette grande Ville ſont toutes diſperſées , ſans que l'une donne du luſtre à l'autre, comme on le remarque à Rome , & ſont toutes dues au luxe & à la vanité des Princes & des particuliers. Quelle différence cependant de l'honneur qu'eût fait au Prince & à la Nation la prodigieuſe dépenſe faite à la machine de Marly , ſi les eaux , qu'éleve cette machine, au-lieu d'aller ſe perdre dans les vaſtes déſerts de Verſailles , étoient deſtinées à deſcendre en fleuve dans les rues de Paris , & y former des fontaines telles que celle de la place Navonne !

Si Louis XIV. fût né dans une nation moins Gothique que ne l'eſt

encore la nôtre ſur tout ce qui eſt amour du public & interêt bien entendu, certainement ce Prince, de qui tout ce qui avoit l'air grand ſaiſiſſoit l'imagination, auroit du moins autant goûté ce faſte public dont il nous a même laiſſé pluſieurs monumens, tels que ſes Arſenaux, les Invalides, les portes de Paris, que cette magnificence privée à laquelle il a ſacrifié tant de tréſors, & qu'on lui reproche à bien des égards dès aujourd'hui.

On a voulu l'accuſer d'un ſentiment aveugle & barbare, en ſuppoſant qu'il regardoit la France entiére comme ſon patrimoine acquis & réuni par les armes de ſes ancêtres, & que croyant à ſa Couronne des droits plus étendus qu'à toute autre, il imaginoit que tout étoit à lui. On ne peut diſculper ce Prince, ſi grand d'ailleurs, d'avoir eu des notions quelquefois trop fiéres de ſon autorité, de ſon titre, & du droit public. Il ſeroit difficile de prouver auſſi que toute la France n'eſt pas au Roi, comme

le Roi eſt à la France : il n'y a, à cet égard, qu'à s'entendre. Le droit & le fait parlent aſſez ſans énumérer davantage ; mais ſi l'on entend par ſon idée de domination, qu'il croyoit exclure toute autre propriété, on le ſuppoſe fou, & jamais homme ne le fut moins.

Cependant quand il ſe ſeroit cru propriétaire de l'Etat entier, il n'en auroit été que plus aiſé de le porter à décorer ſa ville de Paris, à faire jaillir des eaux dans des places publiques plutôt que dans des boſquets, à faire des canaux d'arroſage plutôt que des perſpectives pour ſon Château.

Diſcours d'un Barbare au Roi.

La vanité d'ailleurs l'a emporté à ſe graver ſans ceſſe dans ſes monumens, & à ſe nommer en marbre le Divin Louis, l'Homme Immortel, &c. Ce fut la faute des hommes de ſon temps. Je voudrois quelquefois que le Roi pût entendre l'idiome d'un barbare. » Sire, » lui dirois-je, Votre Majeſté » n'a-t-elle jamais penſé que l'air » impératif & dédaigneux qu'on

donne à vos ſtatuës, eſt ou puérile ou fâcheux. Céſar, Cromwel & autres, nés ſimples particuliers, & qui à force de crimes & de travaux étoient parvenus à commander à toute leur nation, pouvoient être flattés de graver en bronze cette domination qui étoit leur ouvrage; mais vous, *Sire*, qui dès l'âge de ſix mois receviez les hommages des Ambaſſadeurs, qui à cinq ans donniez des loix par droit de naiſſance & d'amour des peuples, qui n'avez jamais enfin connu un égal, vous avez mille vertus, mais n'en euſſiez vous aucune, tout le monde vous obéiroit également. Il eſt donc inutile de commander en Piedeſtal. Ordonnez qu'on vous y place tendant les mains à une populace empreſſée, la regardant avec des yeux de pere, & lui diſtribuant vos tréſors; & qu'on liſe en inſcription au-deſſous: *Louis élevé pour mieux voir les beſoins de ſon peuple.* Qu'un canal de com-

» munication de la Saone à la
» Loire ait pour toute inſcription
» celle-ci : *Louis a voulu que ſes*
» *enfans de telle & telle Province*
» *connuſſent l'abondance, & ils*
» *l'ont connue.* Qu'un Edit meſuré
» occaſionne une Médaille, & qu'on
» y liſe : *Louis trouva dans ſon*
» *Royaume la capitation ſur les*
» *hommes, il délivra ſes freres*
» *& capita les chevaux.*

J'imagine que le Prince regarderoit comme un animal rare celui qui lui tiendroit ce langage, & avoueroit que malgré ſa ſingularité, les idées de cet homme lui en auroient fait naître de tout autrement douces, que celles qu'il avoit eues juſqu'ici.

C'eſt cependant à peu-près ce que je dis moins en bref dans la totalité de ces réflexions ; mais revenons.

Il eſt donc de fait que notre Capitale n'a preſque rien de digne de l'admiration des étrangers, à plus forte raiſon en peut-on dire autant de nos villes du ſecond ordre

&

& s'il est vrai que les Anglois les admirent, c'est en les comparant aux leurs, qui, à leur Capitale près, ne sont presque que des villages riches & bien bâtis.

Mais ces Villes enfin, qui ont quelqu'air de splendeur, & qui tous les jours s'aggrandissent & se décorent, aux dépens de combien de Villes champêtres, de bourgs, de villages & de hameaux reçoivent-elles cet accroissement fictif? Je dis fictif, parce qu'à la reserve de quelques-unes d'entre elles que le commerce a enrichies, toute cette augmentation n'est qu'en murs & en pierres. Paris, qui depuis la mort d'Henri IV. s'est exactement accru des deux tiers, n'a cependant dans le réel de son dénombrement qu'à peu-près le même nombre d'habitans qu'il avoit sous ce regne; mais quatre familles de gens considérables occupoient alors une maison, qui ne suffiroit pas aujourd'hui à un artisant. Le même travail qui suffisoit à la consommation d'une famille de douze per-

ſonnes ſelon la façon de vivre d'alors, n'en entretiendroit pas deux ſelon celle de nos jours ; & quant à la Nobleſſe, je ſoûtiens qu'il y en habitoit plus qu'aujourd'hui.

Moins de Nobleſſe à Paris qu'il y en avoia autrefois.

Cet énorme paradoxe étonnera d'abord tout lecteur inſtruit. On ſçait que toute la Nobleſſe de France attirée à la Capitale par l'ambition, le goût du plaiſir, & la facilité de réaliſer ſes revenus en argent depuis que les métaux ſont devenus plus communs, chaſſée des Provinces par l'exemple de ſes voiſins, par la chute de toute conſidération dans ſon canton, & par le dégoût d'obéir à certains Prépoſés de l'autorité, s'eſt tranſplantée autant qu'elle a pû dans la Capitale, & qu'il n'eſt demeuré dans l'éloignement que ceux qu'un reſte d'habitude ou la pauvreté y a retenus. J'en conviens, & cependant je perſiſte dans mon opinion.

Pour juger en effet ſi j'ai tort, qu'on ouvre les annales des temps dont je parlois tout-à-l'heure : quelle affluence de Nobleſſe d'une

part au Louvre, de l'autre à l'Hôtel de Condé ! Chaque grand Seigneur en outre traînoit après lui un nombre toujours prêt de parens, d'amis & de vassaux ; & la moindre querelle entre gens considérables vous représente les rues de Paris pleines de gens qui alloient s'offrir chacun de leur côté. J'avoue que dix hommes qui passent dix fois en un jour dans une rue, tiennent plus de place que soixante qui n'y passent qu'une, & qu'en conséquence les temps d'activité multiplient en quelque sorte l'effet de la Population ; mais si nous n'allons plus à la suite des Princes, nous allons tous aux spectacles. Qu'on dénombre les trois spectacles le jour de l'année où ils sont le plus suivis, qu'on en sépare les vers-luisans qui sûrement ne paroissoient pas dans les sortes de foules dont je parlois tout-à-l'heure, que rassemblant le reste, on leur donne à chacun un cheval & un autre pour un page ou palefrenier, si le tout ensemble

remplit les cours de l'Hôtel de Condé, j'ai perdu.

Le fait eſt, que toute cette Nobleſſe accoûtumée à la dureté des mœurs antiques, aux armes & aux champs, conſommoit peu, n'occupoit qu'un recoin en guiſe de chambre, & quelques écuries aux fauxbourgs; au-lieu qu'aujourd'hui il n'y a pas une ſeule maiſon de gens de qualité établis à Paris, qui n'en ait englouti dix, & quelques-unes cent de celles qui ſervoient autrefois de pépinière à l'Etat. Le luxe & les néceſſités de la vie, de la conſommation, du logement, chauffage &c. ſe ſont ſi fort étendus, que ce qui ſuffiſoit à dix familles autrefois n'en ſçauroit entretenir une. A cette déprédation inſenſible & de néceſſité, il s'en joint même une autre volontaire; la nature fremit des moyens que le luxe ſuggere pour éviter l'embarras d'une nombreuſe famille.

Nous traiterons de ces détails ailleurs. Ceci ſuffit pour démontrer par le fait & par le principe la

vérité de ce qui paroissoit d'abord un paradoxe.

Paris donc s'est étendu en pierres & jardins, glaces, parquets, marbres, mais nullement en hommes; & c'est ici seulement ce dont il est question. A ce sujet qu'on se souvienne par parenthèse, que celui qui se vantoit d'avoir trouvé Rome toute de brique & de la laisser toute de marbre, la laissa par succession aux plus odieux des Maîtres, & aux plus vils des esclaves. Mais quoi qu'il en soit, Paris a fort embelli ses environs, à commencer par ses fauxbourgs & ses guinguettes, où la plûpart des propriétaires de ces vastes hôtels, dont ils occupent cinq fois par an les entre-sols, embellissent sous le nom de petites maisons des réduits dédiés à l'indécence & au désordre. Les maisons de campagne ensuite, & les terres enfin, jusqu'à dix, quinze & même vingt lieues à la ronde, se ressentent du voisinage de l'opulence. Mais combien ce petit nombre de maisons, en com-

Paris s'est étendu en pierres & jardins & nullement en hommes.

paraiſon de la totalité d'un grand Etat, a-t-il fait tomber en ruine de châteaux & de maiſons autrefois habitées par des Maîtres, dont la conſommation vivifioit tout un pays !

Sans parcourir la France, on peut s'aſſurer de ce fait par le ſeul raiſonnement que qui eſt ici, ne ſçauroit être là. Il n'y a pas une ſeule terre un peu conſidérable dans le Royaume dont le propriétaire ne ſoit à Paris, & conſéquemment ne néglige ſes maiſons & châteaux. Le même air de déſertion & de décret qui regne ſur les maiſons principales, s'étend ſur les fermes, moulins. Les maiſons des particuliers, les murs, égliſes, clochers dans les villages ſont pareillement en mazures & couverts de lierre.

Les pays ne ſont pas cultivés en raiſon de leur fertilité, mais en raiſon de leur liberté, dit un homme de génie & dont l'érudition immenſe eſt d'autant plus ſûre, qu'elle eſt preſque toujours de bonne-foi, & ſans ceſſe ſpéculative.

On peut voir dans ſon Livre de l'Eſprit des Loix, comment il prouve cet axiome frappant de lui-même; & quoique ce génie trop vif pour être toujours méthodique, s'écarte ſouvent du principe dans les conſéquences, on ne ſçauroit trop recommander aux véritables Politiques la profonde méditation d'un Ouvrage, où toutes les idées ſur tous genres de droit ſe trouvent raſſemblées, & dont nous ne ſerons jamais que les foibles commentateurs.

Les petites Républiques, qui diviſoient les Gaules à l'infini, étoient libres; leurs terres étoient en conſéquence fort cultivées, d'où s'enſuit qu'elles étoient néceſſairement très-peuplées. Ce principe n'a pas échappé au judicieux David Hume. » Avant l'augmentation,
» dit-il, de la puiſſance Romaine,
» ou plutôt juſqu'à ſon entier éta-
» bliſſement, preſque toutes les
» nations dont parle l'ancienne
» Hiſtoire, étoient partagées en
» petits territoires ou Républiques

» peu considérables, où prévaloit » une grande égalité de fortunes ; » & le centre du Gouvernement » étoit toujours près de ses frontières. Telle étoit la situation » des choses, non-seulement en » Gréce & en Italie, mais aussi » en Espagne, dans les Gaules, » en Allemagne, & dans une grande partie de l'Asie mineure. Il » faut avouer qu'aucune institution » ne pouvoit être plus favorable » à la propagation du genre humain.

Tout ce que cet Auteur ajoûte relativement à la démonstration de ce principe, est également judicieux & conséquent. Nous avons proüvé ci-devant que tous les calculs à ce contraires qu'il établit ensuite, fondés sur la multiplicité & la cruauté des guerres plus fréquentes parmi ces petits peuples qu'entre de grands Etats, sont étrangers à la question, quand nous avons démontré que la population est toujours proportionnée aux moyens de subsistance relative

à la façon de vivre & à la consommation établie selon les mœurs. Ainsi donc, quand M. Hume est convenu que l'ancien monde étoit divisé en petits Etats, qu'il a compris que les terres y étoient mieux cultivées, & que l'égalité de fortune y nécessitoit l'égalité & la médiocrité dans la consommation, il a jugé la question qu'il débat si sçavamment, si le monde ancien étoit plus peuplé que le nôtre. Tout ce qu'il dit des vengeances, massacres, & proscriptions sans nombre de ces pays inépuisables en hommes & en forfaits, sert de preuve à l'affirmative plutôt que de raisons pour balancer. En effet, tant de sang répandu & tant de calamités souvent générales ne purent diminuer le nombre des habitans de ces contrées séditieuses. Si quelque désastre fameux dépeuploit un canton, aussi-tôt une nombreuse colonie de voisins venoit en partager & cultiver les terres, sans que la disette d'hommes se fît sentir aux lieux d'où ils

ſortoient. De tous les peuples que les Romains ſoumirent ou par force ou par adreſſe, ils n'en égorgerent aucun, ſi ce n'eſt les Juifs au ſiége de Jeruſalem, qui s'entredéchiroient tandis que l'ennemi étoit à leurs portes. La Gréce au contraire parut plutôt aſſociée à l'Empire, que ſoumiſe. L'autorité des Romains y fit ceſſer les maſſacres, les ſéditions, les exils, &c. Aſſujettie d'abord, elle tomba ; eſclave enſuite, elle n'eſt plus.

L'hiſtoire & les annales des petits peuples doivent ſeulement nous faire faire une réflexion, c'eſt qu'autant les Monarchies trop étendues ſont deſtructives pour l'humanité par la diſproportion entre les néceſſités du Gouvernement & la force de ſes reſſorts, par l'engourdiſſement, la foibleſſe & les abus moraux de toute eſpece, mais ſurtout par le mal phyſique qui provient de l'inégalité des fortunes, autant auſſi les petits Etats ſont en proie à tous les maux que le défaut de police, & le jeu des paſſions

humaines peuvent occaſionner. Un Etat arrondi & correſpondant dans toutes ſes parties, également civiliſé & connu dans toute ſon étenduë, aſſez fort pour être reſpecté de ſes voiſins, avantagé en tout genre des dons de la nature, un Etat dont le produit eſt immenſe & l'induſtrie plus conſidérable encore, qui a comme dans la main tous les moyens d'exportation, qui par ſa ſituation ſe trouve étape naturelle de toutes les nations policées, cet Etat, dis-je, lié par des loix civiles qui ſont d'une part le fruit d'une longue ſuite de ſiècles paſſés ſous l'empire d'une race de Princes preſque tous généreux, débonnaires, & dont le plus méchant ne fut qu'un Roi capricieux & intéreſſé, & de l'autre l'effet du génie & de la douceur de ſes habitans, eſt ſans contredit le plus heureux de tous ceux que les annales entiéres de l'humanité puiſſent nous faire connoître. Cet Etat eſt la France d'aujourd'hui.

Les maux qui affligent les pe-

tits Etats, y ont été prévenus plus qu'ailleurs ; ses ordonnances de justice & de police sont des chefs-d'œuvre : malheureusement rien n'y est permanent ; mais ses plus passageres Loix ont trouvé dans la flexibilité de la nation une ressource contre sa légereté, elles ont changé & adouci les mœurs. Pour une nation dure & opiniâtre, il faut des Loix qui lui ressemblent. Dieu l'a dit à son peuple, & la raison nous le fait sentir ; mais chez un peuple flexible, docile, plein d'ame & de volonté, à la reserve de certaines Loix & constitutions fondamentales, les autres doivent fléchir & varier en proportion avec les mœurs. Cela arrive même sans effort & sans raisonnement, quand cette nation est assez heureuse pour avoir ses compatriotes pour Maîtres & pour Ministres ; c'est où nous en sommes.

Parfaitement donc à l'abri des convulsions qui attaquent les petits pays, nous avons tout à caindre des abus qui affaissent les grands

Etats. Eh ! pourquoi un bon citoyen, un fidele sujet du plus doux des Princes (car je défie personne d'être plus cela à découvert que je le suis en secret, moi, qui me cache) pourquoi, dis-je, déguiseroit-il que nous pouvons craindre l'engourdissement, puisqu'il est une suite de la prospérité ? Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie ? 1°. La disproportion entre les nécessités du gouvernement & ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres. Quelles sont les nécessités du Gouvernement ? C'est sans doute l'exacte organisation dans toutes les parties d'un Etat, & la distribution éclairée de la Police, Justice & Finance.

Quels maux sont le plus à craindre dan une grande Monarchie.

Supposé que par la méthode actuelle tout soit établi de façon que les provinces ne souffrent ni de l'éloignement ni de la proximité ; que chacune ait, pour l'exportation & l'importation, les facilités relatives à sa position, à son produit

& à ſes beſoins ; que la juſtice y ſoit en tous les cas rendue ſur les lieux, ſans que la juriſdiction des Compagnies à ce deſtinées ſoit jamais enfreinte ; que la police y ſoit tellement obſervée, que la faveur y ſoit même inutile, & que la plainte de l'opprimé trouve un vengeur & un Juge ſur les lieux : ſi la diſtribution & répartition des charges & impôts eſt ſoumiſe à des régles ſi invariables que chacun voye ſon tarif, & que les murmures à cet égard ne puiſſent être motivés & appuyés par la marche inégale & arbitraire d'une perception qui tient à un cahos d'interprétations & de déciſions ; ſi ſurtout on eſt attentif à faire retrouver par-tout à l'habitant des campagnes le fruit de ſes travaux par le prix de ſes denrées, pour le mettre en état de fournir de nouveau aux beſoins de l'Etat : En ce cas, tout eſt au point de perfection, & il n'y a plus qu'à penſer à ne pas dégénérer.

Cette décadence est chose possible. Ne nous laissons point à cet égard endormir par la prospérité. Nous pouvons dégénérer, & voici comment.

La prospérité jette dans l'excès; celle de la fortune dans l'orgueil, celle des richesses dans le luxe, celle de l'esprit devient rafinement: la prospérité d'un Etat y établit les arts, les connoissances, & tout ce qui aiguise les ressorts de l'esprit qui ne se mêle d'abord que des choses de son district, & laisse au bon esprit, qui est toute autre chose, les matières qui ressortissent à l'utilité publique, la Politique, les Loix, le Commerce, &c. Mais bientôt devenu bizarre & dédaigneux à force de se méconnoître & de chercher la nouveauté, il s'ingere à décider de tout, & introduit par-tout le rafinement. Or en fait de Gouvernement le rafinement peut causer autant de maux que le délire.

Si, par exemple, ce défaut gagnoit un jour le nôtre, il enché-

riroit ſur les moyens qui ont établi l'admirable organiſation que nous venons d'y reconnoître. Certaines évocations, par leſquelles on borna jadis le pouvoir des Compagnies, deviendroient ſi communes, que toute affaire litigieuſe reviendroit ou par la forme ou par le fond à la Capitale, où parmi un million d'ames & dix millions d'affaires le bon droit a néceſſairement bien de la peine à trouver ſeulement l'étiquette des rues. Peu-à-peu, à force d'attirer les affaires à ſoi, le Gouvernement, au-lieu de la ſuprématie qui ſeule lui convient, auroit l'intendance & le diſtrict des détails qui l'abſorberoient, & réduiroient ſes Chefs à être de ſimples Commis aux ſignatures, tandis que les intriguans, dans leur air natal ſi-tôt qu'ils nagent en eau trouble, aſſiégeans les Commis & leurs ſous-ordres, faciliteroient le cours des choſes vers l'anarchie & le renverſement. D'autre part, les prépoſés ambulans de la Cour, autrefois ſurveillans dans les provin-

ces, y deviendroient les maîtres absolus. Le Gouvernement obligé de décider de tout, & en garde contre les représentations devenues trop communes chez un peuple où chacun a son poids & sa balance, s'habitueroit à les consulter & à les croire, leur attribueroit tout en tout genre, les rendroit arbitres souverains des Charges publiques, des travaux du peuple, de leur liberté, sans songer que ces hommes passagers, surchargés comme les Ministres & entourés de même, ne peuvent tout voir. Au milieu de cette espece de révolution sourde, les provinces se verroient dépeuplées de leurs notables, de tous intriguans, gens d'affaires, & de ce qu'on appelle gens d'esprit, de tous ceux enfin qui auroient quelque moyen foncier ou précaire de subsister à la Capitale, qui tous viendroient tâcher d'y prendre part aux affaires, aux intrigues & à la faveur.

De ce dérangement de circulation proviendroit nécessairement un

état de suffocation & d'engorgement dans la tête, de langueur dans les membres, qui opéreroient l'engourdissement, la foiblesse, & les abus moraux que nous avons cités ci-dessus. Le Gouvernement oppressé & fatigué de la foule & de la multiplicité d'affaires prendroit pour effet de l'abondance ce qui en seroit un de la disette & du déplacement, à peu-près comme un médecin ignare croit que son malade a trop de sang, parce que le sang lui porte à la tête. La Justice & la Police verroient éclore arrêts sur arrêts, tous de commande & la plûpart contradictoires; la Finance édits sur édits, explications, interprétations, adjonctions; le commerce gêné par des réglemens sans nombre, qui tous pour fermer la voie à un abus, l'ouvriroient à vingt autres, ne sçauroit jamais quel est le Code du jour; les manufactures soumises à des inspecteurs forts de théorie, foibles de pratique, verroient prohiber leurs anciens usages, sans

obtenir des ſecours pour en établir de nouveaux; tout tombant en langueur, les criſes de détail devenant plus fréquentes, les hommes même de génie à la tête des affaires en ſeroient réduits aux regiſtres de l'imagination pour trouver des palliatifs.

Les palliatifs ſont ſans contredit la pire des recettes pour le régime d'un Etat; mais c'eſt la ſeule qui reſte, quand à l'oubli des principes fondamentaux ſe réunit l'accablement du travail journalier qui diſtrait des réflexions profondes, joint à l'impoſſibilité de reconnoître le caractere moral d'une nation, bouſſole des premiers Légiſlateurs, mais perdue pour les Chefs d'un peuple qui n'a plus de caractere. De-là viendroient les prohibitions de détail, la clef des greniers miſe aux mains de l'autorité, dans l'eſpoir de conſerver une denrée précieuſe, & confiée en effet à celles du monopole, malgré ceux mêmes qui en ont la diſpoſition primitive; les ſurcharges établies dans des

Palliatifs, pire des recettes pour un grand Etat.

lieux déja ruinés par le défaut de vivification, & qui ne sont surcharges, que parce qu'elles partent d'après un plan fait sur des proportions qui n'ont lieu qu'aux cantons, où tout l'or d'une part & toute la consommation de l'autre se rassemblant à la fois, le tarif des valeurs augmente chaque jour, tandis qu'il déchoit ailleurs. De-là viennent enfin tous les maux résultans de l'ignorance forcée & de l'action nécessaire, qu'il seroit inutile de détailler plus au long.

Ce cercle d'inconvéniens idéaux & fictifs aujourd'hui peut aisément devenir réel pour nos neveux : mais si ces objets nous touchent peu, comme trop éloignés, il n'en doit pas être de même de ceux qui ont pour principe l'inégalité des fortunes ; car il faudroit être aveugle pour ne pas voir que nous y touchons. Les maux qui en resultent, ont été mis en fait de tous temps par tous les hommes d'Etat, par tous les citoyens, & sentis même dans un autre genre par les tyrans.

Mais il eſt néceſſaire de les remettre en queſtion à certains égards, & d'en eſquiſſer quelques détails.

Je l'ai dit ailleurs, les groſſes fortunes ſont dans un Etat ce que ſont les gros brochets dans un étang. » Un homme dont la fortune eſt » augmentée, dit le judicieux Da- » vid Hume que je ne puis m'em- » pêcher de tranſcrire encore ici, » ne pouvant conſommer plus qu'un » autre, eſt forcé de la partager » avec ceux qui dépendent de lui » ou qui le ſervent. Cependant la » poſſeſſion de ceux-ci étant pré- » caire, ils n'ont pas le même en- » couragement pour le mariage, » que ſi chacun avoit une petite » fortune ſûre & indépendante. » D'ailleurs des Villes trop grandes » ſont deſtructives pour la ſociété, » engendrent des vices & des dé- » ſordres de toute eſpece, affament » les provinces, & s'affament elles- » mêmes par la cherté du prix où » elles font monter les denrées.

Il dit encore quelques lignes au-deſſous: » Ce ſont les obſtacles qui

» naiſſent de la pauvreté & de la
» néceſſité, qui empêchent les
» hommes de doubler en nom-
» bre à chaque génération.

Il faut être arrivé par les calculs à ce principe, pour ſçavoir s'y tenir. Avant de paſſer aux autres détails concernant les inconvéniens des fortunes exorbitantes, je veux placer ici une réflexion relative à la population des Villes, puiſque ce qu'en dit M. Hume m'y conduit tout naturellement.

J'ai déja dit qu'il n'étoit point dans mes principes de proſcrire les grandes Villes, au contraire. Je déſirerois ſeulement qu'uniquement attentif à peupler les campagnes, on s'en repoſât pour la population des Villes ſur le penchant naturel qu'ont les hommes de ſe rapprocher des commodités de la vie, des plaiſirs, & de la fortune; mais que tout ce qui a trait à la campagne, & ſur-tout les grands propriétaires des terres, fuſſent encouragés & excités par tous moyens

oux & agréables à y faire leur rincipale résidence.

Je dis plus à l'égard des vices & désordres de toute espece qu'engendrent les grandes Villes, ou du noins qu'elles facilitent. C'est que e doute que ceux qui leur en attribuent l'invention, aient consiléré la chose dans toutes ses proportions. Or je mets en principe, qui, je crois, ne me sera pas contesté, que si la Population est la orce d'un Etat, la Police en est e régime. Plus un Etat est peuplé, plus il est aisé d'y établir une bonne Police. Ce ne sont pas les hommes qui se communiquent les vices, ce sont les hommes oisifs qui les inventent & les multiplient. Mais selon mon plan, ils seront dans peu serrés de si près, qu'obligés de s'évertuer pour vivre, ils auront moins le temps & l'habitude de songer au mal. Qui doute qu'il n'y ait plus de sûreté dans Paris que dans une forêt? Je sçais, encore un coup, qu'il est des désordres que les grandes Villes occasionnent en

les facilitant ; aussi n'est-ce pas pro
prement pour elles que je parle. J
soûtiens cependant qu'il se comme
plus de crimes dans vingt Ville
prises ensemble de dix mille ame
chacune, que dans Paris qui en con
tient quatre fois autant.

Je le répete, de crainte de pa
roître perdre de vuë mon obje
primitif, c'est la campagne que j
veux peupler. L'aridité du sol, l
rigueur du climat (obstacles qui
comme je l'ai dit, se trouven
moins chez nous que par-tout ail
leurs) cédent au bon Gouverne
ment. Malthe n'est qu'un roche
qui ne sçauroit nourrir la vingtiém
partie de ses habitans. Attirés pa
l'appas d'un Gouvernement dou
& permanent, ils vont, pour cou
vrir leur roc, chercher de la terr
en Sicile, la plus heureuse con
trée de l'Europe par nature, & ce
pendant la plus déserte.

La Police, je l'ai dit, est un de
principaux points de protection
& cet article demanderoit peut
être autant de vigilance, que jamais
Le

Le ſiècle des oppreſſeurs particuliers eſt paſſé ; mais celui de la fraude, du vol & du tour de bâton pourroit prendre la place.

Je ne crois donc pas que les grandes Villes ſoient auſſi deſtructives pour l'humanité que M. Hume paroît vouloir l'établir, pourvû néanmoins qu'elles ne ſoient que l'égoût du ſuperflu des campagnes, & s'il ſe peut même, qu'elles ſe repeuplent aux dépens de l'étranger. Ce n'eſt pas que je ne penſe, comme lui, que les grandes Villes ſont un gouffre énorme pour la population, & c'eſt-là le principe de ce flux perpétuel d'étrangers vers la Capitale des nations dominantes, dont ce ſçavant Anglois a raſſemblé les traces dans ſon Traité de la Population. Mais ſans m'engager dans une diſſertation & des citations à cet égard où je ne pourrois être que ſon copiſte, éxaminons ſeulement Paris dans ce ſens-là.

Population de Paris vient à rien.

La légereté de la Nation fait que les poſſeſſeurs précaires, dont parle M. Hume dans l'endroit de

ſon ouvrage que j'ai tranſcrit, n'ont pas ici la prudence qu'il ſuppoſe avec raiſon en général à ces ſortes de gens. Tout le monde s'y marie domeſtiques, gens à gages, ouvriers, viagers, gens qui n'ont que des emplois ou des bienfaits du Roi, tout ſe met en ménage. Que devient leur génération? Je l'ignore mais frappez à toutes les portes depuis le plus bas peuple juſqu'au plus grand, vous entendrez parler toutes les langues, Eſpagnol, Anglois, Hollandois, Allemand, Italien &c. tous les idiômes, Breton Normand, Picard, Champenois Provençal, & ſur-tout Gaſcon; & je mets en fait que ſur trente perſonnes vous n'en trouverez qu'un qui ſoit né à Paris. Que ſont-il donc devenus? Se ſont-ils répandus dans les Provinces? J'en doute Rarement de l'embouchure d'un fleuve un filet d'eau remonte-t-il vers ſa ſource; mais pour m'en inſtruire par le fait, j'y vais: j'y vois quelques étrangers, tous Gaſçons ou Savoyards; mais de Pari

iens, s'il en est deux dans chaque 'rovince, c'est tout; quoique d'ail- :urs ce nom seul y porte vertu, c que, quelque mal-adroit que uisse être un perruquier ou un ailleur expatrié sous le titre de 'arisien, il ait toute la vogue du anton. Mais en effet il ne s'en :ouve, du moins en nombre, ni ans les armées, ni à la mer, ni tablis ailleurs artisans, négocians, c moins encore fermiers ou la- oureurs.

La mollesse, la sottise, & l'en- ance perpétuelle des hommes nés u milieu de l'aisance & de l'oisi- eté des Villes, forment une mau- aise école pour réussir aux diffé- ents travaux auxquels notre sub- istance est attachée.

En un mot, il est de fait que a génération des grandes Villes est :omme en pure perte pour l'hu- nanité, & que tout cela s'éteint, ans qu'on puisse sçavoir ce qu'il levient. Mais il ne s'ensuit pas de- à qu'elles soient destructives pour 'humanité en général. Qu'on se

rappelle ce que j'ai dit des cause
physiques de la Population, toute
relatives aux moyens de subsistan-
ce. Il est certain que les Villes son
le séjour de l'industrie qui, aprè
l'agriculture, est le second de ce
moyens, en tant sur-tout que cett
industrie sert à attirer le suc ali
mentaire de l'étranger, & que le
grandes Villes sont, autant qu'il s
peut, approvisionnées du produi
de son territoire.

Cet article doit être traité a
long dans la seconde Partie; mai
il faut se rappeller fréquemmen
le principe, que dans quelque lie
que l'on place la pépinière de l'Etat
elle sera toujours assez abondant
pour porter la Population au pl
haut degré possible, relativemen
aux moyens de subsistance qui s
trouveront solidement fondés dan
l'Etat, & au genre de consomma
tion qui sera établi par l'usage. S'
étoit à notre choix de marque
cette pépinière aux lieux de con
venance, sans contredit elle vau
droit mieux à la campagne, o

es hommes naiſſent plus ſains, ſont élevés plus durement, & où moins étayés par le voiſinage des préjugés & des notions factices de la ociété, ils ſont de bonne heure accoûtumés à faire reſſort ſur eux-mêmes; ce qui leur rend l'activité plus naturelle, la tête plus forte, & le jugement plus ſain; mais la nature en a décidé de la ſorte ſans nous conſulter, & la campagne eſt, & toujours ſera l'unique ſource de la Population.

Inconvéniens de l'inégalité des fortunes.

Après cette digreſſion devenue plus longue que je ne penſois, venons aux inconvéniens de l'inégalité de fortune. Il faut de deux choſes l'une, ou qu'une grande fortune ſoit en fonds de terre, ou en argent comptant. J'ai fait ailleurs le tableau de la ſorte de déprédation qui provient de la réunion de pluſieurs grands domaines dans la même main, & j'en étendrois le payſage à l'infini, ſans crainte de me répéter; mais je crois en avoir dit aſſez, & qui ne m'aura pas compris alors, ne m'entendroit pas

mieux à préſent. Si au contraire cette fortune eſt en argent comptant, elle n'eſt rien, & d'elle même elle ne rapporte rien. Mais cette façon d'avoir un tréſor endormi à côté de ſoi, qu'on dit être celle de quelques Eſpagnols, n'eſt point du tout la nôtre, & Dieu nous en préſerve; ce ſeroit alors que l'engourdiſſement ſeroit devenu léthargie. Ne croyons pas pourtant que ce ſoit choſe impoſſible: l'uſage de mettre ſon bien à fonds perdu devenu ſi fort à la mode en France eſt un pas, ſelon moi, fort conſidérable vers cette autre ſorte d'incurie qui nous paroît ſi brutale aujourd'hui. A quoi tient-il que dans un ordre de ſociété, où la vanité & la pareſſe ont tellement étouffé la nature, qu'il y eſt d'uſage qu'on ſe départe de ſon fonds en faveur de la cupidité d'autrui au moyen d'une rente plus ou moins forte, & que l'on y recherche les moyens de ſacrifier cette douce illuſion de propriété à cette autre inſatiable chimère appellée aiſance, à quoi

tient-il, dis-je, que la mode n'y vienne de se coucher auprès de son coffre fort, & de tirer de-là? seulement à une petite diminution de confiance. Les facilités de l'or, dont la quantité va toujours en augmentant en Europe, augmenteront aussi les dissipations & le mauvais ménage de ceux dont la fortune est assez fondée pour être un objet de sûreté aux prêteurs en viager.

Qui pourroit d'une part mettre sous les yeux du public la colonne des emprunts en France, & de l'autre celle des remboursemens, verroit tout d'un côté & rien de l'autre. Cette allégation ne manquera pas de contradicteurs effrayés; les avares m'objecteront que tous les jours on les menace de remboursement si-tôt qu'ils ont fait un placement sûr, je le sçais; mais quand ils l'ont reçu ce remboursement, sont-ils long-temps à replacer leur argent? Les pieds leur grillent de le sçavoir mort, & ils se hâtent de le prêter de nouveau,

Colonne des emprunts, colonne des remboursemens tout d'un coté rien de l'autre.

ſoit à un intérêt plus bas, ſoit avec moins de ſûreté. Somme totale, on emprunte de par-tout & ſans ceſſe; cependant à meſure que les emprunts groſſiſſent, les effets qui leur ſervent d'hypothéque diminuent en proportion. Cette proportion calculée ſans un grand effort d'Algebre peut fixer à un petit nombre d'années, relativement du moins à la durée naturelle du corps politique, l'époque du revirement en ce genre, qui réaliſe l'axiome de Pantagruel dans ſon Chapitre des prêteurs & des emprunteurs.

Mais, ſans être Caſſandre à cet égard, & ſans préſager une révolution auſſi violente qu'immanquable, du train dont nous allons, la moindre petite ſecouſſe relative à ce grand ébranlement peut très-bien opérer la léthargie en queſtion. Puiſque tout me manque, diront nos habiles neveux qui auront ſûrement cent fois plus d'eſprit que nous, mon coffre-fort ne me manquera pas, je tirerai de-là, vivrai indépendant (car l'indépen-

dance fut toujours une des idoles de la pareſſe, & même de la gueuſerie ſa ſœur) & *après moi le déluge.*

Ce doux & ſociable proverbe eſt déja le plus commun de tous parmi nous; & moi qui ſuis animal réfléchiſſant, j'imagine que cet axiome nous menera à la confuſion des langues, comme autrefois le contraire y mena ceux de ce temps-là. Pourquoi non? les extrêmes ſe touchent. En effet, ſi la campagne ſe dépeuple, ſi les arts méchaniques dégénerent en clinquant & bagatelles, les arts libéraux en grimaces; ſi les Loix s'oublient, ſi les Hiérarchies ſe perdent, ſi tout enfin s'uſe & s'affoiblit, *après moi le déluge;* tout cela durera aſſez pour moi. Si nos peres avoient penſé de la ſorte, il nous auroient rendus plus dignes d'être Philoſophes que nous ne le ſommes, plus approchans du ſort de Bias. Je ne dis pas que ceux qui établiſſent ces beaux principes, faſſent par leur apathie grand tort

à la ſociété actuellement. Quand au-lieu de barbouiller ces pages critiques, je promenerois en ce moment un cabriolet ſur le boulevard, l'Etat n'en iroit ni plus ni moins. On le croit, & je crois le contraire. Les opinions des gens oiſifs dénotent le fond des mœurs du citoyen, ſi elles ne l'établiſſent. Petit-à-petit tout un peuple échappe de la ſorte aux anciens principes de ſon gouvernement ; & comme la Police, qui en fait une des principales portions, doit décliner ſelon les mœurs, cette portion entraîne les autres. Prenons y garde : perſonne ne gouverne, qui ne ſoit auſſi gouverné.

Le génie & l'activité de la Nation, me dira-t-on, nous garantiront toujours de cet aſſoupiſſement léthargique, dont vous parlez. J'en doute encore. Les Eſpagnols n'étoient & ne ſont point du tout faits pour cela. Ce pays ſi difficile à ſubjuguer, & qui, pour dire mieux, ne le fut jamais bien, contenoit cinquante.deux millions

d'habitans du temps de Cesar : Population immense & qui prouve que l'agriculture y étoit portée au degré de perfection. Malgré ses guerres, ses révolutions, & les autres maux internes dont quelques-uns la ravagent encore, on ne trouve dans ses mœurs aucune trace de cette folle paresse qui l'anéantit aujourd'hui, jusqu'aux temps où les sources de l'or se répandirent dans son sein.

L'or est toujours dévastateur par des raisons physiques que nous étendrons ailleurs, mais il l'est encore par des raisons morales qui ont plus ou moins de force selon le génie & le naturel de chaque peuple, comme aussi selon le plus ou le moins d'étenduë d'un Etat. L'Espagnol naturellement fou de sens froid, glorieux & superbe n'étoit point propre à faire de l'or le seul usage qui le puisse rendre passagerement utile, il le perdit, & se perdit lui-même en projets idéaux & vains. Rentré nul dans son espece de continent, le type

Romaneſque de ſa ſuprématie imaginaire lui demeure encore, il s'endort à l'ombre de ſon prétendu trophée, & jouit d'un empire immenſe, puiſqu'il n'a de bornes que celles de ſon ignorance.

Examinons ſans prévention notre propre caractere, & voyons s'il n'eſt pas par certains endroits ſuſceptible de dégénerer à ce point-là. Du côté de la valeur, de la nobleſſe & de la générosité, les Eſpagnols ne nous cédent aſſurément en rien; mais nous ſommes vains, legers, peu propres aux opérations qui demandent de la ſuite & de la patience, confians dans le préſent, peu prévoyans de l'avenir. Nos vices à la vérité plus mélangés & moins uniformes que ceux des Eſpagnols, ſont moins dangereux & même quelquefois utiles; mais il n'en eſt pas moins vrai que notre génie n'admet guères plus que le leur, les qualités propres à tirer de l'or les avantages dont il eſt ſuſceptible, & que nous ſommes peut-être plus capables

d'en abuser. Prenons par le détail, & l'une après l'autre, ces deux propositions.

Nous sommes à la vérité actifs & industrieux, & les Espagnols ne le sont point du tout, à moins que ce ne soit en grand. Ils dédaignent le district de la bagatelle qui est un Pérou pour nous; mais il faut considérer à cet égard que notre genre d'industrie n'a pas besoin de l'abondance de l'or pour se faire valoir, puisqu'elle en est elle-même la source.

Quel usage peut-on faire de ces métaux précieux pour l'utilité d'un pays où ils regorgent? Je n'en connois d'autre que ces grands établissemens de commerce étranger, qui multiplient à l'infini au dehors les forces intérieures & naturelles d'une nation, & qui y font des colosses de fortune bien & loyalement acquise au-dedans. Or remarquons qu'en ce genre nous entreprenons beaucoup, & faisons peu. Comparons les fortunes de nos plus gros négocians, leurs

établiſſemens au-dehors, leurs correſpondances, leur crédit, leurs entrepriſes avec les choſes toutes ſemblables qu'on voit chez les autres nations commerçantes, & nous ſerons étonnés de la diſparité. Mais notre étonnement doublera encore, ſi nous voulons faire entrer dans cette comparaiſon celle des proportions entre ces Etats & le nôtre. Nous ſommes induſtrieux; mais nous ne ſommes ni conſtans ni tenaces, & ces deux derniéres qualités ſont auſſi néceſſaires pour les grands établiſſemens de commerce, que la premiére l'eſt pour la vivification intérieure, partie pour laquelle nous avons des reſſources ſupérieures.

Je dis plus, nous perdrions peut-être à gagner de ce côté-là. Les ſuccès d'un certain ordre pour leſquels nous n'avons jamais eu d'égaux, nous échapperoient, & nous atteindrions difficilement aux autres. Je m'explique. Une nation militaire, noble, gaie, qui naturellement ne ſçait que ſervir &

ignore la ſervitude, perdra l'ame de tous ſes reſſorts, ſi jamais l'eſprit de calcul & l'ambition du gain y dominent. Or d'anciennes chimères, une vieille conſtitution qui l'a menée ſi loin & ſi glorieuſement, doit être précieuſe aux yeux d'un Gouvernement ſage & éclairé.

Liberté conſiſte dans l'autorité des loix & dans la ſageſſe du gouvernement.

D'ailleurs l'eſprit dominant du commerce eſt la liberté. On ne vit jamais fleurir l'un à un certain point ſans l'autre. Chacun entend à ſa guiſe ce grand mot de liberté, ſuſceptible d'autant de définitions qu'il y a de têtes. Ce n'eſt pas que je prétende dire que ce ſoit un être de raiſon, à Dieu ne plaiſe ; mais s'il eſt de fait que la vraie liberté conſiſte dans l'autorité des Loix, dans la ſageſſe du Gouvernement & dans le bonheur des peuples, il eſt certain auſſi que la liberté eſt au génie des peuples, ce qu'eſt le régime aux tempéramens ; ce qui fait la ſanté de l'un, ſeroit le poiſon de l'autre. Oh ! penſons-nous être ſuſceptibles du

genre de gouvernement qui conſtate la liberté des puiſſances commerçantes? je n'en crois rien. Je dis plus, je prouverois le contraire par des raiſons tirées de l'intrinſéque de nos mœurs, de notre conſtitution, & des exemples de notre Hiſtoire, s'il étoit ici queſtion de cela. Qui me prendroit en ceci pour un vil flatteur de l'autorité, ne ſe ſeroit pas donné la peine de me lire.

Il reſulte de ce que deſſus par le raiſonnement, que nous perdrions peut-être à être de gros commerçans, & par le fait, que nous ne le ſommes ni ne le pouvons être. Cette façon d'être eſt cependant la ſeule qui puiſſe compenſer les maux infinis que la trop grande abondance de l'or peut faire dans un Etat. Ce n'eſt pas encore ici le lieu de les analyſer en détail; je n'en dirai qu'un mot relativement à la ſeconde propoſition que j'ai établie ci-deſſus, à ſçavoir, que nous ſommes peut-être plus

capables que les Eſpagnols d'abuſer de l'abondance de l'or.

L'Eſpagnol enrichi d'abord eſt devenu pareſſeux par vanité, nous le deviendrons par molleſſe & par découragement abſolu. De ces deux façons de ceſſer d'être, la premiére conſerve toujours quelques reſſources; mais la molleſſe n'en a point. On tourne des têtes vaines d'un côté utile, & le mouvement reprend. On réveille les héros enchantés d'Amadis; mais on tonneroit vainement ſur des catacombes pour rendre à ces oſſemens le mouvement & la vie.

L'oppreſſion fut Eſpagnole, le péculat eſt François; on achete les Charges en Eſpagne, mais la ſubvention eſt miſe dans les patentes pour ſervices rendus de tant...... En France tout ſe donne; mais en ſuppoſant le temps de la domination de l'or, le Chef, le Miniſtre vendu dans ſon redoutable cabinet, ſeroit tout étonné d'avoir fait mille graces & de n'avoir pas une créature, pas un ami de ſa perſonne,

mais ſeulement de ſa place, parce qu'il ne voudroit pas ſe perſuader qu'il ſeroit mis à l'enchere par ſes entours, & qu'on vendroit ſes audiences, ſon repas, ſon ſommeil, ſes diſtractions, &c. En vain il feroit alors maiſon neuve & nouveau cabinet à tous égards, les mouches qui ſuccéderoient, plus avides que les premières, l'aſſiégeroient plus étroitement encore. Pût-il réuſſir à faire venir de Congo des Commis & ſous-Commis muets & ſourds, endurcis enfin à toute contagion de l'or; (on en voit, & qui ne viennent pas de ſi loin) l'intrigue & la corruption alors deſcendront d'un cran, les valets vendront les ſous-ordres, les ſous-ordres le premier, & celui-ci le Chef, tous ſans le ſçavoir. S'il ſe pouvoit qu'un homme fût aſſez rigide, aſſez ſingulier, aſſez vigilant, aſſez heureux enfin pour établir au milieu d'un peuple livré au pouvoir de l'or une famille entiére de gens incorruptibles, ce ſeroit eux qu'il faudroit flétrir, puiſque

l'homme vraiment dangereux dans la ſociété eſt celui qui y intercepte l'ordre reçu.

C'en eſt aſſez pour un prélude, & pour faire naître quelques idées ſur une matière que je traiterai plus à fond quand nous y ſerons. C'en eſt aſſez, dis-je, pour faire ſoupçonner aux gens réfléchiſſants que je n'ai pas avancé un paradoxe en diſant que l'abondance de l'or peut faire à la France d'auſſi grands maux qu'elle en a faits à l'Eſpagne, & des maux plus irréparables encore.

Dans l'état actuel parmi nous, il n'y a point encore de fortune endormie, comme celle dont nous avons parlé ci-deſſus. On pourroit néanmoins en excepter les ſommes immenſes employées en mobilier de pure fantaiſie, qui n'a de prix réel en quelque ſorte que par la mode ; mais dans la queſtion préſente, ces fonds ſont regardés dans l'Etat, comme un corps de reſerve qui en augmente la richeſſe fonciére. Retranchons encore les

viagers qui ont eu leur article; quoiqu'en effet ils faſſent aujourd'hui un corps énorme de rentiers dans la Capitale. Toutes autres eſpeces de richeſſes, dès que nous en avons ôté les biens en fonds de terres, ne peuvent être qu'en contrats, maiſons, &c. Pour ce qui eſt foncier, charges & bienfaits du Roi pour la partie amovible, éxaminons l'un après l'autre ces ſortes de biens, & voyons ſi leur entaſſement ſur la même tête n'eſt pas un mal phyſique, ſeul objet que nous enviſageons ici, en attendant qu'il ſoit queſtion du mal moral.

Les biens en contrats ſur les particuliers ne ſont autre choſe qu'une hypothéque ſur les terres. Il importe peu qui ſoit le poſſeſſeur d'une telle terre, il eſt queſtion de ſçavoir qui en tire le revenu. Or celui qui a un contrat de cent mille francs ſur une terre de cent mille écus, poſſede réellement en fonds le tiers de cette terre; mais comme l'intérêt en France eſt ſur un pied beaucoup plus haut

que les fonds ni l'induſtrie ne le peuvent porter (abus qu'on corrigera apparemment, quand on croira qu'il en eſt temps) il eſt de fait que celui à qui une terre de cent mille écus doit cinq mille livres de rente clair & net, ſans entretien, cas fortuits, ni réparations, poſſede réellement les deux tiers de cette terre, & retombe dans la claſſe des inconvéniens que nous avons dit être attachés à la réunion des grands fonds de terres ſur la même tête.

Mais, dira-t-on, le principal de ces inconvéniens ; tels que vous les avez déduits, eſt que les fonds ne voyant jamais le Maître, & livrés à des agens pareſſeux, fripons & preſſés par les beſoins continuels qui aſſiégent cent fois plus les grandes maiſons que les petites, tombent en dégradation, & ne rapportent pas la moitié de leur produit poſſible & proportionnel. Au-lieu de cela les fonds qui doivent rente à des riches particuliers, n'en appartiennent pas moins au

poſſeſſeur réel. La rente qui le reſſerre, excite ſon induſtrie, & le force au travail où il eſt porté par le goût de propriété, quoiqu'idéale dans le fait, & dont ſon indépendance réelle lui facilite les moyens. Pure ſpéculation que tout cela : c'eſt ainſi que les choſes devroient être ; mais ce n'eſt pas ainſi qu'elles ſont. On ſçait aſſez que cet axiome a lieu dans toutes les choſes humaines, voici comment elles vont dans celle-ci.

De deux choſes l'une, ou la rente eſt accablante pour le fonds, ou elle eſt légère. Dans le premier cas, le découragement s'en mêle & entraîne bientôt le déſordre, la terre eſt ſaiſie. Qu'on voye dans les bureaux à ce prépoſés combien il y a de terres en France à bail judiciaire. Tout le temps qu'elles demeurent ainſi, l'on y fait à peu-près comme pourroit faire l'ennemi. *Une terre en décret* eſt devenue proverbe pour figurer l'excès du délabrement. Mettez enſemble toutes les terres qui ſont en ce

cas dans le Royaume, vous en composerez de grandes provinces, qui sont en conséquence dans un état de dévastation absolue. La vente forcée succede enfin : l'hypothécaire se fait adjuger la terre à la moitié de son prix actuel qui n'est que le quart de sa valeur réelle, & petit-à-petit, de rentier qu'il vouloit être, il devient propriétaire de nécessité. Mais cet homme qui par principes dédaignoit les terres comme incapables de lui procurer la sorte d'aisance qu'il recherche, qui par habitude n'est plus propre qu'à numéroter ses contrats dans des cartons, & à minuter exactement des quittances, regarde ses nouvelles acquisitions comme les débris forcés de la sorte de fortune qu'il ambitionnoit seule, & est encore moins propre à les faire valoir, que le dérangé qui les a perdues.

Dans le cas au contraire où la rente est légére, le propriétaire la néglige, calcule ses revenus, monte sa dépense en conséquence & ne

penſe aux charges que comme on dit, *un bon mariage payera tout.* Les facilités que lui procure ſa qualité de propriétaire, ſervent à l'entretenir dans cette ſorte de délire; les interêts s'accumulent, il contracte de nouvelles dettes, les mobiliaires ſuccedent, puis les dettes criardes; tout abîme enfin à la fois, & il revient au même point que le premier.

J'étois un jour chez un des fameux Notaires de Paris; nous vîmes paſſer à grand bruit le carroſſe d'un Brillant que nous connoiſſions. Combien, me dit-il, croyez-vous que cet homme ait de revenu? Mais, dis-je, il paſſe pour avoir quatre-vingt mille livres de rente. Il le croit auſſi, reprit le Notaire, mais au fait il en a quatorze. Ceci, direz-vous, conclut contre les mœurs, & non contre les rentiers. Oui en un ſens; mais quand je n'induirois de-là que cette vérité, que le regorgement des métaux qui donne ces ruineuſes facilités aux propriétaires,

est

eſt un mal, je ne ſortirois pas de l'objet général de ce Chapitre. Cependant pour me renfermer dans la queſtion actuelle qui eſt, que les grandes fortunes en contrats ſont un inconvénient, il ſuffit que j'aie démontré d'une part qu'elles ne ſont autre choſe qu'une grande fortune en fonds de terre, & de l'autre qu'elles menacent d'une prompte & ruineuſe révolution les fortunes ſubſidiaires, pour avoir prouvé qu'elles ſont dangereuſes dans un Etat. Je répete que je n'enviſage point ici les inconvéniens de l'abondance des métaux du côté moral, qui ſont tels cependant qu'ils ſe réduiſent promptement au phyſique. Ceci n'a déja que trop d'étenduë, paſſons aux autres ſortes de fortunes citées ci-deſſus.

Il eſt encore une autre eſpece de bien foncier, qui proprement n'eſt un objet que dans la Capitale & quelques autres Villes principales en petit nombre :ce ſont les revenus en maiſons. C'eſt un article

considérable ici, & à dire vrai, si les inconvéniens moraux d'une fortune trop considérable en ce genre de bien sont les mêmes que ceux des autres especes de fortunes, il n'en est pas de même des inconvéniens physiques. Celui qui a employé son superflu ou ses fonds en argent à tirer de la terre des matériaux informes, pour les faire servir à l'ornement de sa patrie, & à la commodité de ses concitoyens, a bien mérité d'en retirer les fruits, dont une partie d'ailleurs est due au maintien de l'industrie & du travail par les frais de l'entretien.

S'il est des inconvéniens de trop grande consommation à l'extension extraordinaire donnée aux logemens aujourd'hui, c'est un examen qui appartient au Chapitre du luxe, & nullement à celui-ci ; mais il est bon de considérer que je n'ai jamais prétendu discuter ici la justice des possessions de chacun.

Mon principe politique, s'il

m'appartient d'en avoir un, seroit de respecter tellement le droit public, que tout titre de propriété, même la plus mal acquise quant au passé, en fût un de possession assurée & paisible; que tous engagemens, même les plus onéreux & forcés, fussent sacrés dans la société, & ce n'est que par des moyens justes & doux, que je voudrois engager chaque particulier à diviser volontairement sa propre fortune pour se procurer d'autres avantages plus précieux & plus estimés. Il ne s'agit donc ici nullement du titre, mais de l'usufruit seulement. Or d'une part on ne sçauroit nier que les prix excessifs des loyers & logemens qui n'ont point de trait aux commodités du commerce, sont un signe évident que dans un Etat on fait trop de cas de l'habitation des Villes, & trop peu de celle des campagnes; de l'autre, que c'est une preuve du baissement de prix des fonds de terre dans l'estime publique.

Louis XIV. sur les fins de son

régne ayant appris qu'un Nonce avoit loué mille écus une maiſon à Paris, en parla pluſieurs fois avec étonnement & réflexion, lui, qui parloit peu. Les maiſons de cette eſpece ſont aujourd'hui à quinze mille livres. Je demande ſi, depuis ce temps, la proportion du hauſſement des fermes des fonds de terre a ſuivi ce taux-là ?

D'autre part, ſi un particulier qui raſſembleroit ſur ſa tête une grande quantité de ces ſortes de biens, s'entendant avec cinq ou ſix de ſes ſemblables, vouloit tout-à-coup hauſſer conſidérablement le prix des loyers, ne ſeroit-il pas le maître de porter un coup inviſible & ſûr à la ſociété ? Les Italiens beaucoup plus habiles uſuriers que nous, quand ils s'en mêlent, n'y manqueroient pas.

En un mot, de quelque nature de biens fonciers que ſoit compoſée une fortune énorme, elle eſt nuiſible dans l'Etat par le phyſique, & plus encore par le moral dont nous parlerons dans ſon temps.

Paſſons au détail des différentes ſortes de revenus qui ne ſont point héréditaires.

Les Charges ſont encore aujourd'hui en France une portion de la fortune des citoyens. Revenons à l'étymologie de ce mot, qui eſt devenu ſynonime chez nous à celui d'Emplois & de Dignités : on trouvera la trace de la façon dont ces choſes ſont regardées dans les ſociétés d'hommes non encore corrompus. Ce ſont vraiment des Charges, à les enviſager dans leur véritable point de vuë. Quand les Prélats ſe regarderont comme les adminiſtrateurs des biens des pauvres, & devant répondre de l'inſtruction d'un peuple immenſe ; quand les Magiſtrats craindront d'avoir part à toutes les injuſtices qui ſe font dans leur reſſort ; quand les Généraux ſe conſidéreront comme répondans de tous ceux des maux de la guerre qu'ils auroient pû éviter ; les Miniſtres, de l'oppreſſion des peuples &c. il n'y aura pas tant de preſſe à ſolliciter les

Emplois; & tout homme doué par la Providence du nécessaire absolu, regardera comme une véritable charge, la destination que le Prince aura faite de lui pour ces différents objets.

On comprendra dès-lors comment dans des temps de régénération, il s'est pû faire que, sans singularité, des hommes très-sensés aient fui les dignités avec plus d'opiniâtreté que nous n'en avons à les poursuivre aujourd'hui. Il y a eu de ces sortes d'exemples de tout temps, & même sous nos yeux. On en trouve, qui plus est, parmi des hommes ambitieux, & déja excités par l'habitude de la Cour & des affaires, & l'on vit Sully refuser opiniâtrément de nouveaux emplois dont la confiance de son Maître vouloit l'honorer. Ce digne Ministre disoit avoir plus de besogne, qu'il n'en pouvoit faire.

Estime des emplois en épargne la solde.

Ce seroit connoître mal la nature humaine, que de croire qu'il fût possible de faire exercer les

emplois néceſſaires au maintien de la ſociété, par des hommes que le motif ſeul du devoir engageât à ſe ſacrifier ainſi pour elle. Mais l'ordre naturel des choſes a pourvu à cet inconvénient de la foibleſſe humaine ; & dans le principe, tout ce qui donne de l'autorité & des détails, donne auſſi de la conſidération parmi ſes ſemblables. C'eſt dans le champ vaſte, ou pour mieux dire ſans bornes, de la conſidération qu'il eſt permis de s'étendre ſans nuire à ſon voiſin. C'eſt là le tréſor qui ne coûte rien à l'Etat qu'une diſpenſation juſte & attentive, & qui cependant bien ménagé peut payer abondamment tous les ſervices, chacun en ſon genre.

Les vrais Légiſlateurs, les habiles hommes d'Etat ont ſenti les conſéquences & la force de ce mobile ; ils en ont organiſé les reſſorts, & multiplié les reſſources. De-là ſont venus tant d'uſages relatifs aux vuës de porter les hommes vers l'ambition de la renommée ;

les éloges après la mort chez les Egyptiens, les couronnes, les ſtatuës & les triomphes chez les Grecs & les Romains; les prérogatives & les marques de Chevalerie chez les nations modernes, &c. Je m'étends déja trop en raiſonnemens, & je ne finirois point ſi je me répandois encore en citations hiſtoriques; mais il ſeroit aiſé de démontrer par les exemples, que les Princes les plus ſages & dont le gouvernement a fait le plus d'honneur à l'humanité, ont été les plus ſoigneux à fonder & remettre en vigueur ces ſortes d'inſtitutions, & les plus retenus à en accorder les avantages à la faveur & à l'importunité.

Mais il arrive auſſi que dans ces ſortes de Gouvernemens, à meſure que ces diſtinctions ſont plus eſtimées à cauſe de la difficulté qu'on a eue à les obtenir, choſe aiſée à comprendre, les charges inférieures rehauſſent auſſi à proportion dans l'eſtime publique, & que tous les moyens qui conduiſent aux

honneurs, ſont appréciés en conſéquence. L'aſpirant eſt ſoûtenu d'une part par les avantages d'une poſition actuelle déja enviée, & excité de l'autre par l'aiguillon d'une eſpérance haute & vive, qui eſt la choſe du monde qui ſe laſſe le plus difficilement en nous.

Au-lieu de cela, quand l'or devient commun dans une nation, & qu'en conſéquence la corruption s'en empare, d'ordinaire toutes les diſtinctions d'honneur s'y aviliſſent, d'une part par leur multiplicité, & de l'autre par leur pauvreté. Il arrive de-là qu'il faut néceſſairement, ou les voir mépriſer, ou les appointer en proportion de l'eſtime qu'il eſt néceſſaire qu'on y attache. Dans le premier de ces deux cas elles ſont nulles, & il eſt inutile de traiter ici du rien. On rempliroit deux pages de cet Ecrit des différents noms de Charges en France qui ſont de cette claſſe. Dans le ſecond quel poids énorme pour l'Etat! quelle proportion entre ce que ces Charges coûtent

à la ſociété, & ce qu'elles leur valent!

Xenophon s'engageant avec ſix mille Grecs au ſervice d'un Prince de Thrace, ſtipule dans ſon traité que chaque ſoldat recevra une darique par mois, chaque Capitaine deux, & lui comme Général quatre. Les exemples de cette modicité d'appointemens pour les Charges les plus importantes fourmillent dans les temps de force & de vertu des peuples anciens, dont les annales nous ſont demeurées. Il en eſt même des traces encore dans certains pays, & l'Avoyer de Berne, premier Magiſtrat très-reſpecté d'une très-reſpectable République, ne coûte guères plus de quatre mille livres à l'Etat. Mais indépendamment de la ſurcharge qu'établit néceſſairement ſur les peuples le hauſſement des appointemens & honoraires, il occaſionne encore des abus d'une toute autre importance.

1°. Cette méthode anéantit tout ce que les Charges ont d'honori-

fique & d'essentiel, pour n'attacher l'estime uniquement qu'à la finance. Qu'on jette les yeux sur les exemples de cela, sans me donner la peine de les transcrire : pour moi je me souviens d'avoir été étonné, tant j'étois jeune, de voir parmi des gens du premier ordre préférer hautement dans une conversation le gouvernement du Château Trompette qui n'est qu'un fort, à celui de la Marche qui est une Province, parce que l'un rendoit cinq mille livres de rente de plus que l'autre.

2°. De cet esprit mercénaire, qui se répand dans toutes les classes de la société, résulte nécessairement l'extinction de tout principe noble, & conséquemment de toute action généreuse. On en vient à mépriser toutes les prérogatives non susceptibles de transmutation en or, à négliger toutes fonctions qui ne peuvent avoir trait à cela, soit pour soi, soit pour les siens & ayans cause. Or comme les opérations réductives en or ne sont autre

chose au fond que rapacité, péculat & usure, sous quelque forme qu'elles se déguisent, cette sorte de gangrene gagne bientôt tout le corps de l'Etat, d'une façon d'autant plus incurable, qu'elle vient des parties nobles.

Il s'ensuit de ce que dessus, & d'une infinité d'inductions à ce relatives que j'ai supprimées volontairement, que la disproportion dans les fortunes, qui peut provenir par les Charges, est encore plus nuisible que toute autre. Cet article eût dû naturellement comprendre les bienfaits du Roi; mais il en est & en grand nombre, qui n'ont trait à aucune Charge, & en général ce mot de bienfaits, si usité & si mal entendu, mérite bien un article à part.

On accuse un grand Prince d'avoir dit à un pauvre Officier estropié qui lui demandoit du pain sous le titre de justice, *tout est grace dans mon Royaume.* Ses ennemis lui en ont bien prêté d'autres, & le fait ne mérite aucune

croyance, attendu que ce Prince ne fut jamais perſonnellement dur & moins encore inſenſé. Mais il pourroit ſe faire dans un Etat où l'abondance de l'or ameneroit la corruption, que cet axiome devînt très-véritable. Chaque ſervice mérite ſon ſalaire, c'eſt la juſtice; mais le genre de ſervice décide du genre de ſalaire. L'amitié ſe paie par l'amitié, la confiance par la confiance, l'honneur par l'honneur, l'argent par l'argent. En conſéquence ſi nous demandons tous de l'argent, il faut ſçavoir ſi nous en avons acquis au Prince. A moins de cela, tout ce qu'il nous en donne par-delà notre néceſſaire abſolu, s'il nous manque, eſt purement grace. Il pourroit arriver qu'on ne diſputât pas ſur le terme, & qu'à quelque titre que ce fût, la queſtion fût ſeulement d'obtenir *rem, quocunque modo rem.* Mais en ce cas je regarderois cette extinction de toute délicateſſe pour une grande marque de corruption. Eh quoi! l'élite & les principaux d'une nation

Le genre de ſervices décide du genre de ſalaires.

entiére auroient le front de ſubſtituer à leurs fonctions naturelles de citoyen, celle de quêteur & demandeur conſtant & perpétuel, d'aſſiéger l'antichambre du Prince & le cabinet de ſes Miniſtres avec le ſentiment intérieur & découvert de n'avoir pas mérité ce qu'ils demandent! C'eſt cependant le point où l'on en viendroit, & dont peut-être on trouveroit des exemples ſans remonter aux Cours d'Artaxercès & de Darius. Celui qui obtient une penſion de ſix mille livres, penſe-t-il qu'il enleve la taille de ſix villages, comme je l'ai dit, & ſi le Prince ignore avec quelles convulſions de détail il faut arracher la perception de cette taille, eſt-il permis à lui particulier de l'oublier?

Mais, dit-on, ſi je ne l'obtiens, un autre l'obtiendra, & le peuple n'en ſera pas moins foulé. Beau raiſonnement! Cet homme va ſe perdre dans cette forêt, il y ſera certainement aſſaſſiné & volé; autant vaut que je l'aſſaſſine & vole.

Mais les bienfaits du Prince sont faits pour sa noblesse; ses fermiers s'enrichissent à l'excès; il pensionne les arts & quelquefois les plus frivoles, il n'en exclura donc que sa Noblesse qui a un droit naturel sur ses dons..... Eh ! où avez-vous pris cela? Ces Nobles sont les fils de ceux qui ont bien servi ses prédécesseurs, ils furent ou récompensés par les honneurs, ou moins heureux, (car j'en connois) ils manquerent la fortune, mais non la gloire ni l'honneur. Le Prince doit à leurs descendans souvenir du mérite des peres, occasion de faire comme eux, solde raisonnable selon les emplois, protection dans leurs affaires & pour l'établissement de leurs familles, & sur-tout distinction & faveur selon leur mérite. Mais entre-t-il dans tout cela cet or que vos desirs avares, & votre prodigue vanité voudroient engloutir en quantité pareille à celle que la terre en vomit? Les fermiers s'enrichissent; eh! faites-vous leurs fonds, leur travail?

Bravez-vous la haine publique, les bons mots du théatre, les quolibets des chantres du pont-neuf? A ce prix, il vous eſt permis de vous enrichir. Renoncez au nom de vos ayeux, à leurs titres, à leurs prérogatives, courez vous perdre dans la foule des intriguans du bas détail & des donneurs d'avis, & devenez riches, *bene ſit;* mais ſi d'une part vous voulez l'argent, & de l'autre les honneurs, les diſtinctions, vous êtes volontairement le Vampire univerſel de la ſociété, vous perdrez l'honneur, & l'argent vous perdra. Bientôt vos neveux avilis & méconnoiſſables ambitionneront les emplois les plus vils, envahiront, ſous des titres vains, les récompenſes des valets de chambre, & en doubleront & tripleront le monopole ſous le nom de droits; ſolliciteront des intérêts dans les fermes; & d'autre part guettant la premiére héritière du plus obſcur malheureux qui aura amaſſé des ſommes immenſes, ils ſaliront leurs titres dans ce tas de fange, de

ſang & d'iniquité, juſqu'à ce qu'un nom jadis cher à la nation, mais alors flétri de mille manières, diſparoiſſe d'une ſociété dont il eſt devenu le ſcandale & l'opprobre.

Tel eſt l'avenir que ſe préparent les grandes familles dans un Etat où l'or a pris le deſſus, & le ſort que leur procure la libéralité du Prince. La ſoif de l'or eſt celle de l'hydropique, on l'a dit il y a long-temps.

Un malheureux axiome, par lequel les peuples ont toujours été plus à plaindre ſous le régne des Princes doux & bienfaiſants que ſous celui des Rois d'un caractere oppoſé, c'eſt que le Prince doit attirer à lui toutes les finances d'un Etat pour les rendre enſuite; que par ce moyen il vivifie le commerce & la ſociété, & s'attache ſes ſujets par les liens de l'eſpoir & ceux de la reconnoiſſance. Je ne crois pas qu'il y ait un principe plus déteſtable & plus faux que celui-là, ſi l'on ne le modifie; nous

en parlerons dans le Chapitre de la vivification.

Les ſervices de toute eſpece relatifs au bien de la ſociété, & conſéquemment à l'avantage du Prince dans un pays où il eſt l'ame de cette ſociété, voilà ce qu'il faut que le Prince retire avec ſoin du moindre de ſes ſujets, chacun ſelon ſon état & ſes forces; la police, ſûreté & protection juſqu'aux lieux les plus reculés de ſon Empire, voilà ce qu'il faut qu'il leur rende. L'or n'eſt repréſentatif d'aucune de ces choſes. Henri IV. n'avoit pas un ſol quand il fut adoré de ſon peuple. Quand notre Maître d'aujourd'hui fut à l'extrémité à Mets, (moment à jamais mémorable & flatteur pour un Prince par l'attendriſſement, & la conſternation ſinguliére qui ſe répandit dans tout le Royaume) de qui vit-on couler les larmes? Quels furent ceux qui aſſiégeoient les autels? tous gens qui par leur état n'eurent jamais de part à ſes bienfaits per-

ſonnels, & qui ne pouvoient en eſpérer au futur.

Les Princes apprendront-ils un jour enfin dans l'Hiſtoire, qui le leur dit à chaque page, que leurs bienfaits pécuniaires n'ont jamais fait que des ingrats? Qu'on ne s'y trompe pas, les véritables ſangſues du peuple ſont ceux qui perſuadent au Maître que l'adminiſtrateur des deniers publics peut & doit donner à toutes mains.

Les bienfaits pécuniaires des Princes n'ont jamais fait que des ingrats.

Mais ce n'eſt pas la peine d'allonger ce volumineux Chapitre pour me faire des ennemis de tous les frelons de Cour. Je leur répete qu'ils n'aiment ni n'honorent leur Prince comme je fais, & ſi ſont-ils mieux payés que moi pour cela; mais puiſque je veux peupler le monde, on ne me doit pas ſoupçonner du deſſein formé de ſonner le tocſin contre les intriguans, les cupides, les prodigues, les hommes durs & intéreſſés, ni même les fripons: ce ſeroit prendre la route toute oppoſée. Mon objet au contraire eſt, que *tout le monde*

vive, axiome généralement reçu, mais que chacun vive de ſon travail & ſoit chargé de contribuer aux moyens d'en faire vivre d'autres.

Après avoir ainſi déduit les divers inconvéniens des groſſes fortunes dans les points qui peuvent les conſtituer telles, revenons au principe que j'ai prétendu établir. Plus l'Etat ſera peuplé, mieux on vivra & à meilleur marché. 1°. Parce que les productions de la terre ſeront plus communes. 2°. Parce que les travaux de l'induſtrie ſeront moins chers. Faites broder une paire de manchettes en Gaſcogne, elle vous coûtera quatre fois autant qu'à Paris : l'on y vit cependant à bien meilleur marché ; mais l'immenſe population de la Capitale excite l'induſtrie, la néceſſite, & la met au rabais.

L'engourdiſſement dans les reſſorts politiques, & l'inégalité des fortunes ſont contraires à la population. Voilà ce que j'ai prétendu avancer, & que je crois avoir prou-

vé. L'abondance de l'or eſt très-propre à établir ces deux ſortes de viciations dans un Etat : c'eſt encore ce qui parle de ſoi-même. D'où il s'enſuit que l'abondance des métaux n'eſt pas un ſi grand bien dans un Etat, qu'on ſe l'imagine.

L'inégalité des fortunes, & la diſproportion entre les néceſſités d'un Gouvernement & ſes reſſorts, ainſi que tous les autres vices d'un Etat, ſont une ſuite de la proſpérité & de la puiſſance. L'un & l'autre cependant n'en dérivent indiſpenſablement, qu'autant que cette ſorte de richeſſe fictive qui provient de l'abondance des métaux, s'y établit & s'y multiplie. L'or perdant par ſon abondance ſa qualité premiére de repréſentatif uniquement, pour ſe ſubſtituer par un déſordre monſtrueux à toute autre ſorte de biens, & ne pouvant remplir les fonctions d'aucuns d'eux en particulier, ne peut à plus forte raiſon ſuffire à les remplacer tous.

Le reſpect, la conſidération, l'autorité, la prééminence &c. ſont

des biens de tous temps très-précieux à l'opinion humaine ; mais ces biens se distribuent graduellement sur la surface d'un Etat, en animent les ressorts, gagnent à se répandre, & perdent à s'amonceler. L'or au contraire une fois mis à la place de toutes ces choses n'en donne qu'une fausse apparence, ne s'attire que des hommages forcés, ne met ordre à rien, insinue même le désordre par-tout. Semblable d'ailleurs à l'argent-vif, dont les parcelles séparées n'ont aucun repos qu'elles ne soient rejointes au bloc, il racornit en substance la masse entiére d'un Etat, & en obstrue tous les ressorts. D'autre part, il opere seul la disproportion ruineuse des fortunes, & donne la facilité de les grossir aux dépens du public. Charles-Magne au milieu de ses conquêtes immenses fit bien des grands Seigneurs d'autorité, de jurisdiction &c. mais il n'en enrichit aucun, & en conséquence ne dépeupla point son Empire. Un colosse d'argent établi en Saxe l'eût

plus sûrement dévastée, que ne firent les éxécutions sanglantes & redoublées qu'il fit chez ces peuples rebelles, & toujours assez forts pour troubler le repos du Conquerant.

Cette idée sera développée par le détail dans toute la seconde Partie de cet Ouvrage. Terminons celle-ci par quelques considérations sur les métaux & le travail.

CHAPITRE VIII.

Travail & Argent.

LEs partisans du luxe, & les amateurs du superflu, même en convenant avec moi que la trop grande inégalité des fortunes est un mal, me diront que la richesse d'un Etat & l'abondance des métaux donnant plus de fantaisies aux riches, en proportion du plus de facilités de les satisfaire, fait subsister aux dépens de l'opulence une

infinité d'ouvriers & d'artiſans ; que cet arrangement ſubdiviſe les groſſes fortunes dans le fait, en les laiſſant ſubſiſter dans le droit, & qu'il oblige le riche à entretenir un grand nombre de pauvres avec d'autant plus d'avantage pour l'Etat, qu'au-lieu que ſelon ma méthode ces derniers étoient aux gages, & dans une dépendance directe du premier, ici l'aſſujétiſſement diſparoît, & prend la forme d'un commerce relatif, & d'une communication de néceſſités & de ſervices.

Avant de répondre à cette objection ſur laquelle, ainſi que dans preſque toutes les diſputes, il ne s'agit que de s'entendre, il eſt néceſſaire de traiter certains points propres à fixer nos idées ſur les différents degrés d'eſtime qu'il eſt de droit & de juſtice d'attacher à tous les travaux humains.

On ne ſçauroit nier qu'après le premier travail, & l'unique qui ſerve à la production de la matière premiére, ceux qui tendent à

la

la mettre en œuvre & enſuite à la perfectionner, ne ſoient très-précieux dans un Etat pour les néceſſités & commodités du citoyen, & que la proſpérité relative ne ſoit toujours en proportion de ce que les arts tant mécaniques que libéraux fleuriſſent dans une ſociété. Mais à cet égard il eſt plus important qu'on ne ſçauroit dire, de ne point confondre.

Si tout vient de la terre, l'homme qui s'applique avec le plus de ſuccès à en tirer les productions, eſt le premier homme de la ſociété. Cela eſt effrayant à dire; mais le Roi, le Général d'armée, le Miniſtre ne ſçauroient ſubſiſter ſans l'agriculteur, & l'agriculteur ſubſiſteroit ſans eux.

En ce cas, me dira-t-on, vous bouleverſez tout, & l'homme qui détache la pierre dans les carrières aura le pas ſur les *Praxiteles*, & les *Michel Ange*. Qui en doute? répondrois-je ſans craindre d'être accuſé de barbarie. Ne nous falloit-il pas des pierres avant des

ſtatuës ? Mais je range ſous la même claſſe ces deux eſpeces d'hommes; & de même qu'à la baſe de la ſtatuë que j'érigerois, ſi j'étois le maître, au Philoſophe de nos jours qui conſacre ſon loiſir & ſes études à la perfection de l'agriculture, je mettrois aux quatre coins la figure du laboureur, du jardinier, du pâtre & du vigneron le plus célèbre de ſon temps, ainſi *Puget* auroit à ſes pieds le tailleur de pierre, & les différents ouvriers qui donnent aux métaux la forme d'outils du Sculpteur. Eh! de quoi accompagneriez-vous un Poëte célèbre ? D'Etres fantaſtiques ſans doute. Mais ſi cet homme avoit employé ſes talens à chanter les Dieux & encourager les Heros, à perfectionner la langue de ſa nation, à la rendre célébre chez les étrangers, à leur donner le goût de l'apprendre, & conſéquemment la facilité de ſe plaire au milieu d'elle, & de venir l'enrichir de ſon travail ou de ſon ſuperflu, un Poëte, dis-je, de cette eſpece

trouveroit au moins autant de considération chez un peuple fraternisé selon mes principes, que chez les partisans du luxe & des plaisirs. Les premiers hommes étoient tous agriculteurs, pasteurs, &c. Ils n'ont guères divinisé que ceux qui leur avoient enseigné l'usage des dons de la nature, Cerès, Bacchus, Triptoleme &c. Voyez le cas que ces hommes faisoient des talens: *le Divin Demodocus*, dit Homere.

Il est naturel, il est utile même que chacun estime ici-bas sa profession, plus même qu'elle ne vaut. Au fond les touches d'un clavessin contribuent toutes également à l'harmonie, quoique l'une n'ait que de foibles sons, tandis que d'autres en ont de forts. Le Gouvernement est le maître qui touche l'instrument. Si la main est habile, tout concourt au jeu plein & merveilleux; si au contraire elle est dure & vacillante, rien ne va, le clavier souffre, & l'instrument est bientôt discord.

Cependant de même qu'indépendamment de toutes dispositions naturelles, il est des principes d'harmonie sans lesquels on n'est jamais sûr de ne rien faire contre les régles de l'art, il est aussi des principes de gouvernement simples, mais décisifs, auxquels il faut réduire toute la marche politique, sans quoi l'on ne va qu'au hazard, & dans le risque continuel de s'égarer. La base de ces principes est de fixer d'abord le degré d'estime qu'on doit à chaque profession, & même à chacun des soins & des arts qui les partagent, & la conséquence en doit être un systême, & un plan suivi de conduite, qui attribue l'honneur & la considération à celles de ces professions qui doivent être menées par ces nobles ressorts, l'encouragement & la protection à celles qui ont des vuës & des fonctions moins nobles, & qui évite sur-tout & par-tout d'ôter à l'argent sa qualité de moyen, pour lui attribuer follement celle de récompense.

Qu'on ſe rappelle ici la diviſion que j'ai faite entre la ſociabilité, & la cupidité. Toutes les diſtinctions pécuniaires portent vers cette derniére, tous les aiguillons d'honneur & de conſidération nous en écartent pour nous tourner vers la ſociabilité.

Pour fixer le degré d'eſtime dû à chaque profeſſion, il eſt néceſſaire d'analyſer l'objet de ſes fonctions, & leur rapport avec cette derniére vertu.

Degré d'eſtime due à chaque profeſſion.

A bon droit les Miniſtres de la Religion ont-ils le premier rang dans une ſociété bien ordonnée. La Religion eſt ſans contredit le premier & le plus utile frein de l'humanité : c'eſt le premier reſſort de la civiliſation ; elle nous prêche, & nous rappelle ſans ceſſe la confraternité, adoucit notre cœur, éleve notre eſprit, flatte & dirige notre imagination en étendant le champ des récompenſes & des avantages dans un territoire ſans bornes, & nous intéreſſe à la fortune d'autrui en ce genre, tandis que

nous l'envions presque par tout ailleurs.

Après les Ministres de la Religion viennent de droit les défenseurs de la patrie. Dans les sociétés retrécies aux lieux même où la valeur militaire étoit un mérite de nécessité par le besoin de défendre ses propres foyers, cette vertu néanmoins fut toujours des plus estimées ; parce qu'après la liberté, la sûreté est le premier des biens, & que l'institution du guerrier est de procurer l'une & l'autre à sa patrie. A plus forte raison, si-tôt que dans une société formée & étendue l'élite des hommes se dévoue volontairement & par honneur aux périls, & renonce à toute autre fonction dans l'Etat qu'à la gloire de le défendre, cette profession doit-elle être singuliérement estimée, & flattée par des avantages de considération & de prééminence qui excitent sa générosité, élévent son amour propre, & la détournent de se baisser vers les objets de la cupidité, que la force

de sa constitution naturelle la mettroit à portée de ravir. Quelques nations jalouses de leur liberté, & regardant le militaire comme le satellite de l'oppression, ont porté toutes leurs vuës à le mépriser, à le tenir bas, & à déprimer ce genre de vertu. Il leur est arrivé de-là ce qui arrivera toujours, que la guerre leur est fatale, & altere leur constitution. De deux choses l'une, ou elles sont mal servies par des mercénaires soudoyés & de tout temps traités comme tels, ou ceux-ci prennent le dessus & se vengent par une domination dure & une révolution douloureuse, de l'abjection si contraire à leur nature dans laquelle ils ont été tenus. Eh ! quelle est après tout cette liberté, l'idole de tous les peuples turbulents depuis que le monde est monde ? Si c'est la tranquillité publique, la modération particuliére, & l'empire des Loix, j'ai beau parcourir l'Histoire & les annales de l'univers, je ne la trouve en temps ni lieu que chez

les Suisses : mais je m'écarte ; revenons.

Sans la Religion, les assemblées d'hommes n'eussent jamais pris forme de société ; sans la valeur de ses défenseurs, la société eût été aussitôt dispersée qu'établie ; sans les Loix, les passions & le ferment intérieur l'auroient détruite aussi promptement que les efforts extérieurs. Ceux qui sont préposés au maintien & à l'exécution des Loix, ont donc après les deux ordres ci-dessus une prééminence fondée en droit & en raison indispensable. Viennent ensuite en foule, mais par degrés, tous ceux qui composent & maintiennent la société, qui la vivifient, qui l'honorent par leurs talens, ou dont l'industrie multiplie à l'infini les biens de nécessité, les commodités, les agrémens de la vie, & sur-tout les moyens féconds de subsistance, en ce que cela seul multiplie les sujets de l'Etat son unique richesse réelle.

On s'étonne quelquefois de l'iné-

branlable conſtitution & ſolidité de la Monarchie Françoiſe, qui eſt telle en effet qu'ayant perpétué ſa durée fort au-delà de l'âge naturel des Etats, à en juger du moins par le ſort de tous les autres, elle a réſiſté aux chocs les plus violents, aux maladies les plus aiguës, & cela au point qu'elle ſemble renaître des efforts mêmes qu'on fait pour l'altérer. N'en cherchons point d'autre cauſe que l'heureux rapport du naturel & du tempérament de ſes habitans avec les principes fondamentaux de l'Etat, qui, par un effet de la ſolide politique de nos peres, ſe trouvoient dirigés dans l'ordre que j'établis ici.

En effet les trois Corps qui compoſoient les véritables aſſemblées de la Nation, ne ſont autre choſe que le Clergé, le Militaire & la Magiſtrature, trois corps différents ayant chacun à part la voix délibérative, & qui réunis n'en formoient qu'un ayant voix conſultative auprès du Prince qui ne ceſſa jamais d'être l'ame de l'Etat, ſi

ce n'eſt dans les temps d'anarchie. Qu'y a-t-il en effet de plus ſenſé & de plus conforme aux notions naturelles ſur l'ordre politique que cette forme mélangée, qui renferme tous les degrés de force & de ſageſſe, dont les conſeils des hommes peuvent être ſuſceptibles?

Vainement les ennemis du Clergé voudroient-ils prouver par des déclamations & des exemples, qu'il eſt hors de régle & dangereux que les Miniſtres de la Religion aient aucune part aux affaires du gouvernement. Ceux qui prétendent les réduire au ſpirituel abſolu, ſentent auſſi-bien que tous autres & mieux, que c'eſt préciſément les reléguer dans les eſpaces imaginaires. Indépendamment de leurs droits à l'adminiſtration temporelle, comme poſſédant fiefs, juriſdiction & autres biens, guides naturels des mœurs, tout eſt de leur reſſort en fait de conſultation, & c'étoit toute la Juriſdiction attribuée à nos Etats en préſence du Souverain.

Le Militaire ne paroît de ſa na-

ture propre au conſeil, que pour les affaires de ſon métier : l'expérience a cependant démontré que les meilleures têtes de cabinet ſortent ſouvent de cette profeſſion, ſoit que l'habitude des grands inconvéniens qui forcent l'eſprit à imaginer les grandes reſſources lui donne de l'étenduë, ſoit que les motifs brillants, les fatigues outrées ſoient propres à donner à l'ame le plein jeu de ſes organes, ſoit auſſi que la gravité militaire, la plus naturelle & la plus impoſante de toutes, aſſerviſſe ſon propre repréſentant, & l'enchaîne des liens de la vraie prudence qui n'eſt autre choſe que la force tempérée. Mais indépendamment de cet avantage de fait, quand le Militaire ne ſeroit dans les conſeils, que ce qu'eſt l'aſſaiſonnement dans les ragoûts, il n'y ſeroit pas moins néceſſaire.

Depuis qu'on perd de vuë les vrais principes, on diroit que le tiers Etat en étoit la partie abjecte; & je ne doute pas qu'en liſant ceci

Meſſieurs les Magiſtrats n'ayent regardé comme un blaſphême le rang que je leur aſſignois parmi cet Ordre reſpectable. Toute ſociété où la prééminence mene à ſa ſuite l'envie, & où la déférence marche à côté du mépris, court rapidement vers ſa ruine totale. Mais c'eſt moins ici qu'en aucun autre pays; & nos préjugés ſur l'ancienne forme de notre gouvernement ſont à mille lieuës de la vérité. La nation, vous dit-on, ne fut d'abord composée que des conquérans, tout le reſte étoit ſerf; le reſpect, & leur ſuperſtitieuſe ignorance admirent le Clergé à leurs aſſemblées, & lui donnerent le premier pas: le Clergé jaloux de la Nobleſſe donna l'exemple des affranchiſſemens, & en fit peu après un point de religion; les Villes ſe formerent, obtinrent des priviléges & parvinrent enfin, à force d'empiéter ſur les Seigneurs, à faire admettre leurs députés dans les aſſemblées générales de la nation, mais toujours comme ſoumis & marqués encore

du ſceau primordial de la ſervitude. Sans nier les faits ſur leſquels aſſez d'autres ont diſputé & diſputeront ſans moi, je les mets tous d'accord dans ce Traité ; c'eſt l'ouvrage d'un homme qui ſe range avec un mouvement de reſpect intérieur devant le porteur d'eau dans la rue, parce que ce pauvre homme eſt chargé, qui ne ſçut jamais ſe déplacer devant un fat par un ſentiment de ſupériorité, ni s'enorgueillir à côté d'un mendiant, dont l'odeur infecte, & les haillons lui reprochent une fraternité méconnue : cet homme parle pour l'humanité & la vérité, il lui ſiéroit également mal d'appuyer & de combattre les ſuppoſitions & les annales de la vanité. Je dis donc que les détails de la police intérieure du camp des anciens Francs, nous importent auſſi peu, relativement à mon ſujet actuel, que ceux de l'armée de Totila, & je ne regarde la Monarchie comme établie & prenant forme d'Etat, que du moment où les aſſemblées de la nation reçurent

leur plénitude par l'adjonction des repréſentans des Villes & des Communes.

Mais en quoi l'on ſe tromperoit lourdement, ce ſeroit d'imaginer que jamais ces députés ayent paru dans nos aſſemblées comme des ſujets qui viennent implorer la clémence & réclamer leurs droits à l'humanité de leurs Maîtres. Ils y furent reçus comme inférieurs en dignités & en prérogatives, comme égaux en ſubſtance ; & le tiers-Etat, qui dans ſa dénomination ne ſignifie que troiſiéme Etat, ne voyoit d'autre diſtance entre la Nobleſſe & lui, que celle qu'on admettoit déja entre le Clergé & la Nobleſſe, *premiers entre pairs.* La même liberté ſe trouvoit dans les délibérations, le même concours dans les ſuffrages, avec une prééminence marquée à la vérité de dignité & de conſidération pour les deux premiers Ordres, mais peu ou point de différence de pouvoir & d'autorité.

D'après cette allégation qui gît

en faits, il eſt aiſé de concevoir que ce ne put être cette foule d'hommes affaiſſés ſous le poids de la néceſſité, & ce qu'on appelle la lie du peuple, que nos fiers ayeux conſentirent à admettre au partage de la plus noble & de la plus eſſentielle de leurs fonctions, & que nos Rois reçurent dans leurs Conſeils. Quelle que put être la forme de la Magiſtrature des Villes, la néceſſité des Prépoſés au maintien des Loix & Ordonnances tant de Juſtice que de Police, eſt la premiére qui ſe fait ſentir à toute ſociété. Il falloit des Magiſtrats aux Villes en naiſſant, c'eſt-à-dire en ſortant de la tyrannie, & ce furent ces Magiſtrats, qui en devinrent les repréſentans naturels dans les aſſemblées de la nation.

A meſure que l'autorité du Prince & l'ordre actuel ſe ſont établis, l'épée a perdu du tranchant qui pouvoit couper le fourreau, & la Magiſtrature a étendu ſon pouvoir, & plus encore l'exercice de ſes droits naturels. Mais ſeroit-il

juſte d'une part, de la regarder comme étant d'un ordre aſſujetti dans les temps où ne formant nulle prétention pour ſiéger au-deſſus du tiers-Etat, elle avoit néanmoins dans ſon corps des ſujets ſortis des meilleures Maiſons de la Nobleſſe, & de l'autre, de vouloir l'en tirer aujourd'hui, que la vénalité des Charges en a chaſſé preſque toutes les anciennes ſouches.

Diſons mieux, il n'y a qu'un Maître dans l'Etat. Il y a enſuite trois Ordres conſultants, le Clergé, le Militaire, & la Magiſtrature; tout le reſte obéit & travaille. Ce dernier ordre étoit néceſſaire pour former la plénitude du Conſeil : conſervateur fidèle des loix, des formes, des anciens uſages, il borne l'ambition du Clergé ſujette à vouloir établir le plus dangereux des preſtiges; il émouſſe le tranchant du Militaire, dont le vice tourne vers l'oppreſſion; il oppoſe le Dédale des formalités, & l'utile tableau des conſéquences aux entrepriſes des uns, à la violence des

autres, & reçoit d'eux l'élévation dans les vuës, & la célérité dans les décisions, qui lui manquent.

Quoique cet ancien ordre de Conseils soit maintenant suspendu, que le Militaire, ou si l'on veut la Noblesse qui n'étoit autre chose dans son institution, n'ait plus aucune sorte de Jurisdiction ni de prérogative réelle dans l'Etat, cependant le goût de la Nation détermine l'opinion générale maîtresse absolue des mœurs & usages, vers cette gradation d'estime si conforme aux régles naturelles d'une bonne constitution. Le Militaire a dans l'opinion publique & particuliére le pas sur les autres Etats auxquels est demeurée, avec une jurisdiction réelle, la portion de considération qui en est inséparable. Ainsi le naturel & l'inclination des peuples étaye le bâtiment, & le préserve des accidens dont le menace la vétusté des fondemens; & c'est-là la vraie fontaine de Jouvence qui régenere le corps politique, & le maintiendra

dans ſa vigueur, juſqu'à ce que notre tempérament ait été détruit par l'amour de l'or, ſeul poiſon qui morde ſur-tout.

Après ces Ordres primitifs d'un Etat, diſtincts & ſéparés par le genre de leurs fonctions, & qui ſont de l'eſſence abſolue & de la conſtitution du bâtiment politique, il faut enſuite le décorer, le rendre logeable, commode, agréable & brillant. Les ſciences, les beaux arts, les arts libéraux & méchaniques n'ont ou ne doivent avoir d'autre objet que celui-là, & méritent eſtime & conſidération en proportion de ce qu'il faut de talens privilégiés pour y réuſſir, de ce que ceux qui les cultivent ont mis de travail pour les faire valoir, mais ſur-tout de ce que leur travail eſt plus ou moins dirigé vers la ſociabilité, c'eſt-à-dire, vers l'utilité publique.

J'ai déja traité de l'agriculture; on lui feroit tort de la confondre avec les autres arts de quelqu'ordre qu'ils puiſſent être. Celui-ci, ſelon

notre foi, eſt d'inſtitution divine ; il eſt viſiblement à notre exiſtence ce qu'y eſt la reſpiration. Il honore, il intéreſſe, il amuſe le Général d'armée, le Magiſtrat & le Miniſtre comme le dernier citoyen. Il vivifie, il anime en nous le reſpect pour le culte adreſſé à l'Etre dont la main bienfaiſante multiplie les fruits de ſes travaux, l'amour & l'admiration pour le guerrier qui ſe dévoue à ſa défenſe, l'attachement & la reconnoiſſance pour les Interpretes des Loix qui lui aſſurent une poſſeſſion tranquille : l'agriculture en un mot & l'art univerſel, l'art de l'innocence & de la vertu, l'art de tous les hommes & de tous les rangs.

Je parlerai ailleurs du Commerce & ferai voir que ce n'eſt point un état à part, qu'il eſt uniquement le frere de l'agriculture. C'eſt l'honorer beaucoup, mais tout eſt frere dans mes principes ; revenons en bref ſur les autres arts, que j'ai établis tout-à-l'heure les décorateurs d'un Etat.

Les ſciences ſont la pâture de l'âme & l'exercice de l'eſprit; par elles l'homme gravit péniblement vers le faîte de gloire & de lumiéres, dont il fut autrefois précipité dans la perſonne de ſon premier pere. Il eſt deux routes qui paroiſſent y tendre également. L'une eſt celle de l'orgueil qui nous a perdus, & qui égare tous les jours ceux qui la ſuivent; l'autre eſt celle du travail & de la ſoumiſſion, qui nous eſt permiſe & recommandée. Les vrais Sçavans ſuivent cette route, ce ſont de tous les hommes privés, ceux qui exigent le moins & qui méritent le plus.

Les arts libéraux ſont aux beaux arts ce que le corps eſt à l'ame, divers en fonctions, unis de deſtination, eſtimables en proportion de ce qu'ils ſervent à élever l'ame & le cœur des citoyens, mépriſables s'ils aident à les corrompre.

Les arts méchaniques enfin, à les prendre en corps comme nous les conſidérons ici, ſont tellement

liés à tout le reste, que sans eux il seroit impossible que la société subsistât, & qu'il est vrai de dire qu'elle ne fleurit au physique qu'autant qu'ils se perfectionnent. C'est la chaux & le sable du bâtiment politique qui lie tout, sert à tout, & ne domine sur rien. Il suit de-là que ces arts doivent être protégés, & que les talens de ceux qui s'y distinguent méritent d'être honorés.

Mais il faut en ceci sur-tout prendre garde de se laisser égarer par le penchant naturel de l'homme pour le merveilleux; le point dégénère des arts en tout genre, c'est la recherche; estimons les arts méchaniques en proportion de leur utile solidité, laissons voler de leurs propres aîles les arts mercenaires du frivole & de la vanité, ils n'ont besoin du secours de personne, la folie humaine les mettra toujours assez en vogue, & leur solde leur tient lieu d'honneurs & de récompenses.

Après ce tarif raccourci des différents emplois qui partagent la société, il est temps de répondre à l'objection qui commence ce Chapitre, & d'examiner si les démembremens des grosses fortunes occasionnées par les fantaisies des riches & l'abondance des métaux, vont au profit de la société, comme le feroit la subdivision des fortunes que ces mêmes métaux ont seuls amoncelées.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner, si les nations où la richesse privée est le plus en vogue, sont celles où l'on conserve le plus de respect pour la Religion, de considération pour le Militaire, d'attachement pour la Magistrature & les Loix ; où les Sçavans sont plus recherchés que les hommes à talens frivoles ; où les travaux des arts portent l'empreinte du Noble & du Grand. Toutes ces choses seront traitées ailleurs. Voyons seulement dans les arts méchaniques qui sont en général ceux qui

font vivre le peuple, ſi ce ſont les plus utiles & les plus ſolides qui reçoivent le tribut deſtiné à mi-partir la fortune du coloſſe d'or en queſtion.

Il eſt impoſſible, on le ſent par le raiſonnement, on le voit par l'expérience, que ce ſoit dans les premiers Ordres de l'Etat que s'accumulent & ſe conſervent les groſſes fortunes dont nous venons de parler ; en conſéquence le faſte Polonnois, qui conſiſte à faire vivre un grand nombre d'Officiers, de domeſtiques, &c. eſt prohibé au propriétaire. D'ailleurs vous venez de condamner ce genre de dépenſe, comme chargeant le pauvre des liens d'une dépendance trop directe envers le riche. Quant à moi, je ne ſçache pas avoir encore recommandé cela ; j'ai dit ſeulement qu'il ſeroit à ſouhaiter que les grands Seigneurs conſommaſſent à l'entretien de la pauvre Nobleſſe ce qu'ils dépenſent à fournir un odieux ſuperflu à des valets,

& en d'autres déprédations de désordre & de luxe, & j'ai sur-tout montré l'avantage de la subdivision des fortunes. Mais en effet le genre de faste ci-dessus est interdit aux riches de métaux. Quel usage peuvent-ils donc faire des revenus qui leur sont attribués ? j'en excepte ceux qui en servent le Commerce & l'Etat au besoin, & c'est de leurs enfans dont je parle ; ils ne sçauroient dîner deux fois, comme disent les bonnes gens ; les nécessités de l'opulence, les superfluités même de la décence ont des bornes très-retrécies en proportion de la fortune. A qui donc en attribuer l'excédent ? Aux fantaisies ? Vous l'avez dit ; fantaisie, pagode hideuse de sa nature & contrefaite, mais qui sera monstrueuse & détestable tant qu'il y aura d'autres hommes pressés de la nécessité, que dis-je, accablés sous le poids de la plus affreuse misere.

Mais enfin feront-elles vivre les ouvriers du genre le plus utile & le

le plus penible? Une voiture coûtera ſeize mille francs de vernis, une boëte mille écus de façon & l'on en changera ſouvent, je demande ſi c'eſt-là protéger les arts méchaniques dans la progreſſion que nous avons établie ci-deſſus.

J'entends d'ici la foule d'objections qui me ſeront faites ſur la néceſſité d'encourager les arts du ſuperflu, pour accoûtumer les étrangers à venir ſoudoyer notre luxe, entretenir nos ouvriers, &c. Ce n'eſt pas encore ici le lieu d'entamer & d'approfondir ces queſtions. J'eſpere qu'on verra dans la ſuite de cet Ouvrage, que je n'aurai rien omis de mauvaiſe foi; toutes mes erreurs appartiendront à mon ignorance, & au peu de juſteſſe de mes vuës. Revenons aux principes généraux.

Le moyen premier & indiſpenſable de ſubſiſtance eſt l'agriculture qui nous donne la matière premiére. Le moyen ſecond eſt le travail; & de même que la direction du premier moyen doit être

déterminée vers la multiplication de la production, celle du second le doit être vers l'accroissement du travail.

Nous avons en ce genre éprouvé une sorte de détriment, qui pourroit encore s'accroître par le relâchement des mœurs.

On se plaint que le prix de toutes sortes d'ouvrages augmente journellement à Paris, & de façon qu'il est aujourd'hui presqu'impossible d'atteindre à cette espece de nécessaire usuel & abusif qu'on accroît cependant chaque jour. Il est certain qu'une des causes de cette augmentation est le regorgement des métaux, qui arrivent sans cesse en Europe des mines du Perou & du Potose ; de sorte que si le commerce dévorant des Indes d'une part, & de l'autre l'abondance de meubles & bijoux de ces sortes de métaux qui se répandent & se multiplient à l'infini dans la société, n'en absorboient une partie, l'or & l'argent deviendroient si communs, qu'il faudroit chercher une autre

ſorte de repréſentatif du troc dans le commerce.

Une autre cauſe phyſique encore de ce dérangement, c'eſt la diminution ou moindre quantité des matières premiéres; la terre d'une part moins cultivée en produit moins, & de l'autre la conſommation conſidérablement augmentée, au moins en proportion du nombre d'individus, en demande davantage, ce qui néceſſairement en fait hauſſer le prix.

Mais une troiſiéme cauſe certaine, & qui eſt la ſeule dont je veux traiter ici, c'eſt la diminution proportionnelle du travail de chaque individu.

Il eſt certain que le goût des fortunes eſt venu de proche en proche à tout le monde, attendu qu'il n'eſt porteur d'eau dans la Ville, ni maraiſcher ſur les chemins, qui n'ait au moins un couſin-germain ayant Suiſſe à ſa porte. Rapine, bonheur, induſtrie, trois fantômes réaliſés, offrent à chacun, ſelon ſon caractere, des che-

mins ouverts par lesquels plusieurs arrivent, d'autres s'abîment en chemin sans jamais se croire noyés, & tous enfin s'accoûtument à vivre d'espérance, & sortent des voies de modération & d'équité relatives à leur profession. La principale de ces voies, & celle de toutes, qu'on a le plus perdue de vuë, c'est l'économie & la sobriété. Le défaut d'économie jette dans un accroissement de dépense que le surtaux des marchandises & ouvrages peut seul acquiter ; car il n'est aucun entrepreneur qui ne préléve toujours son entretien & celui de sa famille sur son travail, avant de compter son profit. C'est chose juste dans son principe ; mais si-tôt que cet entretien devient arbitraire & proportionné à la fantaisie & à la vanité, c'est une friponnerie manifeste,

Remarquez cependant que dans les derniers rangs, comme dans les premiers, ce qui eût été folie autrefois devient usage, & presque nécessité aujourd'hui, Chez les gens

de qualité, il faut voiture pour Monsieur, & carrosse pour Madame, voiture de campagne, chevaux de chaise, désobligeante, &c. C'est devoir d'état que de vivre ainsi aux dépens de qui il appartient. Qui voudroit rentrer en soi-même, & se considérer isolé de l'appui des usages, auroit bien de la peine à se faire une fausse conscience, assez endurcie pour n'avoir aucuns remords sur les déprédations, qu'on justifie comme dépenses nécessaires pour vivre avec décence, & selon son état. Je tremble encore en regardant le portrait de mon pere; il reconnoissoit la même supériorité dans le sien, & celui-ci dans mon bisayeul. Je n'entends pas par-là les transes du respect filial, mais uniquement l'effet d'une supériorité de sentiment & de dignité, dont les mœurs d'aujourd'hui ont absolument dégénéré. Je conclus en conséquence, que si mon trisayeul reparoissoit dans sa maison, je me trouverois bien petit devant lui. Cependant il est du

devoir de mon état de vivre à cent lieues de mon gazon, & dans une Ville qu'il regardoit comme les Antipodes, d'avoir nombre de laquais faineans & mangeurs, au-lieu de quelque palefrenier hérissé qui lui suffisoit, d'un Page fréquemment sans culotte, quoique son cousin, (car il faut bien que, comme Montagne, chacun ait le sien); d'une Demoiselle laborieuse, & de quelques petits garçons appellés *bamboches* pour sa femme. Soit : chacun a son état, & doit se conformer aux mœurs de son temps, c'est bien dit; mais il s'ensuit que ce Marchand qui dort aujourd'hui la grasse matinée & se fait remplacer dans sa boutique par un garçon de surcroît cherement loué; dont la femme porte couleurs, rubans, dantelles & diamans, au-lieu du noir tout uni qu'elle ne mettoit encore qu'aux bons jours; qui brûle de la bougie (quoique feüe Madame la Duchesse de Bourgogne avouoit n'en avoir vû dans son appartement que

depuis qu'elle étoit en France) qui prend le caffé, & fait journellement ſa partie de quadrille : il s'enſuit, dis-je, que ce marchand, obligé, pour vivre ſelon ſon état, de fournir toutes ces choſes à ſa très-digne moitié, & de ſon côté de figurer comme les autres (car c'eſt le mot) peut en conſcience prélever cette dépenſe ſur ſes fournitures. Il faut encore qu'il gagne de quoi faire à ſes enfans élevés dans ce train-là, un établiſſement à peu-près pareil à ſa propre fortune : on ſent a quel taux tout cela porte le prix de la main d'œuvre. Même calcul pour l'artiſan, même, qui pis eſt, pour le fabriquant ; ce qui porte le prix de nos ouvrages & marchandiſes à un taux que les étrangers, obligés de payer argent comptant, trouvent encore plus rude que les citoyens qui laiſſent le tout à payer à leurs enfans, abus qui petit-à-petit oblige les Danois même à ſe faire des manufactures, & à ſe paſſer de nous.

Si le mépris & l'oubli de toute

économie ouvrent la porte à mille inconvéniens dont je ne fais qu'ébaucher quelques-uns, un des plus considérables est le défaut de sobriété. On n'en connoît plus dans cette Ville bruyante, où le *sui profusus*, *alieni appetens* est devenu la devise de tout le monde du plus grand au plus petit. Outre que la consommation intérieure a sextuplé par-tout, la partie du peuple destinée au travail dépense tout son gain en parties, courses & guinguettes. Chaque Bourgeois commerçant, artisan même un peu aisé, a sa maison de campagne où tout va par écuelles, comme l'on dit. Les ouvriers du premier ordre, comme jouailliers, orphevres & autres font les Dimanches & fêtes des dépenses en collations où les vins muscats, étrangers &c. ne sont pas épargnés. Les femmes & filles de ce genre de société y assistent & donnent le ton, tout s'y consomme, & si quelque jeune ouvrier plus sensé veut éviter ces sortes de dépenses, la coûtume contraire a

Sui profusus, alieni appetens, devenu la devise de tout le monde.

tellement prévalu, qu'il se verroit isolé & frappé d'une sorte d'excommunication parmi les gens de sa profession. Le bas artisan court à la guinguette, sorte de débauche protégée, dit-on, en faveur des Aides. Tout cela revient yvre, & incapable de servir le lendemain. Les maîtres artisans sçavent bien ce que c'est, pour leurs garçons, que le samedi court jour, & le lundi lendemain de débauche; le mardi ne vaut pas encore grand chose, & si dans la huitaine il se trouve quelque fête, ils ne voient pas leurs garçons de toute la semaine.

Je ne prétends pas examiner & noter ici les inconvéniens de cet accroissement de consommation inutile & nuisible relativement aux principes établis dans les Chapitres précédens, mais seulement dans l'objet de la diminution de travail qui en provient. La mollesse dans les aisés, la paresse pour les pauvres est la suite nécessaire de l'intempérance; cette suite, nous y

ſommes, & marchons de notre mieux au progrès.

Les Ecoles les plus rigides de Paris, les Colléges les plus ſains de cette célébre & ſévére Univerſité donnent par jour trois heures de moins de travail à leurs écoliers, qu'ils ne faiſoient, il y a quarante ans, & par ſemaine un jour de plus de congé. A l'Académie, on montoit autrefois de régle quatre chevaux chaque matin, & quatre repriſes ſur chaque cheval, on n'en monte aujourd'hui que trois, à trois repriſes chacun ; il n'y avoit de jours de congé, que le mercredi & le Dimanche, on y a ajoûté le ſamedi. Calculez, & vous verrez qu'un an d'Académie alors en valoit deux d'aujourd'hui. Ce ne ſont-là que de menues branches d'un relâchement qui eſt devenu général, & à tous égards ; mais il n'eſt queſtion ici que du travail.

De vieux bourgeois de Paris m'ont dit autrefois que ſi de leur

temps un ouvrier n'eût pas travaillé deux heures à la lumière, soit le matin, soit le soir dans les plus longs jours, il auroit été noté comme un paresseux, & n'eût pas trouvé à s'établir. Ce fut le 12. de Mai 1583. qu'Henri III. fit occuper divers postes dans Paris par ses troupes. Les habitans, dit Davila, avertis par le bruit des tambours commencerent à fermer leurs portes & leurs boutiques qui, selon l'usage de cette ville de travailler avant jour étoient déja ouvertes. *Commincio à Radunarsi s'errando le porte delle case, e chiudendo le porte delle botteghe, che conforme all' uso della citta di lavorare innanzi giorno, gia serano commninciate ad aprire.* Il dit positivement en ce même endroit, que toute cette émeute s'étoit faite avant le jour. Or il est jour à trois heures au mois de Mai. En 1750. je traversai à pareil jour tout Paris à six heures sonnantes à la Sorbonne, je traversai, dis-je, depuis les Chartreux jusqu'au bout du fauxbourg

S. Martin, partie marchande & populeuſe de la Ville, & je n'y vis d'ouvertes que quelques échopes de vendeurs d'eau de vie. Voilà les faits.

Conſidérons-nous maintenant relativement à nous-mêmes, & voyons ce que nous avons perdu de notre propre fonds. Un ouvrier qui travaille ſix heures de plus dans une journée, & qui conſomme la moitié moins, en vaut trois; & s'il eſt vrai que *plus il y a de travail dans un Etat, plus l'Etat eſt cenſé riche naturellement*, nous avons à cet égard perdu les deux tiers de notre richeſſe intérieure. Il eſt poſſible qu'il y ait plus d'ouvrages faits aujourd'hui, attendu la multiplicité d'arts & de manufactures nouvelles établies depuis cent ans; mais il n'en eſt pas moins certain que ſi nos ouvriers actuels étoient auſſi laborieux qu'autrefois, ils conſommeroient moins en ſuperfluités & feroient plus d'ouvrages, au moyen de quoi ces ouvrages

feroient à un prix plus bas & plus commerçable.

Les maux les plus difficiles à réparer font ceux qui proviennent de l'affaiffement des mœurs. L'homme réputé alors le plus pareffeux, s'il reparoiffoit aujourd'hui en confervant les ufages de fon temps, feroit le plus vigilant d'entre nous. *Dormant à la Françoife jufqu'à huit heures*, dit Sully en parlant de la garnifon d'Amiens qui fe laiffa furprendre : dormir alors jufqu'à huit heures du matin étoit une lâcheté pour un homme du monde. Se lever à cette heure-là eft prefque une fingularité de nos jours. Qui de nous, voyant un artifan miférable ainfi que fa famille, penferoit que c'eft fa faute de ne pas commencer fon travail dès les quatre heures du matin ? Les vices & les vertus font de proportion, comme toute autre chofe. Les Loix ne peuvent rien fur la portion des mœurs qui tourne vers l'inexiftence. Où donc eft le remede ? L'exemple & l'encouragement.

Peut-être me direz-vous qu'en attendant que j'aie fait recevoir ma nouvelle peuplade, je traite aſſez mal celle qui m'environne. Prenez y garde, une telle imputation ſeroit odieuſe & mal fondée. Je peins nos mœurs, mœurs dont tout le monde fait gloire. Mon plan eſt toujours de ne rien forcer, de ne rien détruire : je prêche au contraire d'édifier. *Chériſſez, animez l'agriculture*, bientôt le travail deviendra en honneur ; l'économie & la ſobriété ſont ſes compagnes. Ces vertus tiennent l'eſprit tranquille, & le corps ſain. L'activité & la tempérance des mœurs champêtres paſſeront à la Ville avec les nombreuſes colonies que les campagnes y enverront, à la différence qu'il faudroit peut-être d'autres topiques qui ne ſont pas de mon ſujet, pour rétablir les mœurs à la Ville, ſéjour corrupteur, au-lieu qu'à la campagne paix & protection, & tout eſt dit ; c'eſt le Code entier de vos loix ſomptuaires.

Le retour à l'agriculture porté

dans cette exclamation, au moment où nous sommes le plus enfoncés dans les détails du travail, paroîtra étranger à la question; mais je tiens que le plus puissant remede des mœurs est de remettre en honneur cette profession maternelle, nourriciére, & vertueuse, & d'en donner le goût généralement à tous les citoyens. La simplicité naît de l'aisance de la campagne, & l'économie est une suite de la douce peine qu'on eut à en recueillir les biens; la vuë de l'énorme quantité de bled qui entre dans une belle tabatière, dégoûteroit le plus hardi dissipateur.

Le relâche des Fêtes n'est nuisible au travail que par la corruption.

Revenons au travail. La Réforme se vante d'en avoir accru la somme dans les Etats qui l'ont embrassée, par la suppression des Fêtes. Je crois, par les raisons de calcul déduites ci-dessus, que c'est autant de gagné, sur-tout en certains temps précieux pour les travaux & récoltes de la campagne; aussi en supprime-t-on beaucoup dans le Culte Catholique. Mais

qu'on ſe ſouvienne toujours qu'une Fête ſupprimée n'eſt jamais que neuf heures ajoûtées dans l'an tout au plus, au-lieu qu'une heure de ſommeil en compoſe trois cents ſoixante-cinq. Il ne faut pas croire d'ailleurs que toutes les fêtes fuſſent en pure perte ; l'homme veut du délaſſement, & il lui eſt ſi néceſſaire, que Dieu ordonna dans l'inſtitution premiére un jour de repos en ſept. Ce jour redonne des forces à l'homme courbé ſous le poids du travail hebdomadaire. Cet intervalle de relâche lui donne le temps de la réflexion ſi néceſſaire à tout, & qu'un travail méchanique affaiſſe à la longue ſans reſſource.

Outre le repos, il nous faut encore de la joie & des rapports d'union & de ſociété : examinez nos Fêtes dans leur inſtitution, & en y joignant ce que l'antique ſimplicité y avoit ajoûté d'uſages & de pratiques habituelles, vous verrez que tout y concourt à ces deux objets vraiment politiques.

Les vuës de l'Egliſe ſont toutes ſpirituelles dans le culte qu'elle nous preſcrit, mais elle a ſçu condeſcendre aux ménagemens que l'union de l'ame avec la machine nous rend néceſſaires, & a permis que l'ordre & les uſages civils y introduiſent une variété & une action propres à nous intéreſſer. Cette déférence a même influé ſur ſes propres cérémonies; à la reſerve d'une demi-ſemaine dans l'année toute conſacrée à la prière & au recueillement, & dont les pratiques ne ſont pas même d'obligation pour les gens de travail, tout le reſte a pour objet des occaſions de joie & d'allégreſſe. Les Fêtes de Noël, des Rois, de Pâques, de la Pentecôte, toutes les grandes Fêtes, en un mot, ſont de cette eſpece.

Examinons enſuite ce que la coûtume de nos peres avoit ajoûté d'uſages particuliers à ces ſolemnités. A Noël, la famille raſſemblée, la ſouche de la veillée & le braſier qui l'entouroit ſervant à

cuire les marons pour le vin blanc, ensuite le réveillon, &c. Aux Rois, la féve, les cris, & *le Roi boit.* A Pâques, les œufs qu'anciennement le pere de famille distribuoit à toute sa maison jusqu'au moindre domestique, faisoient une sorte de communion profane, précieux usage : je suis tenté quelquefois de descendre à la table de mes gens, de couper leur pain, de boire en même tasse, pour me rappeller que nous sommes tous d'une seule souche, que je dois les considérer, & les contraindre à m'aimer. Cette méthode réussiroit mal aujourd'hui, les valets sont aussi insensibles, aussi méprisans que les maîtres ; mais c'est tant pis. A Pâques donc, les œufs, le jambon &c. à la Pentecôte, les premiers fruits ; la S. Hubert, la S. Martin, toutes ces Fêtes sont dans l'année, sauf respect, ce qu'est l'avoine à midi dans la journée du cheval.

Ces sortes d'assemblées d'ailleurs, ces révolutions à temps marqué unissent la société, & y établissent

les rapports & la confiance ; bien différentes en cela de l'intempérance journaliére dont j'ai parlé ci-dessus, qui bientôt entraîne la société, le désordre & la paresse, celles-là réveillent, font oublier les peines passées & futures, réunissent la jeunesse, mais sous les yeux paternels, font naître les unions de convenance, les propositions de mariage, rappellent les souvenirs d'antique fraternité & parenté.

Bien à propos les hommes avoient-ils inventé les cérémonies bruyantes & autres agencemens futiles & passagers d'une vie très-passagere, mais qui nous paroîtroit peut-être trop longue encore, si nous la regardions sous son vrai point de vuë. L'homme ne naît que pour travailler, pondre, souffrir & mourir. Nous avons orné ce tronc informe & cadavéreux de feuillages empruntés, mais sans cesse renouvellés, & qui jouent à des yeux enclins à se tromper eux-mêmes, la verdure naturelle &

durable. Les baptêmes, la robe virile, les noces, jusques aux funérailles même, tout a pris par les soins des Législateurs, hommes réfléchissants, un air de décoration, & cette perspective variée & trompeuse nous cache le mur. Tout donc ce qui peut être un remede contre l'accablement, est un aiguillon au travail; nous l'avons dit ci-dessus. Tout aussi ce qui réunit la société, & nous fait sentir la nécessité & l'utilité des rapports que nous avons les uns aux autres, est un nouvel encouragement.

Les cailloux dans les rivières deviennent ronds & polis par le frottement, les hommes se civilisent par la société; c'est un axiome que je n'ai pas inventé. Les Fêtes votives, processions, pélerinages du canton en un lieu dont on fête le Saint, & qui se tient prêt à donner la revanche à ses voisins, ont été encouragés par d'habiles Princes, comme Charles-Quint en Flandres, en Artois & autres. Je

veux qu'il ait pû y avoir de l'abus à ces ſortes de choſes dans des temps groſſiers & où l'on prenoit tout à la lettre; mais aujourd'hui ne tombons-nous pas dans le défaut contraire ?

On eſt tout étonné, quand il y a des illuminations dans Paris, de ne voir que des promeneurs dans les rues, & autour des fontaines de vin cinq ou ſix malheureux porteurs d'eau ivres, & rien de plus. Quelques gens à refrein diſent : *c'eſt la misère* qui attriſte le peuple. Paſſe pour la campagne, mais à Paris le peuple n'eſt miſerable que volontairement, tout y trouve à travailler, & à gagner beaucoup; mais c'eſt que tout le monde eſt devenu *Monſieur.* Il me vient le Dimanche un homme en habit de droguet de ſoie noire & en perruque bien poudrée, & tandis que je me confonds en complimens, il s'annonce pour le premier garçon de mon maréchal ou de mon bourrelier; un tel Seigneur ira-t-il s'encanailler à danſer dans les rues ?

Il eſt certain que ce peuple-là eſt bien plus commode pour la Police. Cependant au fond la guinguette va ſon train, guinguette ſi ruineuſe, comme je l'ai dit, pour l'ouvrier, ſi pénible à l'artiſan en chef qui ne peut jouir de ſes garçons, ſi pernicieuſe même pour le lendemain ; car on ne ſçauroit croire combien de garçons maçons, charpentiers, & couvreurs périſſent le lundi en voulant s'expoſer, la tête encore chargée de vin. J'en ai une fois rencontré trois en un même jour de lundi ſur la civiére en différents quartiers de Paris ; & quand dans un bâtiment conſidérable on ne perd que dix ou douze hommes de la ſorte, ce n'eſt pas trop. Mais je veux enfin que tout ce peuple ſoit réellement philoſophe, tant pis ſi d'ailleurs il conſomme davantage, s'il eſt plus languiſſant, s'il travaille moins. Or ces trois *ſi* ne ſont plus en queſtion.

En voilà aſſez, & plus qu'il n'en faut pour prouver que les Fêtes ne nuiſent au travail, qu'autant que

la tournure des mœurs de ſimple devient compoſée. Si nous pouvions aller ſans ceſſe comme des machines, il faudroit au pouce & à la ligne calculer le temps, & n'en pas perdre la minute; mais il n'en eſt pas ainſi, & quelque haut que ce reſſort fût monté, peut-être y perdrions-nous: car ſi d'une part la nature demande du relâche, de l'autre l'imagination & ſes reſſources nous font quelquefois doubler le pas, de façon que nos ſuccès ne ſont en nulle proportion avec nos forces. Les chevaux en ont plus que nous. Montluc, célebre meneur d'hommes & de chevaux, aſſure qu'il a ſouvent vû le bout de ſa monture, & qu'alors il n'y a plus que ſoin & repos pour la faire aller; qu'au contraire il a ſouvent vû des hommes las, recrus, & mourans de laſſitude au bout de vingt-quatre heures de traite, ſans ſubſiſtance, ſe réveiller ſur une eſpérance de gloire ou de butin, & doubler la doſe de fatigue,

comme s'ils euſſent été frais. Encourageons donc le travail, & nos hommes auront quatre bras ; c'eſt le ſeul & unique ſecret, car tout eſt jour de Fête pour un pareſſeux.

Après ces incurſions ſur les détails du travail, reprenons le ſommaire de ceux de mes principes que j'ai établis juſqu'ici ſur la qualité diſtinctive des métaux. Si vous leur permettez de s'établir comme richeſſe, vous errez dans le principe, vous périrez par les conſéquences ; ſi vous les regardez au contraire comme agent, dont le miniſtere eſt néceſſaire, & dont la maſſe doit être en proportion de la quantité de matiéres dont il doit accélérer la production en aidant à les débiter, vous êtes dans le vrai. Le ſang qui circule dans les veines eſt le principe de la nutrition univerſelle ; mais s'il ſurabonde & forme dépôt, il entraîne la corruption & la mort.

Détournez donc la vuë des lieux

où

où l'on recherche les mines & la poudre d'or; laissez aux aveugles le soin de s'ensevelir dans les entrailles de la terre, c'est sa surface qu'il faut couvrir & vivifier.

Les richesses se trouvent par tout où il y a des hommes.

Les richesses se trouvent par-tout où il y a des hommes. A la reserve de quelques foibles mines d'argent & de plusieurs mines de fer, l'ancienne Gaule n'avoit que peu ou point de métaux. Environnée de toutes parts, ou de Barbares comme elle, ou des Romains qui toujours frappés du souvenir des anciennes invasions des Gaulois, auroient voulu que les barriéres qui les séparoient fussent à jamais impénétrables, elle n'avoit pareillement aucun commerce, si l'on en excepte le plomb & l'étaim de la Bétique, que les nations commerçantes tiroient par les ports de la Méditerranée, & qui conséquemment devoient être entrés dans la Gaule par ses ports sur l'Océan. Cependant lorsque Cesar en fit la conquête, il en tira assez d'or pour

corrompre sa patrie avant de l'avoir soumise, & pour acheter tant de partisans dans Rome déja enrichie de tous les thrésors de l'Afrique, de la Macédoine, & sur-tout de l'opulente Asie. César, quoique l'homme de son temps le moins scrupuleux sur les moyens, ne nous a pas été transmis comme concussionnaire : il le fut réellement, si l'on considére les choses avec les vuës de justice & d'humanité qui nous sont familiéres aujourd'hui ; mais par comparaison avec l'usage reçu par ses contemporains & par tous les Grands de cette insatiable République, il peut à cet égard passer presque pour modéré ; les Gaules lui furent toujours fidèlement attachées dans les différentes vicissitudes de sa rapide fortune, ce qui prouve qu'il n'en avoit pas tyrannisé les peuples ; en un mot, on ne voit point de traces de ses rapines dans les Gaules ; & Cassius son meurtrier, quoique parvenu jusqu'à nous avec la faveur

d'un libérateur de la patrie, passe pour avoir cruellement pillé l'Asie pour parvenir au maintien de son parti. On peut répondre que César qui donnoit tout pour tout acquérir, & qui sçavoit donner avec les graces supérieures de la nature & de l'esprit dont il étoit doué, faisoit de rien quelque chose, & qu'il sortit des Gaules tellement pauvre qu'il fut obligé pour son début de choquer tous les préjugés de sa patrie, en forçant & pillant le thrésor public. Sans entrer dans cette discussion de détail, je me contente de renvoyer au récit de ses quartiers d'hiver à Rimini, où Rome entiere venoit grossir sa Cour, & s'en retournoit comblée; aux détails des dissipations de ses principaux satellites, les Oppius, les Balbus, les Antoine, les Dolabella. Cesar conquérant & Cesar politique sont deux hommes: la fortune le mena plus loin qu'il ne pensoit aller; comme conquérant, le fer & l'activité furent ses seules

armes ; comme politique, il semble avoir trouvé les sources de l'or.

D'où venoient donc ces richesses dans des pays encore isolés ? Uniquement de l'immense population qu'il y trouva établie. On est effrayé des détails de cette espece qu'on lit dans ses Commentaires. Je le répete : par-tout où il y a des hommes, il y a des richesses ; les richesses n'étant que les choses nécessaires à la vie, ou leur représentatif. Les métaux ne sont que le signe des valeurs ; où il n'y a point d'hommes, il n'est de valeur à rien ; & si les métaux se trouvent dans des climats déserts, ils courent bien vîte se répandre aux lieux où la nécessité du troc leur fera trouver leur place.

Dans la Partie suivante, nous allons entrer dans l'examen des différents usages qu'on peut & qu'on doit faire de l'or, & traiter des moyens d'accélerer sa rapidité, de la diriger de façon qu'il circule sans cesse sans corroder ni faire

dépôt. La carriére va s'ouvrir, & les grands objets se développer progressivement à notre vuë. Qu'il me soit permis de finir cette Partie-ci comme je l'ai commencée, en recommandant la population & l'agriculture.

Les finances sont le nerf d'un Etat, il est vrai ; mais l'or n'est qu'un métal : il ne devient richesse qu'en passant par les mains des hommes. Donnons des hommes à un Etat, s'ils n'ont de l'argent, ils en feront venir. Des tonnes d'or ne bougeront de place, si personne ne les remue. Un homme, comme les B.** & les P.**, fournira à son Prince des facilités pour lever & entretenir des armées en Suéde. Ce mot suffit pour rappeller la réflexion, qu'il entre plus d'hommes que d'argent dans ce qu'on appelle les finances.

Les Espagnols, on le sçait, ont eu seuls pendant long-temps les sources de l'or. A quoi leur ont-elles servi ? qu'à se perdre en pro-

jets imaginaires, & à se dépeupler de façon à ne s'en relever de longtemps. Si les Gasçons & les Limousins ne vont faire la récolte en Espagne, les naturels du pays mourront de faim; s'ils y vont, ils en emportent tout l'or, & ainsi du reste. Quand le pays fourmillera d'hommes, les services y seront payés moins, puisqu'il y aura plus de gens ayant besoin d'emploi: augmentation de finances. Ces inductions suffisent pour faire sentir que c'est mal entendre les finances, que de croire les améliorer par l'augmentation des revenus de l'Etat, si elle n'est une suite de l'accroissement de sa force; que cette force consiste uniquement dans la population; & qu'un Prince qui s'appauvriroit pour aider cette population, mettroit son argent à un bien gros intérêt. Or j'ai trouvé ce secret; je le donne gratis, & l'exécution n'en coûtera qu'un peu d'attention: *aimez, honorez l'agriculture*, c'est le foyer, ce sont

les entrailles, & la racine d'un Etat. Nouveau Cadmus, les hommes ſortiront pour vous du ſein de la terre, & ne ſe battront pas, comme firent ceux de ce temps-là.

Fin de la premiére Partie.





